

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 8 décembre 2021
(Convocation du 1^{er} décembre 2021)

Aujourd'hui, le huit décembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à la loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	32
• Voix	208
Pouvoirs	
• Nombre	1
• Voix	1
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	33
• Voix	209
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mme Isabelle Antier, Mme Nathalie Barrouillet, Mme Agathe Bourretère, Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, Mme Véronique Thirault, M. Jean Arriubergé, M. Paul Carrère, M. Damien Delavoie, M. Charles Pelanne, M. Bernard Pouban, M. Frédéric Ré, M. Bernard Verdier
- Pour la Région membre : M. Éric Sargiacomo
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mme Isabelle Nogaro, M. Jean-Yves Arrestat, M. Philippe Baron, M. Francis Betbeder, M. Philippe Brethes, M. Philippe Castets, M. Jean-Emmanuel Dargelos, M. Didier Gaugeacq, M. Patrick Maunas, M. Laurent Nolibois, M. Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Daniel Arribère, M. Michel Chanut, M. Jean-Jacques Dané, M. Christian Ducos, M. Bernard Labadie, M. Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les communautés de communes membres : Mme Pascale Réquenna

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : M. Pierre Brau-Nogué, M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. René Castets, M. Julien Dubois, M. Francis Dupouey, M. Marc Saint-Estevan
- Pour les communautés d'agglomérations membres : M. Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Mme Christine Fournadet, M. Pierre Cazères, M. Michel Cuyaubé, M. Pierre Lajus, M. Denis Lanusse, M. Philippe Latry, M. Jean-Michel Le Bihan, M. Jean-Marc Lescoute, M. Christophe Pugnetti
- Pour les syndicats mixtes membres : M. Michel Bareyt, M. Antoine Lequertier, M. Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Mme Céline Salles

**OBJET : Programme d'actions / Programme d'actions 2022****Exposé des motifs :**

Les fiches détaillées de présentation du programme d'actions 2022 qui reprend la poursuite des actions pluriannuelles et les actions nouvelles sont jointes en annexe. Ces actions sont envisagées en tenant compte des éléments connus à ce jour notamment concernant l'engagement des partenaires financiers de l'EPTB.

Parmi les 33 fiches actions relevant de la section de fonctionnement, il faut noter que 7 d'entre elles concernent de nouvelles actions :

- la fiche 6 : SAGE Adour aval - Étude de caractérisation du réseau hydrographique (définition fossés / cours d'eau) au sein de l'aire d'alimentation des captages d'Orist,
- la fiche 8 : Faisabilité et préfiguration d'un outil de gestion intégrée et concertée des nappes profondes du bassin de l'Adour - Évaluation de l'état quantitatif des nappes profondes basée sur les simulations du modèle GAIA,
- la fiche 10 : Projet de territoire Midour (Phase de mise en œuvre) animateur agricole,
- les fiches 19 et 20 pour les programmes d'études préalables aux PAPI gave d'Oloron et PAPI Adour aval,
- les fiches 21 et 22 concernant le dispositif « mieux reconstruire après les inondations » : MIRAPI avec une fiche sur l'animation de la démarche et une autre sur la réalisation de diagnostic de réduction de vulnérabilité de biens à usage d'habitation.

Concernant la section d'investissement, les fiches actions sont au nombre de 9. Les plus conséquentes sont :

- La fiche 36 présentant les travaux à réaliser sur le réservoir du Louet,
- La fiche 38 qui, dans le cadre de la mise en œuvre du projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour, présente une action de réutilisation des eaux usées traitées à partir de la station d'épuration des eaux usées traitées de Conte, située à Mont-de-Marsan et propriété de Mont-de-Marsan Agglomération,
- La fiche 42 qui présente les travaux de confortement de la digue de Pénich Laburthe sur la communauté de communes du Pays Grenadois.

Section de fonctionnement

Type d'opération	N° fiche	Mission	Montant TTC
Animation territoriale et gouvernance	1	Animation territoriale à l'échelle du bassin de l'Adour	143 043 €
	2	Observatoire de l'eau	140 000 €
Gestion intégrée	3	SAGE Midouze - Animation et communication	64 787 €
	4	SAGE Adour amont - Animation et communication	60 134 €
	5	SAGE Adour aval - Animation et communication	64 395 €
	6	SAGE Adour aval - Étude de caractérisation du réseau hydrographique (définition fossés / cours d'eau) au sein de l'aire d'alimentation des captages d'Orist	30 000 €
	7	Faisabilité et préfiguration d'un outil de gestion intégrée et concertée des nappes profondes du bassin de l'Adour - Animation, communication et étude juridique	74 189 €
	8	Faisabilité et préfiguration d'un outil de gestion intégrée et concertée des nappes profondes du bassin de l'Adour - Évaluation de	40 000 €

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



Type d'opération	N° fiche	Mission	Montant TTC
		l'état quantitatif des nappes profondes basée sur les simulations du modèle GAIA	
Ressource	9	Projet de territoire Midour (Phase de mise en œuvre) Animation et communication	60 165 €
	10	Projet de territoire Midour (Phase de mise en œuvre) animateur agricole	44 900 €
	11	Projet de territoire Douze (Phase d'élaboration) Animation et communication	49 906 €
	12	Projet de territoire Adour amont (Phase d'élaboration) Animation, communication et garants	120 656 €
Risques fluviaux	13	Animation de gestion du cours d'eau et des milieux aquatiques - Axe Adour	99 236 €
	14	PAPI de l'agglomération dacquoise- Animation	62 023 €
	15	PAPI de l'agglomération dacquoise- Action 1.1	24 000 €
	16	PAPI de l'agglomération dacquoise-Action 1.5	22 995 €
	17	PAPI de l'agglomération dacquoise-Action 2.2	15 490 €
	18	PAPI de l'agglomération dacquoise-Action 5.1	96 000 €
	19	PEP au PAPI gave d'Oloron	66 374 €
	20	PEP au PAPI Adour aval	66 374 €
	21	Dispositif « mieux reconstruire après les inondations » : MIRAPI - animation de la démarche	200 000 €
	22	Dispositif « mieux reconstruire après les inondations » : MIRAPI - réalisation de diagnostic de réduction de vulnérabilité de biens à usage d'habitation	1 000 000 €
Biodiversité	23	Restauration et gestion des poissons migrateurs	91 896 €
	24	Coordination des actions en faveur des espèces patrimoniales	4 610 €
	25	Suivi et entretien courant des passes à poissons propriété de l'institution Adour	66 500 €
	26	Animation de la maison de l'eau et mise en œuvre du plan de gestion de Jû-Belloc	113 140 €
Ressource	27	PGE Adour amont et suivi DIG	35 300 €
	28	PGE Luys Louts	15 083 €
	29	Gestion de la part non valorisée du Gabas (Année 2021)	66 500 €
	30	Gestion de la prise d'eau de la Gespe	20 000 €
	31	Frais de gestion 2021 du pré-stockage foncier sur les projets de réservoirs	59 920 €
	32	Suivi 2022 de la qualité des eaux	41 812 €
	33	Réservoir de Latrille (DSP Adour) - mesures de réduction des risques - Complément	39 000 €
Total du coût TTC des missions - section de fonctionnement			3 098 428 €



Section d'investissement

Type d'opération	N° fiche	Opération	Montant TTC	Montant HT
Ressource	34	Complément aux travaux de rééquipement du dispositif d'auscultation et vérification de la stabilité sur le réservoir de Fargues	72 000 €	60 000 €
	35	Études hydraulique et hydrologique sur le réservoir de Renung	9 600 €	8 000 €
	36	Louet	2 107 200 €	1 756 000 €
	37	Pré-stockage foncier sur projets de réservoirs	35 000 €	35 000 €
	38	Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour (phase de mise en œuvre) réutilisation des eaux usées traitées de la station de Conte à Mont de Marsan : 1 ^{ère} Phase d'étude et maîtrise d'œuvre	540 000 €	450 000 €
	39	Projet de territoire Midour (phase de mise en œuvre) étude IES	20 832 €	17 360 €
	40	Qualité des eaux : intégration des réservoirs de soutien d'étiage dans le bassin versant du Midour phase 2	193 548 €	161 290 €
Risques fluviaux	41	Acquisitions foncières espace de mobilité Adour moyen landais	125 000 €	125 000 €
	42	Confortement de la digue de Pénich Laburthe sur la communauté de communes du Pays Grenadois (opération sous mandat)	600 000 €	500 000 €
Total du coût TTC des opérations - section d'investissement			3 703 180 €	

Considérant la proposition de programme d'actions 2022 de l'établissement,

LE COMITE SYNDICAL

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- de délibérer favorablement sur les propositions présentées pour le projet de programme d'actions 2022,
- d'approuver le contenu des fiches descriptives des opérations ci-annexées, le coût et le plan de financement prévisionnel,
- d'autoriser le président à mobiliser les financements correspondants

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.



Fait et délibéré le 8 décembre 2021 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRERE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Envoyé en préfecture le 28/12/2021

Reçu en préfecture le 28/12/2021



ID : 040-254002264-20211208-CS134_2021-DE

FICHES PROGRAMME D' ACTIONS 2022

SOMMAIRE

Envoyé en préfecture le 28/12/2021

Reçu en préfecture le 28/12/2021



ID : 040-254002264-20211208-CS134_2021-DE

N°	Missions
1	Animation territoriale à l'échelle du bassin de l'Adour
2	Observatoire de l'eau
3	SAGE Midouze - Animation et communication
4	SAGE Adour amont - Animation et communication
5	SAGE Adour aval - Animation et communication
6	SAGE Adour aval - Étude de caractérisation du réseau hydrographique (définition fossés / cours d'eau) au sein de l'aire d'alimentation des captages d'Orist
7	Faisabilité et préfiguration d'un outil de gestion intégrée et concertée des nappes profondes du bassin de l'Adour - Animation, communication et analyse juridique
8	Faisabilité et préfiguration d'un outil de gestion intégrée et concertée des nappes profondes du bassin de l'Adour - Évaluation de l'état quantitatif des nappes profondes basée sur les simulations du modèle GAIA
9	Projet de territoire Midour (Phase de mise en œuvre) - Animation et communication
10	Projet de territoire Midour (Phase de mise en œuvre) - animateur agricole
11	Projet de territoire Douze (Phase d'élaboration) - Animation et communication
12	Projet de territoire Adour amont (Phase d'élaboration) - Animation, communication et garant
13	Animation de gestion du cours d'eau et des milieux aquatiques - Axe Adour
14	PAPI de l'agglomération dacquoise - Animation
15	PAPI de l'agglomération dacquoise - Action 1.1
16	PAPI de l'agglomération dacquoise - Action 1.5
17	PAPI de l'agglomération dacquoise - Action 2.2
18	PAPI de l'agglomération dacquoise - Action 5.1
19	Programme d'études préalables (PEP) au PAPI gave d'Oloron
20	Programme d'études préalables (PEP) au PAPI Adour aval
21	Dispositif « mieux reconstruire après les inondations » : MIRAPI - animation de la démarche
22	Dispositif « mieux reconstruire après les inondations » : MIRAPI - réalisation de diagnostic de réduction de vulnérabilité de biens à usage d'habitation





23	Restauration et gestion des poissons migrateurs
24	Coordination des actions en faveur des espèces patrimoniales
25	Suivi et entretien courant des seuils et passes à poissons de l'Institution Adour
26	Animation de la maison de l'eau et mise en œuvre du plan de gestion de Jû-Belloc
27	PGE Adour amont et suivi DIG
28	PGE Luys Louts
29	Gestion de la part non valorisée du Gabas (Année 2021)
30	Gestion de la prise d'eau de la Gespe (2020-2022)
31	Frais de gestion 2021 du pré-stockage foncier sur les projets de réservoirs
32	Suivi 2022 de la qualité des eaux
33	Réservoir de Latrille (DSP Adour) - mesures de réduction des risques - complément

N°	Opérations
34	Complément aux travaux de rééquipement du dispositif d'auscultation et vérification de la stabilité sur le réservoir de Fargues
35	Études hydraulique et hydrologique sur le réservoir de Renung
36	Réservoir du Louet : travaux de confortement du parement amont et étanchéité de la galerie
37	Pré-stockage foncier sur projets de réservoirs
38	Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour (Phase de mise en œuvre) - REUSE station de Conte à Mont-de-Marsan : 1 ^{ère} Phase étude et maîtrise d'œuvre
39	Projet de territoire Midour (Phase de mise en œuvre) - étude « volumes/usages/période »
40	Qualité des eaux : Intégration des réservoirs de soutien d'étiage dans le bassin versant du Midour phase 2
41	Acquisitions foncières espace de mobilité landais
42	Confortement digue de Penich Laburthe sur la communauté de communes du Pays Grenadois





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n°01

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire	Comité syndical

Type d'opération :

Animation territoriale et gouvernance

Intitulé de l'opération :

Animation territoriale à l'échelle du bassin de l'Adour

Zone d'influence :

Bassin de l'Adour

Description de l'opération :

Origine

En application des modifications statutaires de l'Institution Adour approuvées par arrêtés inter-préfectoraux en dates des 16 mai 2018, 2 août 2019, 10 septembre 2019, 23 avril 2020 et 8 janvier 2021, l'établissement public territorial de bassin (EPTB) est en mesure de fédérer l'ensemble des collectivités du bassin de l'Adour intervenant dans la gestion du grand cycle de l'eau pour conduire la mission suivante :

- coordination des acteurs publics en matière de gestion équilibrée de la ressource en eau et de réduction de la vulnérabilité aux inondations ;
- mise en cohérence des maîtrises d'ouvrage sur le grand cycle de l'eau, notamment par un rôle de coordination, animation et conseil ;
- élaboration de projets d'aménagement d'intérêt commun (PAIC) ;
- observatoire de l'eau, mission support pour le dimensionnement et la conduite des missions précitées.

Dans ce cadre et pour ce faire, 33 nouveaux membres ont intégré le comité syndical de l'Institution Adour depuis 2019.

Buts

La stratégie d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) arrêtée le 21 décembre 2017 par le préfet coordonnateur de bassin Adour-Garonne prévoit que « les missions de coordination et d'animation dans le domaine de la prévention des inondations et de la gestion intégrée dans le domaine de l'eau ont vocation à être exercées à l'échelle du territoire des grands bassins ou groupement de sous-bassins, par les établissements publics territoriaux de bassin - EPTB ».

Il est précisé dans cette SOCLE que « l'EPTB doit être garant de la cohérence des actions menées au regard des enjeux du grand cycle de l'eau et de la biodiversité des écosystèmes aquatiques et des zones humides, de la bonne coordination des acteurs publics en matière de gestion équilibrée de la ressource en eau et de réduction de la vulnérabilité aux inondations sur son périmètre. Son action doit tendre à couvrir l'ensemble des missions définies à l'article L.211-123 du code de l'environnement, afin de contribuer pleinement à l'atteinte du bon état écologique de la directive

cadre sur l'eau et des objectifs de la directive inondation. Ces missions de l'EPTB vont au-delà de celles définissant le champ de la GEMAPI ».

L'objectif de cette mission obligatoire inscrite dans les statuts en vigueur de l'Institution Adour est donc, sur la base de la fonction support d'observatoire de l'eau, de mobiliser le bloc communal, les syndicats de bassin versant, les Départements et les Régions, afin de constituer et d'animer l'instance qui au sein de l'EPTB, préfigurera l'organisation à l'échelle du bassin de l'Adour pour la gestion du grand cycle de l'eau.

Depuis l'adhésion des nouveaux membres au sein de l'EPTB, il y a maintenant lieu, au regard de leurs attendus, d'établir le programme d'aménagement d'intérêt collectif (PAIC) à l'échelle du bassin ainsi que d'engager un nouveau processus de révision des statuts de l'EPTB.

Ce travail, prévu pour un engagement en fin d'année 2019 a été déprogrammé une première fois du fait des inondations affectant une grande partie du bassin de l'Adour en fin 2019 et ensuite du fait de la proximité avec les échéances électorales et pour finir, en raison de la crise sanitaire. Suite au renouvellement des instances de l'Institution Adour consécutif aux élections départementales et régionales, ce travail devrait pouvoir être conduit en 2022.

Contenu

263 jours d'animation et 30 jours d'appui administratif qui viseront notamment :

- l'organisation d'ateliers de concertation pour l'élaboration du PAIC et pour identifier les attendus des collectivités membres en termes de missions et de gouvernance de l'EPTB,
- la révision des statuts de l'EPTB en conséquence,
- la concertation spécifique avec les entités en charge de la GEMAPI sur lesquels l'Institution Adour est intervenue ou continue d'intervenir à des fins soit de transmission des équipements, des ouvrages et du foncier soit d'organisation de la complémentarité d'intervention,
- l'accompagnement des collectivités (technique, administratif, etc.) à l'intégration des enjeux de la gestion de l'eau dans sa dimension « grand cycle » dans les politiques et démarches sectorielles, à la mutualisation de moyens, au montage de projets, ...
- la mise en œuvre de la stratégie territoriale Adour,
- l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de gestion quantitative pour le bassin de l'Adour
- l'encadrement de la réalisation d'une thèse sur la mise en œuvre de la compétence GEMAPI (cf. fiche n°22/2020)
- la participation aux instances ou échanges nationaux, de bassin, régionaux ou départementaux sur les questions relatives à la gestion du grand cycle de l'eau, à des fins d'accompagnement ou de relai des problématiques afférentes au bassin de l'Adour,
- l'organisation de réunions des réseaux des techniciens rivières, animateurs SAGE, animateurs PAPI/SLGRI.

Interventions antérieures :

À partir de mi-2016, l'Institution Adour avait engagé une démarche d'étude stratégique visant l'identification et le dimensionnement des pistes d'évolution de l'EPTB suite aux réformes territoriales. Cette démarche a conduit à 6 modifications statutaires dont les trois dernières ont permis l'adhésion de 33 nouvelles collectivités (EPCI-FP, syndicats de rivière et Région) à l'EPTB en 2019 et 2020.

Depuis 2018, l'EPTB a développé une animation territoriale visant, au-delà de l'évolution de l'EPTB, l'accompagnement du territoire à la gestion du grand cycle de l'eau à l'échelle du bassin.

L'EPTB participe également, en appui des services de l'État et de l'Agence, à la définition et la mise en œuvre des démarches de planification, de stratégie et de gestion de l'eau dans sa dimension « grand cycle » à l'échelle du bassin de l'Adour.



**Coût de l'opération : 143 043 € TTC (141 293 € HT)**

Postes de dépenses	Coût prévisionnel TTC	Coût prévisionnel HT
Animation territoriale (frais de personnel) 1,4 ETP	108 828 €	108 828 €
Frais de structure	21 765 €	21 765 €
Frais de missions	6 450 €	5 700 €
Prestations de services	6 000 €	5 000 €
MONTANT TOTAL	143 043 €	141 293 €

Plan de financement prévisionnel :

Agence de l'eau Adour-Garonne (69 %)	98 905 € (70% du HT)
Autofinancement* (31%)	44 138 €
MONTANT TOTAL	143 043 €

* financés au travers des charges générales de fonctionnement par les Départements, la Région Nouvelle-Aquitaine, les EPCI-FP et les syndicats membres (la somme appelée est incluse dans la contribution statutaire)

Région NA	EPCI-FP	Syndicats	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65
5 150€	1 900 €	1 775 €	3 365 €	11 784 €	14 630 €	5 534 €
			35 313 €			
			44 138 €			



FICHE DE PROPOSITION n°02

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire	Comité syndical

Type d'opération :

Animation territoriale et gouvernance

Intitulé de l'opération :

Observatoire de l'eau

Zone d'influence :

Bassin de l'Adour

Description de l'opération :Origine

L'observatoire de l'eau a pour objectif de :

- Mieux répondre à l'évolution des besoins en faveur de l'amélioration de la connaissance des données sur l'eau sur le bassin de l'Adour ;
- Collecter, exploiter et valoriser les données sur l'eau sur le bassin de l'Adour ;
- Apporter un accompagnement auprès des adhérents de l'Institution Adour d'un point de vue technique (notamment en matière d'articulation eau et urbanisme sur les territoires non couverts par un SAGE) et en termes de valorisation de données ;
- Être une source d'information pour les différents services et structures intéressés à la gestion du grand cycle de l'eau sur le bassin de l'Adour

Buts

Le but principal de la mission observatoire de l'eau est de centraliser les données « eau » sur le bassin de l'Adour, de constituer un appui aux démarches et opérations menées par l'Institution Adour ainsi qu'aux acteurs du territoire à travers l'analyse, le traitement et la valorisation des données.

La mission « eau et urbanisme » permet également d'améliorer la prise en compte des enjeux liés à la ressource en eau et à sa gestion dans les documents de planification (PLU, SCoT) ou dans le cadre de projets d'aménagements. Cette mission s'articule autour de deux entrées distinctes :

- Un appui aux animateurs SAGE et PAPI (cet appui est rappelé ici pour mémoire, dans la mesure où il est pris en compte dans les fiches correspondant à ces opérations). L'objectif est de les accompagner sur l'ensemble des périmètres SAGE ou PAPI et dès les premières phases d'élaboration, ainsi que de veiller à la bonne prise en compte des enjeux liés à l'eau.
- Une assistance technique aux collectivités adhérentes à l'Institution Adour sur leur territoire non couvert par des démarches de SAGE ou de PAPI et sur les problématiques environnementales liées à l'aménagement de leur territoire. Cette assistance est proposée prioritairement aux collectivités possédant le moins de moyens humains.

Cette mission permet également de fournir aux collectivités un ensemble de données qui alimenteront les réflexions sur leurs projets de développement. L'Institution Adour travaillant en étroite

collaboration avec les syndicats de rivière, leur association à l'élaboration des documents d'urbanisme sera par ailleurs assurée.

Cette mission permet également de fournir aux collectivités un ensemble de données qui alimenteront les réflexions sur leurs projets de développement. L'Institution Adour travaillant en étroite collaboration avec les syndicats de rivière, leur association à l'élaboration des documents d'urbanisme sera par ailleurs assurée.

Contenu

- Animation des instances spécifiques de l'observatoire de l'eau (comité consultatif, groupe de pilotage) ;
- Gestion, structuration et homogénéisation des données recueillies sur l'ensemble du bassin de l'Adour ;
- Valorisation de données via des documents d'information et de sensibilisation et de l'accès à l'information (base de données bibliographique : Adourthek, Adour2050, site internet) ;
- Appui aux adhérents de l'Institution Adour sur la gestion de données, la valorisation et la mutualisation de données et probablement d'outils ;
- Appui sur les dossiers d'urbanisme auprès des animateurs des SAGE et PAPI : accompagnement à la prise en compte des dispositions de ces documents cadre et plus largement des enjeux « eau » et « changement climatique », appui des porteurs de projet en amont, fourniture de données, participation aux réunions, rédaction des avis de la CLE du SAGE sous la conduite de l'animateur ;
- Appui à l'élaboration des documents d'urbanisme auprès des collectivités (territoires non couverts par un SAGE ou un PAPI) : fourniture de données, participation aux réunions, sensibilisation aux enjeux liés à l'eau et à la prospective (changement climatique, évolution des activités et usages), participation à l'élaboration des documents (aide à la rédaction du CCTP, relecture des pièces écrites), renfort de l'association des syndicats de rivière à ces démarches.
- Travail sur la mise en œuvre de cartes interactives

Interventions antérieures :

L'observatoire de l'eau a poursuivi le travail d'homogénéisation, de la gestion, de la structuration et de l'analyse des données pour l'ensemble des services de l'Institution Adour. Les processus de récupération de données et d'automatisation ont été renforcés. En particulier deux outils ont été mis en place :

- un catalogue des données qui offre également des possibilités de documentation élargie au sein de la structure
- un nouveau serveur géographique a été déployé dans l'optique de faciliter l'intégration, le stockage et l'accès aux données

La base de données bibliographique « Adourthek » a été nettoyée et complétée (ajout de nouvelles références et numérisation d'anciens documents).

Concernant la mission « eau et urbanisme », plusieurs documents de planification en cours d'élaboration ont été suivis (participation aux réunions, transmission de données et d'avis sur les documents de travail) : SCoT Tarbes Lourdes Pyrénées, PLU d'Amou (mise en compatibilité) ... Par ailleurs, la fourniture de données « zones humides » (une dizaine de demandes en 2021) a contribué à maintenir le lien avec les acteurs du territoire. Enfin il est à noter l'intervention au colloque « Eau-Aménagement-Urbanisme » organisé par l'ANEB (association nationale des élus des bassins) au côté de la communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud pour présenter comme retour d'expérience le PLUi de cette dernière

Echéance - Délais :

L'observatoire de l'eau constitue une mission continue, dont l'objectif à long terme est de récolter, centraliser et fournir toute donnée relative au domaine de l'eau et utile aux missions de l'Institution Adour.



Coût de l'opération : 140 000 € HT

116 296 € de frais de personnel (2,5 ETP et un stagiaire)

23 704 € de frais de structures

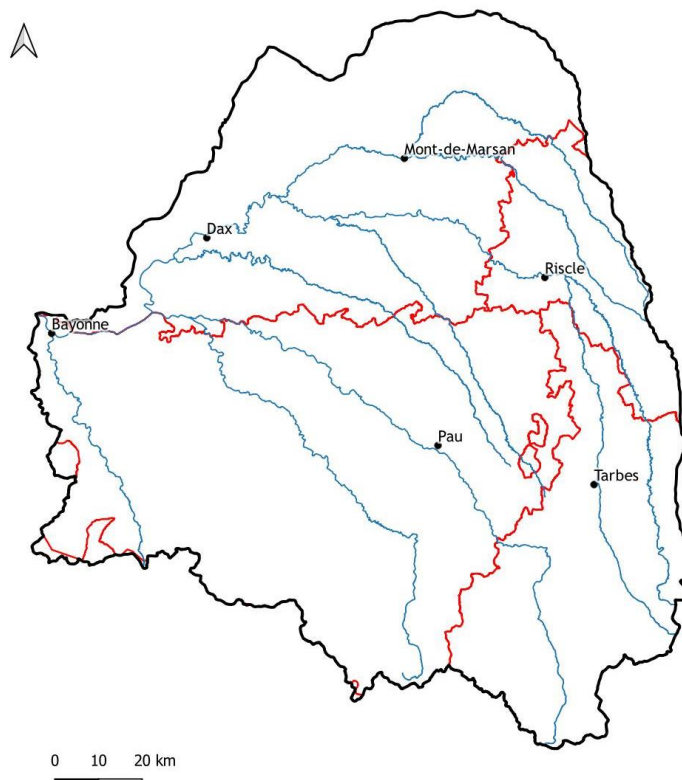
Plan de financement prévisionnel :

	Montant
Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT)	70 000 €
Autofinancement*	70 000 €
MONTANT TOTAL	140 000 €

* financés au travers des charges générales de fonctionnement par les Départements, la Région Nouvelle-Aquitaine, les EPCI et les syndicats membres.

La somme appelée est incluse dans la contribution statutaire

Région NA	EPCI	Syndicats	CD 32	CD 40	CD 64	CD 65
6 000 €	2 250 €	2 000 €	5 694 €	19 939 €	24 754 €	9 363 €
			59 750 €			
70 000 €						

Plan de situation :



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n°03

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Gestion intégrée

Intitulé de l'opération :

Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Midouze (phase de révision)
ANIMATION ET COMMUNICATION

Zone d'influence :

Bassin de la Midouze.

Superficie totale : 3 142 km²

Départements concernés : 32 et 40

Description de l'opération :

Origine

Le SAGE a été approuvé le 29 janvier 2013 et est aujourd'hui en phase de révision. La mise en œuvre du SAGE se poursuit en parallèle de la révision.

Buts

Le SAGE du bassin de la Midouze a pour objectif d'améliorer la gestion de l'eau sur le bassin de la Midouze à travers 4 grands enjeux qui sont la gestion quantitative, l'amélioration de la qualité de l'eau, la gestion et la préservation des milieux et bien sûr la sécurisation de l'alimentation en eau potable, et ce dans la perspective de l'atteinte du bon état des eaux.

La révision du SAGE Midouze a pour objectif notamment de modifier le périmètre, d'intégrer l'enjeu du changement climatique dans le SAGE, de prendre en compte le SDAGE en vigueur, d'ajuster les éléments utiles pour assurer la mise en œuvre des actions du PTGE Midour et du futur PTGE Douze.

Contenu

Durant le travail de révision du SAGE, celui-ci dans sa version approuvée initialement est toujours opposable et doit être mis en œuvre. L'animation doit permettre de réaliser toutes les étapes utiles à la révision du SAGE tout en assurant le nécessaire pour sa mise en œuvre (suivi de dossiers locaux, accompagnement de partenaires, avis de la CLE, etc.).

NB :

Animation SAGE :

- Préparer et organiser les différentes réunions liées à la vie du SAGE (commission locale de l'eau (CLE), Bureaux de la CLE, commissions thématique/géographique, comité technique, groupes de travail, comités de pilotage des études, réunions d'informations, etc.).
- Rédiger et diffuser les différents documents (documents du SAGE, comptes-rendus, notes, etc.) et animer toutes les étapes nécessaires à la révision du SAGE (bilan tableau de bord, mise à jour état des lieux, éventuelles études complémentaires, reprise des documents du SAGE...).

- Rédiger les avis sur les demandes d'autorisation loi sur l'eau, ICPE et documents d'urbanisme pour lesquels la CLE est sollicitée pour avis. Veiller au respect du SAGE dans les dossiers de déclaration transmis. Appuyer les porteurs de projet sollicitant la CLE en amont du dépôt des dossiers d'autorisation pour assurer la bonne intégration du SAGE dans les projets et limiter les risques d'incompatibilité au SAGE. Suivre la prise en compte des avis de la CLE dans la mise en œuvre des projets.
- Participer et contribuer aux réunions des partenaires sur le territoire et suivre l'avancement des actions mises en œuvre sur le bassin répondant aux objectifs et enjeux du SAGE.
- Accompagner les étapes inhérentes à la vie du SAGE et de la CLE : formation des membres de la CLE, actualisation des données pour la mise à jour du diagnostic du bassin, etc.
- Marchés publics : élaborer les cahiers des charges et mettre en concurrence des bureaux d'études pour les prestations de services, suivi des études et des prestataires.
- Réaliser des études internalisées nécessaires à la mise en œuvre du SAGE et organiser la concertation associée.
- Assurer le suivi de la mise en œuvre du SAGE, notamment par du porté à connaissance.
- Informer les acteurs du territoire sur le SAGE (contenu, portée...) et sur les enjeux de la gestion de l'eau actuels et futurs (notamment sensibilisation sur le changement climatique : impacts, adaptation, etc.).
- Assurer le secrétariat technique et administratif du SAGE (réception appels, mails et courriers, réponses, envoi des courriers, reprographie des documents, etc.).

Communication SAGE :

- Poursuite des actions en cours ou répondant à des sollicitations de la CLE : événements à destination des membres de la CLE et des partenaires autour des enjeux du SAGE (journée de découverte, cafés débats, ateliers de dynamisation de la CLE, etc.) et alimentation du site internet (mise en ligne des documents et comptes-rendus, des actualités, etc.).
- Mise en place de la stratégie de communication élaborée fin 2021 dans une approche inter-SAGE.
- Proposition de formations auprès des membres des CLE du bassin de l'Adour : dans l'objectif de partager un socle commun de connaissances, de faciliter l'appréhension des enjeux globaux localement et de devenir un relai du SAGE sur les bassins, des modules de formations seront proposés aux membres des CLE des SAGE du bassin de l'Adour.

Interventions antérieures :

Animation et communication sur le SAGE de 2005 à 2021 (phases préliminaires, d'élaboration, de mise en œuvre et de révision).

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Arrêté interpréfectoral d'approbation du SAGE signé le 29 janvier 2013 pour une durée de 10 ans.
Calendrier prévisionnel de révision du SAGE : 3 à 4 ans.

Coût de l'opération : 64 787 € TTC (63 402 € HT)

- 59 747 € TTC charges d'animation (1,12 ETP) : salaires, frais de missions et charges générales (59 203 € HT)
- 5 040 € TTC communication (4 200 € HT).



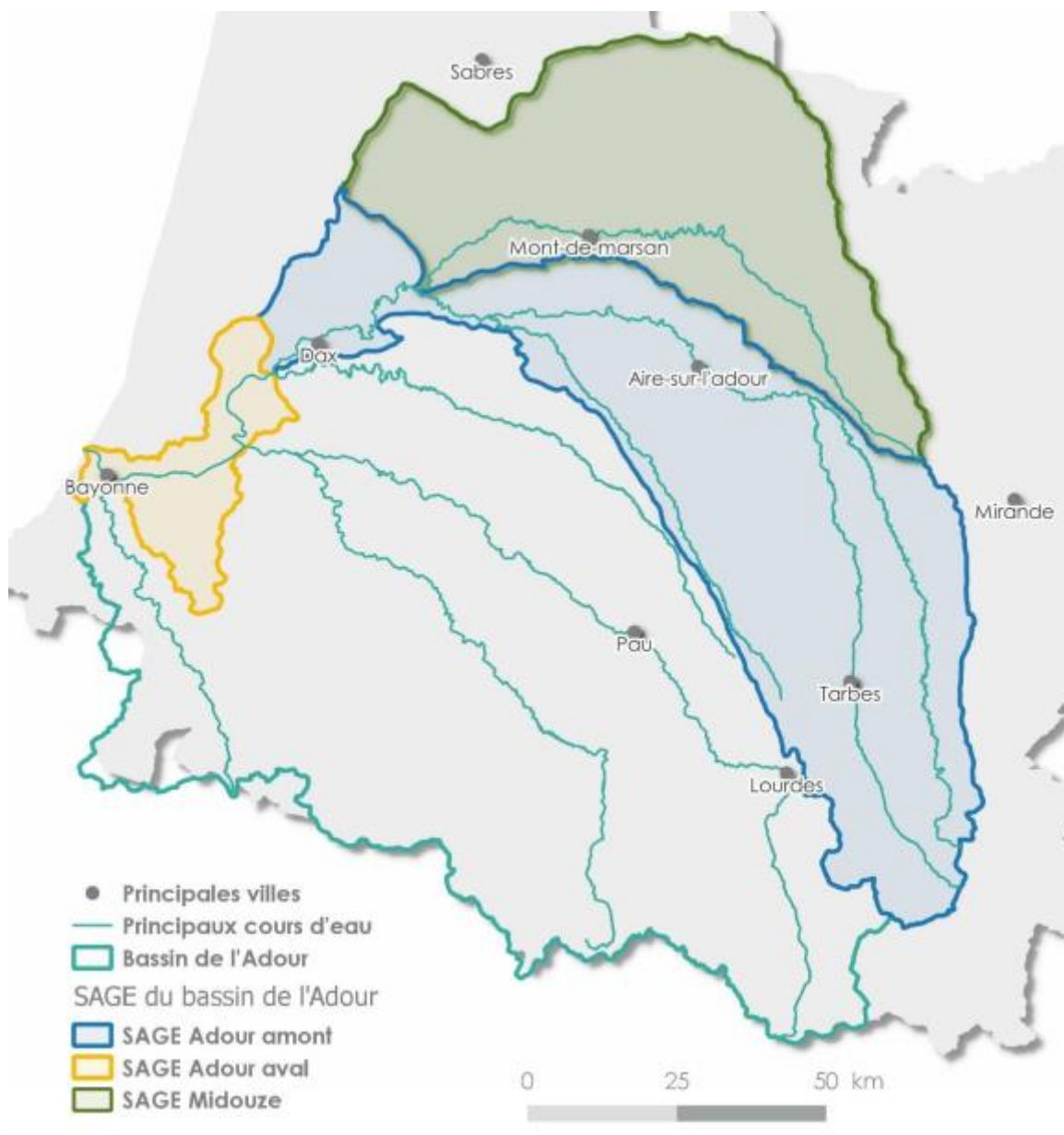
Plan de financement prévisionnel :

	Animation	Communication	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (70 % du HT)	41 442 €	2 940 €	44 382 €
Région Nouvelle-Aquitaine (10% du TTC)	5 974 €	504 €	6 478 €
Autofinancement *	12 331 €	1 596 €	13 927 €
MONTANT TOTAL	59 747 €	5 040 €	64 787 €

* La partie animation est financée au travers des charges générales de fonctionnement.

Reste à financer la communication soit 399 € par Département.

Plan de situation :





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 04

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Gestion intégrée

Intitulé de l'opération :

Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de l'Adour amont (Phase de mise en œuvre)
ANIMATION ET COMMUNICATION

Zone d'influence :

Bassin de l'Adour en amont de la confluence avec les Luys (230 km d'Adour), hors bassin du Louts et de la Midouze.

Superficie totale : 4 513 km²

Départements concernés : 32 (14,4%), 40 (31,6%), 64 (15,3%) et 65 (38,7%)

Description de l'opération :

Origine

Le SAGE a été approuvé le 19 mars 2015 et est aujourd'hui en phase de mise en œuvre.

Buts

Le SAGE du bassin amont de l'Adour a pour objectif d'améliorer la gestion de l'eau sur le bassin de l'Adour amont à travers les grands enjeux identifiés que sont la sécurisation de l'alimentation en eau potable, l'amélioration de la qualité de l'eau, la gestion quantitative, la gestion et la préservation des milieux et l'amélioration de la gouvernance sur le bassin, et ce dans la perspective de l'atteinte du bon état des eaux.

Contenu

Animation SAGE :

- Préparer et organiser les différentes réunions liées à la vie du SAGE (commission locale de l'eau (CLE), Bureaux de la CLE, commissions, comité technique, groupes de travail, comités de pilotage des études, réunions d'informations, etc.),
- Rédiger et diffuser les différents documents (documents du SAGE, comptes-rendus, notes, etc.),
- Rédiger les avis sur les demandes d'autorisation loi sur l'eau, ICPE et documents d'urbanisme pour lesquels la CLE est sollicitée pour avis. Veiller au respect du SAGE dans les dossiers de déclaration transmis. Appuyer les porteurs de projet sollicitant la CLE en amont du dépôt des dossiers d'autorisation pour assurer la bonne intégration du SAGE dans les projets et limiter les risques d'incompatibilité au SAGE. Suivre la prise en compte des avis de la CLE dans la mise en œuvre des projets,
- Participer et contribuer aux réunions des partenaires sur le territoire et accompagner la déclinaison opérationnelle du SAGE,

- Accompagner les étapes inhérentes à la vie du SAGE et de la CLE : formation des membres de la CLE, ajustement du périmètre, etc.,
- Marchés publics : élaborer les cahiers des charges et mettre en concurrence des bureaux d'études pour les prestations de services, suivi des études et des prestataires,
- Réaliser des études internalisées nécessaires à la mise en œuvre du SAGE et organiser la concertation associée,
- Assurer le suivi de la mise en œuvre du SAGE, notamment par le tableau de bord.
- Informer les acteurs du territoire sur le SAGE (contenu, portée...) et sur les enjeux de la gestion de l'eau actuels et futurs (notamment sensibilisation sur le changement climatique : impacts, adaptation, etc.),
- Assurer le secrétariat technique et administratif du SAGE (réception appels, mails et courriers, réponses, envoi des courriers, reprographie des documents, etc.).

Communication SAGE :

- Mise en œuvre du plan de communication élaboré fin 2021, dont événements à destination des membres de la CLE et des partenaires autour des enjeux du SAGE (exemple : journée de découverte, cafés débats, ateliers de dynamisation de la CLE, etc.).
- Site internet : mise en ligne des documents et comptes-rendus, des actualités...
- Proposition de formations auprès des membres des CLE du bassin de l'Adour : dans l'objectif de partager un socle commun de connaissances, de faciliter l'appréhension des enjeux globaux localement et de devenir un relai du SAGE sur les bassins, des modules de formations seront proposés aux membres des CLE des SAGE du bassin de l'Adour.

NB :

La CLE doit se positionner fin 2021 sur l'opportunité de réviser le SAGE Adour amont.

Interventions antérieures :

Animation et communication sur le SAGE de 2005 à 2021 (phases préliminaires, d'élaboration et de mise en œuvre)

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Arrêté interpréfectoral d'approbation du SAGE signé le 19 mars 2015 (durée de vie moyenne d'un SAGE avant révision : 10 ans).

Coût de l'opération : 60 134 € TTC (58 749 € HT)

- 55 094 € charges d'animation (0,88 ETP) : salaires, frais de missions et charges générales (54 549 € HT)
- 5 040 € TTC communication (4 200 € HT).

Plan de financement prévisionnel :

	Animation	Communication	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (70 % du HT)	38 184 €	2 940 €	41 124 €
Région Nouvelle-Aquitaine (10% du TTC)	5 509 €	504 €	6 013 €
Autofinancement *	11 401 €	1 596 €	12 997 €
MONTANT TOTAL	55 094 €	5 040 €	60 134 €

* La partie animation est financée au travers des charges générales de fonctionnement.

Reste à financer la communication soit 399 € par Département.



Plan de situation :



FICHE DE PROPOSITION n° 05

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Gestion intégrée

Intitulé de l'opération :

Schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Adour aval (fin élaboration/début mise en œuvre)

ANIMATION ET COMMUNICATION

Zone d'influence :

Bassin de l'Adour en aval de la confluence avec les Luys, hors bassin des Gaves, de la Bidouze et de la Nive.

Superficie totale : 636 km²

Départements concernés : 64 et 40

Description de l'opération :**Origine**

L'arrêté inter préfectoral de délimitation du périmètre du SAGE Adour aval a été signé le 26 mars 2015. L'arrêté préfectoral de composition de la Commission Locale de l'Eau a été signé le 7 septembre 2015.

Le projet de SAGE Adour aval a été validé par la CLE en janvier 2020. Il a été soumis aux étapes réglementaires de consultation (février à septembre 2020) et enquête publique (septembre-octobre 2021).

Buts

Le SAGE Adour aval a pour objectif d'améliorer la gestion de l'eau et des milieux aquatiques sur ce bassin à travers plusieurs grands enjeux et notamment l'amélioration de la qualité de l'eau, la sécurisation de l'alimentation en eau potable, la gestion et la préservation des milieux, la gestion quantitative, l'adaptation de l'aménagement et de l'urbanisme, et la prise en compte du changement climatique.

En 2021, l'approbation du SAGE doit devenir effective et sa mise en œuvre engagée.

Contenu**Animation SAGE :**

- Préparer et organiser les différentes réunions liées à la vie du SAGE (commission locale de l'eau (CLE), Bureaux de la CLE, commissions thématiques, comité technique, groupes de travail, comités de pilotage des études, réunions d'informations, etc.) ;
- Rédiger et diffuser les différents documents (documents du SAGE, comptes-rendus, notes, etc.) ;
- Rédiger les avis sur les demandes d'autorisation loi sur l'eau, ICPE et documents d'urbanisme pour lesquels la CLE est sollicitée pour avis. Veiller au respect du SAGE dans les dossiers de

déclaration transmis. Appuyer les porteurs de projet sollicitant la CLE en amont du dépôt des dossiers d'autorisation pour assurer la bonne intégration du SAGE dans les projets et limiter les risques d'incompatibilité au SAGE. Suivre la prise en compte des avis de la CLE dans la mise en œuvre des projets ;

- Participer et contribuer aux réunions des partenaires sur le territoire et suivre l'avancement des actions mises en œuvre sur le bassin répondant aux objectifs et enjeux du SAGE ;
- Accompagner les étapes inhérentes à la vie du SAGE et de la CLE : formation des membres de la CLE, actualisation des données, etc. ;
- Marchés publics : élaborer les cahiers des charges et mettre en concurrence des bureaux d'études pour les prestations de services, suivi des études et des prestataires ;
- Réaliser des études internalisées nécessaires à la mise en œuvre du SAGE et organiser la concertation associée ;
- Assurer le suivi de la mise en œuvre du SAGE, notamment construire et renseigner le tableau de bord ;
- Informer les acteurs du territoire sur le SAGE (contenu, portée...) et sur les enjeux de la gestion de l'eau actuels et futurs (notamment sensibilisation sur le changement climatique : impacts, adaptation, etc.).
- Assurer le secrétariat technique et administratif du SAGE (réception appels, mails et courriers, réponses, envoi des courriers, reprographie des documents, etc.).

Communication SAGE :

- Poursuite des actions en cours ou répondant à des sollicitations de la CLE : événements à destination des membres de la CLE et des partenaires autour des enjeux du SAGE (journée de découverte, cafés débats, ateliers de dynamisation de la CLE, etc.) et alimentation du site internet (mise en ligne des documents et comptes-rendus, des actualités, etc.).
- Mise en place de la stratégie de communication élaborée fin 2021 dans une approche inter-SAGE.
- Proposition de formations auprès des membres des CLE du bassin de l'Adour : dans l'objectif de partager un socle commun de connaissances, de faciliter l'appréhension des enjeux globaux localement et de devenir un relai du SAGE sur les bassins, des modules de formations seront proposés aux membres des CLE des SAGE du bassin de l'Adour.

Interventions antérieures :

Animation et communication sur le SAGE de 2012 à 2021 (phases préliminaires, élaboration).

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Arrêté d'approbation du SAGE à venir en 2022.

Coût de l'opération : 64 395 € TTC (62 960 € HT)

- 59 355 € charges d'animation (0,82 ETP) : salaires, frais de missions et charges générales (58 760 € HT)
- 5 040 € TTC communication (4 200 € HT).



Plan de financement prévisionnel :

	Animation	Communication	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne	41 132 € (70% du HT)	2 100 € (50% du HT)	43 232 €
Région Nouvelle-Aquitaine	7 597 €	645 €	8 242 €
Autofinancement *	10 626 €	2 295 €	12 921 €
MONTANT TOTAL	59 355 €	5 040 €	64 395 €

* L'animation est financée au travers des charges générales de fonctionnement pour 7 659 €, et de la participation des EPCI-FP sur la période de janvier 2022 à juin 2022.

Le financement des EPCI s'élève ainsi à 2 967 € pour l'animation et 252 € pour la communication.

Reste à financer la communication soit 574 € par Département.

Plan de situation :





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 06

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Gestion intégrée

Intitulé de l'opération :

SAGE Adour aval - Phase de mise en œuvre - Etude de caractérisation du réseau hydrographique (définition fossés / cours d'eau) au sein de l'aire d'alimentation des captages d'Orist

Zone d'influence :

Aire d'alimentation des captages d'Orist

Superficie totale : 21 km² environ

Départements concernés : 40

Description de l'opération :

Origine

Le SAGE Adour aval prévoit une règle visant à implanter des bandes tampons le long de tout le chevelu hydrographique de l'aire d'alimentation des captages (AAC) d'Orist. En effet, une influence forte des phénomènes de ruissellement a été mise en évidence sur la qualité de l'eau captée dans les forages, pour la production d'eau potable. La largeur des bandes tampons sera variable selon si l'écoulement est caractérisé en fossé ou cours d'eau.

Buts

Pour l'application de cette règle, la caractérisation de tout le réseau hydrographique est nécessaire ; il convient de définir pour chaque écoulement sa définition en tant que fossé ou cours d'eau. Une cartographie des écoulements sera restituée et validée par les services de l'Etat, en charge de la cartographie des cours d'eau au niveau des départements.

Contenu

Un prestataire sera chargé de caractériser l'ensemble du réseau hydrographique, selon la méthodologie existante sur la définition fossés/cours d'eau, et en lien étroit avec les services de l'Etat. L'ensemble des éléments seront présentés et validés auprès des instances du SAGE. Le travail aboutira à une cartographie exhaustive des réseaux hydrographiques.

Le cahier des charges technique plus détaillé sera élaboré par les instances du SAGE.

Interventions antérieures :

Elaboration du SAGE Adour aval (2015-2021)

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Réalisation de l'étude après l'approbation du SAGE en 2022

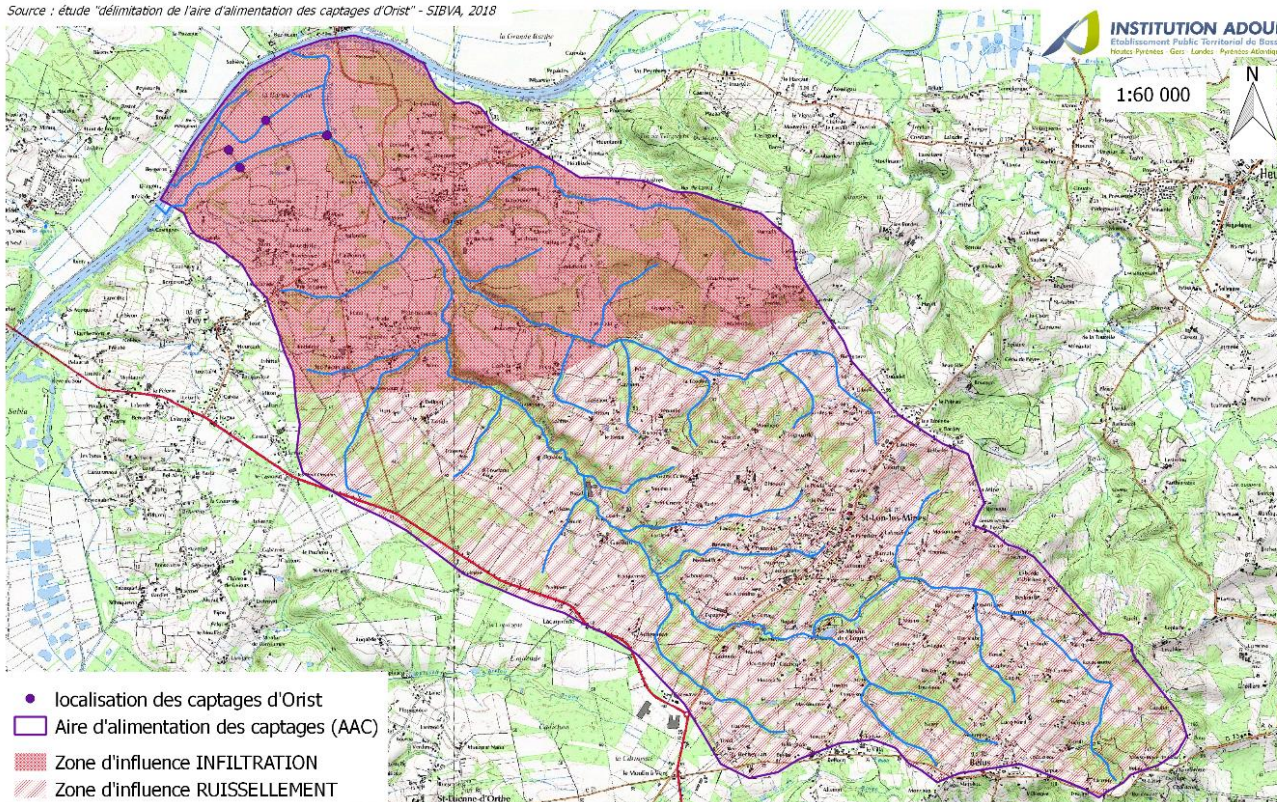
Coût de l'opération : 30 000 € TTC (25 000 € HT)**Plan de financement prévisionnel :**

	Montant
Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT)	12 500 €
Région Nouvelle-Aquitaine (20% du TTC)	6 000 €
Autofinancement (100% CD 40)	11 500 €
MONTANT TOTAL	30 000 €

Plan de situation :**Aire d'alimentation des captages d'Orist**

sage
 ADOUR AVAL

Source : étude "délimitation de l'aire d'alimentation des captages d'Orist" - SIBVA, 2018



FICHE DE PROPOSITION n°07

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Gestion intégrée

Intitulé de l'opération :

Faisabilité et préfiguration d'un outil de gestion intégrée et concertée des nappes profondes du bassin de l'Adour - ANIMATION, COMMUNICATION et ANALYSE JURIDIQUE

Zone d'influence :

Près de 12 000 km², entre les départements 32, 40, 64 et 65, et au-delà des limites du bassin de l'Adour (département 32 dans son intégralité)

Description de l'opération :***Origine***

Une étude socio-économique de l'importance stratégique des nappes profondes du bassin de l'Adour a été réalisée entre avril 2018 et juin 2020, par la BRGM pour le compte de l'Institution Adour. Tous les acteurs économiques usagers de ces nappes ont été sollicités, afin d'envisager, à partir de l'état des lieux des usages, les possibilités de gestion collective de cette ressource souterraine.

Sur la base des conclusions de l'étude socio-économique, la charte d'engagement dans la gouvernance pour une gestion durable des nappes profondes a été diffusée en janvier 2021.

Buts

Les nappes profondes du bassin de l'Adour font l'objet de plusieurs usages depuis de nombreuses années : alimentation en eau potable, thermalisme, irrigation, industrie, etc. Ces nappes souterraines profondes représentent donc déjà une ressource stratégique pour notre territoire, et le seront d'autant plus demain à l'aune du changement climatique. Le partage et l'utilisation durable des ressources en eau est donc un enjeu majeur, en particulier pour les nappes souterraines profondes, dont le renouvellement extrêmement lent confère à leur exploitation un caractère fini ou limité.

Face au constat d'une baisse marquée des niveaux de nappes depuis plusieurs décennies, mis en évidence dans le cadre de l'étude socio-économique, l'objectif est de poursuivre la concertation afin d'évaluer la faisabilité et de préfigurer la mise en place d'un outil de gestion intégrée et concertée de la ressource en eau souterraine profonde.

Pour cela, l'Institution Adour propose de maintenir une animation politique et technique pour conduire les acteurs locaux vers le choix en 2022 d'un outil de gestion durable et partagée de la ressource.

Contenu

Animation :

- Poursuivre la diffusion et l'adhésion des acteurs locaux à la charte d'engagement dans la gouvernance pour une gestion concertée et durable des nappes profondes du bassin de l'Adour, outil intermédiaire mobilisé pour maintenir une dynamique sur le territoire et légitimer la constitution d'un comité de pilotage,
- Préparer et organiser les différentes réunions (comités de pilotage, comités techniques, réunions d'experts, réunions d'informations, rendez-vous d'acteurs, etc.),
- Rédiger et diffuser les différents documents (comptes-rendus, notes, etc.),
- Poursuivre le travail d'état des lieux du futur outil de gestion intégrée des nappes,
- Elaborer des scénarios de mobilisation d'outils de gestion intégrée des nappes (outils, portée, calendrier, moyens nécessaires, etc.) et les partager et discuter avec les acteurs locaux,
- Participer et contribuer aux réunions des partenaires sur le territoire et suivre l'avancement des actions mises en œuvre sur le bassin relatives aux nappes (actions de recherche et développement notamment (projet GAIA, etc.),
- Réaliser d'éventuelles études utiles (internalisées ou prestations), selon les choix du comité de pilotage notamment, et organiser la concertation associée,
- Informer les acteurs du territoire sur les nappes profondes et sur les enjeux de la gestion de l'eau actuels et futurs (notamment sensibilisation sur le changement climatique : impacts, adaptation, etc.),
- Assurer le secrétariat technique et administratif du dossier (réception appels, mails et courriers, réponses, envoi des courriers, reprographie des documents, etc.).

Communication :

- Produire tout document de communication et information utile pour divers publics et divers objectifs
- En réponses à d'éventuelles sollicitations, assurer la présentation du dossier auprès de divers organismes, instances, etc.
- Site Internet : mise en ligne de documents et compte-rendu, des actualités, etc.

Analyse juridique :

Le choix de l'outil le plus pertinent au vu des problématiques et des enjeux du territoire interviendra dans le courant de l'année 2022.

Une partie du périmètre envisagé pour la gestion des nappes profondes, défini en fonction des usages de la ressource et des contraintes géologiques, s'étend au-delà du bassin hydrographique de l'Adour. Il est donc situé hors des limites de compétence de l'Institution Adour, fixées dans ses statuts.

L'expertise juridique doit permettre de confirmer les possibilités juridiques de portage de l'outil de gestion intégrée et concertée des nappes profondes du bassin de l'Adour par l'Institution Adour et de prévoir, si besoin, les partenariats utiles avec les territoires hors du bassin de l'Adour.

Le prestataire devra, au travers de son analyse juridique :

- S'assurer de la possibilité pour l'Institution Adour de porter un outil de gestion concernant les nappes captives profondes ;
- Déterminer comment formaliser l'intervention de l'Institution Adour sur un périmètre différent de son périmètre statutaire et concernant une ressource en eau souterraine captive profonde (modification des statuts du syndicat ? demande de labellisation EPTB eau souterraine ? etc.) ;
- Déterminer les éventuels besoins de contractualisation ou conventionnement (ou autre dispositif légal) avec des entités situées hors du périmètre de l'Adour et, le cas échéant, identifier les acteurs et définir les modalités de ces partenariats.

Interventions antérieures :

Animation et communication de 2018 à 2021.

Etude socio-économique de l'importance stratégique des nappes profondes du bassin de l'Adour - convention de recherche et développement entre le BRGM et l'Institution Adour - avril 2018 à juin 2020.

Charte d'engagement dans la gouvernance pour une gestion durable, concertée et solidaire des nappes profondes du bassin de l'Adour - depuis janvier 2021.



Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Le choix de la mobilisation d'un outil de gestion intégrée plus formel devrait intervenir au cours de l'année 2022 selon les choix des acteurs locaux qui participeront au COPIL.

Coût de l'opération : 74 189 € TTC (71 798 € HT)

- 61 049 € TTC charge d'animation (1 ETP) : salaires, frais de missions et charges générales + 1 stagiaire sur 6 mois (60 848 € HT)
- 5 040 € TTC communication (4 200 € HT).
- 8 100 € TTC étude juridique (6 750 € HT)

Plan de financement prévisionnel :

	Animation	Communication	Etude juridique	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne	42 594 € (70% du HT)	2 940 € (70% du HT)	3 375 € (50% du HT)	48 909 €
Région Nouvelle-Aquitaine	3 358 €	0 €	891 €	4 249 €
Région Occitanie	4 320 €	0 €	729 €	5 049 €
Autofinancement *	10 777 €	2 100 €	3 105 €	15 982 €
MONTANT TOTAL	61 049 €	5 040 €	8 100 €	74 189 €

* L'animation est financée au travers des charges générales de fonctionnement.

Reste à financer la communication soit 525€ par Département et l'étude juridique soit 776 € par département

Plan de situation :

Le territoire d'intervention est à cheval entre les 2 régions Nouvelle-Aquitaine (Landes et Pyrénées-Atlantiques) et Occitanie (Hautes-Pyrénées et Gers). Il couvre 11 815 km² dont :

- 6568 km² en Nouvelle-Aquitaine (55%)
 - o Hautes-Pyrénées : 1400 km² (12%)
 - o Gers : 3847 km² (dont une partie en dehors du BV Adour) (33%)
- 5247 km² en Occitanie (45%)
 - o Landes : 4308 km² (36%)
 - o Pyrénées-Atlantiques : 2260 km² (19%)



Périmètre de la zone d'étude des nappes profondes du bassin de l'Adour





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 08

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Gestion intégrée

Intitulé de l'opération :

Faisabilité et préfiguration d'un outil de gestion intégrée et concertée des nappes profondes du bassin de l'Adour - Evaluation de l'état quantitatif des nappes profondes basée sur les simulations du modèle GAIA

Zone d'influence :

Près de 12 000 km², entre les départements 32, 40, 64 et 65, et au-delà des limites du bassin de l'Adour (département 32 dans son intégralité)

Description de l'opération :

Origine

Une étude socio-économique de l'importance stratégique des nappes profondes du bassin de l'Adour a été réalisée entre avril 2018 et juin 2020, par la BRGM pour le compte de l'Institution Adour. Tous les acteurs économiques usagers de ces nappes ont été sollicités, afin d'envisager, à partir de l'état des lieux des usages, les possibilités de gestion collective de cette ressource souterraine.

Sur la base des conclusions de l'étude socio-économique, la charte d'engagement dans la gouvernance pour une gestion durable des nappes profondes a été diffusée en janvier 2021.

Les acteurs tendent maintenant vers le choix de l'outil le plus pertinent au vu des problématiques et des enjeux du territoire ; ce choix interviendra dans le courant de l'année 2022.

Cette dynamique de concertation est concomitante du programme GAIA, visant l'amélioration de la connaissance géologique du sud du Bassin Aquitain, mené par le Brgm en partenariat avec l'Agence de l'Eau et Terega. Cette étude comporte trois volets principaux - géologie, hydrogéologie, hydrogéochimie - et a abouti à la construction d'un modèle numérique d'écoulement des nappes profondes de la moitié sud du bassin aquitain. Ce modèle, ayant pour vocation l'aide à la gestion opérationnelle, doit maintenant permettre de caractériser le fonctionnement et l'état quantitatif des nappes profondes.

Buts

Les simulations d'écoulement des nappes profondes grâce au modèle GAIA doivent permettre d'évaluer l'état quantitatif des ressources et de clarifier les risques de surexploitation, fortement suspectés mais à ce jour encore non confirmés. Cela aidera les acteurs locaux à convenir d'un cadre de gestion durable et partagée des nappes profondes. Il s'agira notamment d'examiner la variation des réserves en eau (stock) au sein des différentes nappes concernées (Eocène, Paléocène, Crétacé) à partir de données historiques. Appuyé par l'élaboration de scénarios pertinents (type laisser faire, sans regret, etc.) par les acteurs du territoire (mobilisés via la charte de gouvernance animée par

l'EPTB), le modèle permettra également une évaluation prospective des variations des réserves à moyen et long terme, pour ces différents scénarios d'exploitation de la ressource.

Contenu

Il s'agit de mobiliser le modèle numérique GAIA, détenu par le BRGM, en le faisant travailler (run) pour évaluer des scénarios d'exploitation de la ressource.

Au travers des résultats de simulations basées sur l'exploitation des données historiques, le modèle fournira pour chaque nappe :

- l'évolution de la réserve en eau dans le temps, sous forme de graphiques (volumes annuels prélevés, variations annuelles de la réserve, variations cumulées de la réserve)
- les cartes piézométriques permettant d'identifier la localisation des variations de stock,
- les chroniques de piézométrie, notamment pour les zones à variations de stock identifiées.

Les simulations prospectives fourniront :

- par scénario : les variations annuelles et les variations cumulées pour chaque nappe ;
- par nappe : les variations des volumes prélevés, les variations annuelles et cumulées des réserves en eau.

Interventions antérieures :

Animation et communication depuis 2018.

Etude socio-économique de l'importance stratégique des nappes profondes du bassin de l'Adour - convention de recherche et développement entre le BRGM et l'Institution Adour - avril 2018 à juin 2020.

Charte d'engagement dans la gouvernance pour une gestion durable, concertée et solidaire des nappes profondes du bassin de l'Adour - depuis janvier 2021.

Programme GAIA - BRGM, AEAG, TERECA - 2016-2020.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Les runs du modèle seront réalisés dès que les premiers scénarios d'exploitation de la ressource auront été élaborés par les acteurs locaux. Les premiers scénarios (tendanciel notamment) pourraient être testés courant 2022, et au-delà selon l'avancée du travail en instances de concertation.

Il est raisonnable d'envisager de tester au total 4 à 5 scénarios (ce qui représente autant de runs du modèle) au total pour le projet. Cela pourra être ajusté selon les choix des acteurs.

2022	2023
1 run (sc tendanciel)	4 runs (hyp haute) (sc alternatifs)

Coût de l'opération : 40 000 € TTC

8 000 € TTC pour un run du modèle

Hypothèse de 5 scénarios = 40 000 € TTC



Plan de financement prévisionnel :

	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT)	16 667 €
Région Nouvelle-Aquitaine (20% du TTC sur % du territoire d'intervention)	4 400 €
Région Occitanie (20% du TTC sur % du territoire d'intervention)	3 600 €
Autofinancement *	15 333 €
MONTANT TOTAL	40 000 € TTC

* A parts égales entre les départements membres, soit 3 833 € par département.

Plan de situation :

Le territoire d'intervention est à cheval entre les 2 régions Nouvelle-Aquitaine (Landes et Pyrénées-Atlantiques) et Occitanie (Hautes-Pyrénées et Gers). Il couvre 11 815 km² dont :

- 6568 km² en Nouvelle Aquitaine (55%)
 - o Hautes-Pyrénées : 1400 km² (12%)
 - o Gers : 3847 km² (dont une partie en dehors du BV Adour) (33%)
- 5247 km² en Occitanie (45%)
 - o Landes : 4308 km² (36%)
 - o Pyrénées-Atlantiques : 2260 km² (19%)





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n°09

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource

Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour (Phase de mise en œuvre)
ANIMATION ET COMMUNICATION

Zone d'influence :

Bassin versant du Midour (32,40)

Description de l'opération :

Origine

Après quatre années d'élaboration, le projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour, porté et animé par l'Institution Adour, a été validé le 11 mars 2020 lors d'une réunion de la Commission Locale de l'Eau (CLE) du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de la Midouze. Ce projet a impliqué l'ensemble des acteurs locaux du territoire, qui a validé les grands principes, les objectifs et le programme d'actions qui vise à restaurer l'équilibre quantitatif sur le long terme, en prenant en compte les effets du changement climatique et les enjeux qualitatifs recensés sur le territoire lors de l'état des lieux.

Buts

Les actions du projet de territoire cherchent à satisfaire plusieurs enjeux : anticiper et s'adapter au changement climatique, atteindre la satisfaction des besoins en eau (salubrité, milieu, irrigation), améliorer la qualité des masses d'eau, participer à l'amélioration de l'état des cours d'eau et des milieux naturels et approfondir les connaissances, informer, sensibiliser et valoriser. Le PTGE est en phase de mise en œuvre suite à sa validation pour faire aboutir le programme d'actions et respecter le chemin de retour à l'équilibre.

Contenu animation

- Mise en œuvre du programme d'actions du PTGE Midour : maintenir la dynamique du territoire et la concertation établie, suivre des actions et des maitres d'ouvrage, mettre en œuvre des actions à la charge de l'Institution Adour, garantir la fonctionnalité des actions et leur évolution si elle s'avère nécessaire.
- Mettre à jour le tableau de suivi des actions.
- Accompagner les acteurs dans leurs démarches administratives dans le cadre de la subvention des actions qu'ils mettent en œuvre.
- Organiser, préparer et animer les réunions du comité technique et du comité de pilotage, en rédiger le compte-rendu.

- Organiser et animer des groupes de travail et de suivi du projet de territoire, en rédiger le compte-rendu.
- Organiser des journées techniques thématiques.
- Rédiger des documents complémentaires du projet de territoire sur la base des travaux de concertation et des actions validées.
- Coordonner l'élaboration du plan d'information, de sensibilisation et de valorisation du PTGE Midour.

Contenu communication

- Présentation de la démarche dans diverses réunions, colloques, séminaires, etc.
- Réaliser des supports pédagogiques et de communication (presses, affiches, etc.)
- Site internet de l'Institution Adour : mise en ligne des documents et comptes rendus, des actualités, etc.

Interventions antérieures :

En 2021, l'animation a permis de poursuivre la mobilisation des instances (comité de suivi et comité technique), d'instituer des groupes de travail (assainissement, agriculture, milieux), d'orienter les partenaires à travailler en concertation, et de solliciter les services de l'Etat et les financeurs pour réfléchir autour des blocages rencontrés par les acteurs locaux.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Programme d'actions du projet de territoire du Midour d'une durée de 15 ans à partir de la date de validation.

Coût de l'opération : 60 165 € TTC (58 738 € HT)

Dont animation, correspondant à ½ ETP de l'animatrice ainsi que des appuis internes (salaires, frais de missions et charges générales) : 54 405 € TTC (53 938 € HT)

Dont communication : 5 760 € TTC (4 800 € HT)

Plan de financement prévisionnel :

	Animation	Communication	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (70% du HT)	37 757 €	3 360 €	41 117 €
Région Occitanie	2 116 €	0 €	2 116 €
Autofinancement*	14 532 € *	2 400 €	16 952 €
TOTAL	54 405 €	5 760 €	60 165 €

* L'animation est financée au titre des charges générales de fonctionnement.

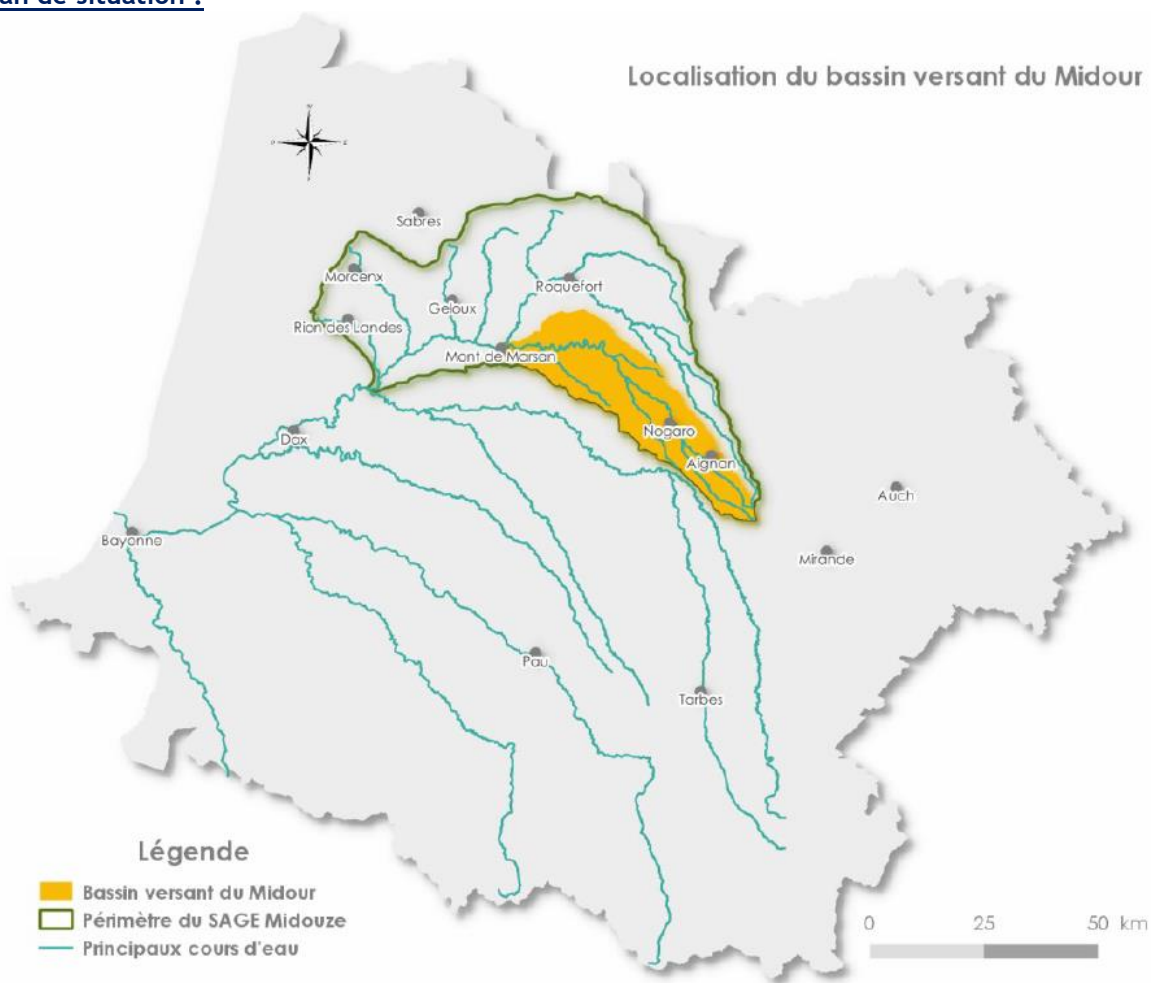
Les prestations relatives à la communication restent à financer comme suit :

Communication	% **	Montant à financer
Département 40	55 %	1 320 €
Département 32	45 %	1 080 €

** Le pourcentage correspond à la quote-part par département du déséquilibre quantitatif actualisé dans l'étude IES



Plan de situation :



FICHE DE PROPOSITION n° 10

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource en eau

Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour : phase de mise en œuvre
Animation du volet agricole

Zone d'influence :

Bassin versant du Midour (32,40)

Description de l'opération :**Origine**

Le projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) du Midour, validé à l'unanimité en 2020 par le comité de pilotage du PTGE Midour et la commission locale de l'eau du SAGE Midouze, est actuellement en phase de mise en œuvre.

Contenu

Le programme d'actions est constitué de 59 fiches actions réparties en 6 orientations stratégiques. Parmi celles-ci, l'orientation stratégique « Gouvernance » est centrale pour la mise en œuvre du PTGE Midour, puisqu'elle vise à coordonner, piloter et animer la démarche de concertation ainsi qu'à mobiliser les partenaires et les instances.

Tel que défini par l'ensemble des acteurs du PTGE Midour et figurant sur le programme d'actions, la fiche « GOUV2 » de cette orientation stratégique organise l'animation autour de 2 missions complémentaires :

- 1) Une mission d'animation générale et de coordination du PTGE : actuellement assurée par Madame Claire GRANGEAT, chargée de mission des PTGE du Midour et de la Douze.
- 2) Une mission spécifique d'animation agricole : qui devait être mise en place soit par la mobilisation de ressources humaines basées au sein des structures agricoles du territoire du PTGE Midour, soit par un recrutement ad hoc.

Fin 2020, les discussions ont été engagées avec les partenaires agricoles pour déployer cette animation agricole. Il a été décidé que chaque structure mobilise une partie de ses ressources humaines et prenne en charge cette animation par mutualisation de leurs moyens humains.

Le bilan de l'année 2021 montre que cette articulation n'a pas été respectée par les partenaires, et entraîné des répercussions négatives sur le portage en partenariat (les dossiers ont été soumis de manière individuelle).

Ainsi, un groupe de travail avec l'ensemble des partenaires agricoles et financiers a été organisé le 30 septembre 2021. Il a été proposé que l'animation agricole soit portée au sein de l'EPTB Adour, comme cela était préalablement prévu lors de la phase d'élaboration du PTGE Midour.

Au cours des discussions avec les partenaires financiers et agricoles, il est apparu que ce poste d'animation agricole :

- soit mis en place à la suite de l'élaboration d'un programme pluriannuel,
- soit axé sur des missions d'ingénierie de projet.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Programme d'actions du projet de territoire du Midour d'une durée de 15 ans à partir de la date de validation.

Animation reconduite annuellement, au moins sur 3 ans.

Coût de l'opération : 44 900 € HT (pas de TVA sur les frais de personnel)

1 ETP : salaires (37 000 €), frais de structure (7 400 €) et frais de mission (500 €)

Plan de financement prévisionnel :

	Dépenses éligibles	Taux appliqué	Animation	Taux effectif
Agence de l'eau Adour-Garonne	44 900 €	70%	31 430 €	70%
Région Occitanie	19 980 €	20%	3 996 €	8,9%
Autofinancement			9 474 €	21,1%
MONTANT TOTAL			44 900 €	

Le résiduel est à financer comme suit :

	Département 40 (55%)	Département 32 (45%)
Animation	5 211 €	4 263 €





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 11

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource

Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau de la Douze : phase d'élaboration
Animation et communication

Zone d'influence :

Bassin versant de la Douze

Superficie totale : 1 224 km²

Départements concernés : 32 (25 %), 40 (75 %) en se basant sur la superficie et le déséquilibre quantitatif (BBR Midouze 2008)

Description de l'opération :

Origine

Les projets de territoire pour la gestion de l'eau émanent de l'instruction gouvernementale du 4 juin 2015 concernant le financement des stockages d'eau, modifiée par l'instruction du Gouvernement du 7 mai 2019. Ces démarches reposent sur une approche globale et co-construite de la ressource en eau et ont pour objectif d'aboutir à un programme d'actions permettant d'atteindre dans la durée un équilibre entre besoins et ressources disponibles en respectant la bonne fonctionnalité des écosystèmes aquatiques, en préservant la qualité de la ressource en eau et en anticipant le changement climatique et en s'y adaptant.

Le 4 novembre 2015, la Commission Locale de l'Eau de la Midouze a délibéré pour confier le portage de l'élaboration du PTGE à l'Institution Adour à travers la mise en place d'un comité de pilotage spécifique « local ». Par délibération du 28 janvier 2021, le conseil syndical de l'Institution Adour a décidé d'engager la démarche de PTGE sur le bassin versant de la Douze. Par la suite, la CLE de la Midouze a délibéré le 22 février 2021 la validation du lancement de la démarche.

Buts

La démarche du PTGE de la Douze vise à élaborer un programme d'actions dans le but de satisfaire plusieurs enjeux : la gestion quantitative de l'eau, l'anticipation et l'adaptation au changement climatique, la satisfaction des besoins du territoire en eau (salubrité, milieu, irrigation), l'amélioration de la qualité des masses d'eau, de l'état des cours d'eau et des milieux naturels et l'approfondissement des connaissances (informer, sensibiliser, valoriser).

Contenu animation

- Assurer une animation et concertation générale autour du projet en lien avec les acteurs locaux, les agriculteurs, les usagers, les partenaires techniques et institutionnels, les garants de la concertation, etc.
- Organiser, préparer et animer les réunions publiques
- Organiser, préparer et animer les réunions du comité technique et du comité de pilotage du « PTGE Douze » et des groupes de travail associés ; en rédiger le compte-rendu
- Organiser et animer des ateliers de concertation et des réunions publiques en partenariat avec un prestataire externe ; en rédiger le compte-rendu
- Rédiger les synthèses et les documents du projet de territoire de la Douze sur la base des travaux de concertation
- Rédiger le diagnostic du territoire
- Elaborer des cahiers des charges, mettre en concurrence, coordonner et suivre des bureaux d'études et prestataires extérieurs

Contenu communication

- Présentation de la démarche dans diverses réunions, colloques, séminaires, etc.
- Réaliser des supports pédagogiques et de communication (presses, affiches, etc.)
- Site internet de l'Institution Adour : élaboration de la page PTGE Douze, mise en ligne des documents et comptes rendus, des actualités, etc.
- Organisation, préparation et animation d'événements complémentaires (grand public notamment)

Interventions antérieures :

En 2021, l'animation portée par l'EPTB Institution Adour a permis :

- De valider le périmètre de la démarche (P.E. 149 et 150) et la stratégie globale du PTGE
- De faire accompagner la démarche de l'appui de deux garantes, désignées et financées par la CNDP ;
- D'élaborer le cahier des charges et de désigner un prestataire externe pour l'appui à la concertation (délibération du 29 septembre) ;
- D'organiser la réunion publique de lancement du PTGE Douze ;
- De concevoir le rétro-planning, avec les étapes, tâches et diverses instances (CLE du SAGE Midouze, comité de pilotage, comité technique, ateliers de concertation, ...) nécessaires à l'élaboration du PTGE Douze.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Opération pluriannuelle sur une durée totale estimée à 4 ans (début 2021)

Coût de l'opération : 49 906 € TTC (48 945 € HT)

Dont animation, correspondant à ½ ETP de l'animatrice ainsi que des appuis internes (salaires, frais de missions et charges générales) : 44 146 € TTC (44 146 € HT pas de TVA sur charges de personnel)
Dont communication : 5 760 € TTC (4 800 € HT)

(Les frais de garant n'apparaissent pas ici car ils sont pris en charge par la Commission nationale des débats publics)



Plan de financement prévisionnel :

	Animation	Communication	Total
Agence de l'eau Adour Garonne (70% du HT)	30 902 €	3 360 €	34 262 €
Région Occitanie	1 129 €	0 €	1 129 €
Autofinancement*	12 115 €*	2 400 €	14 515 €
TOTAL	44 146 €	5 760 €	49 906 €

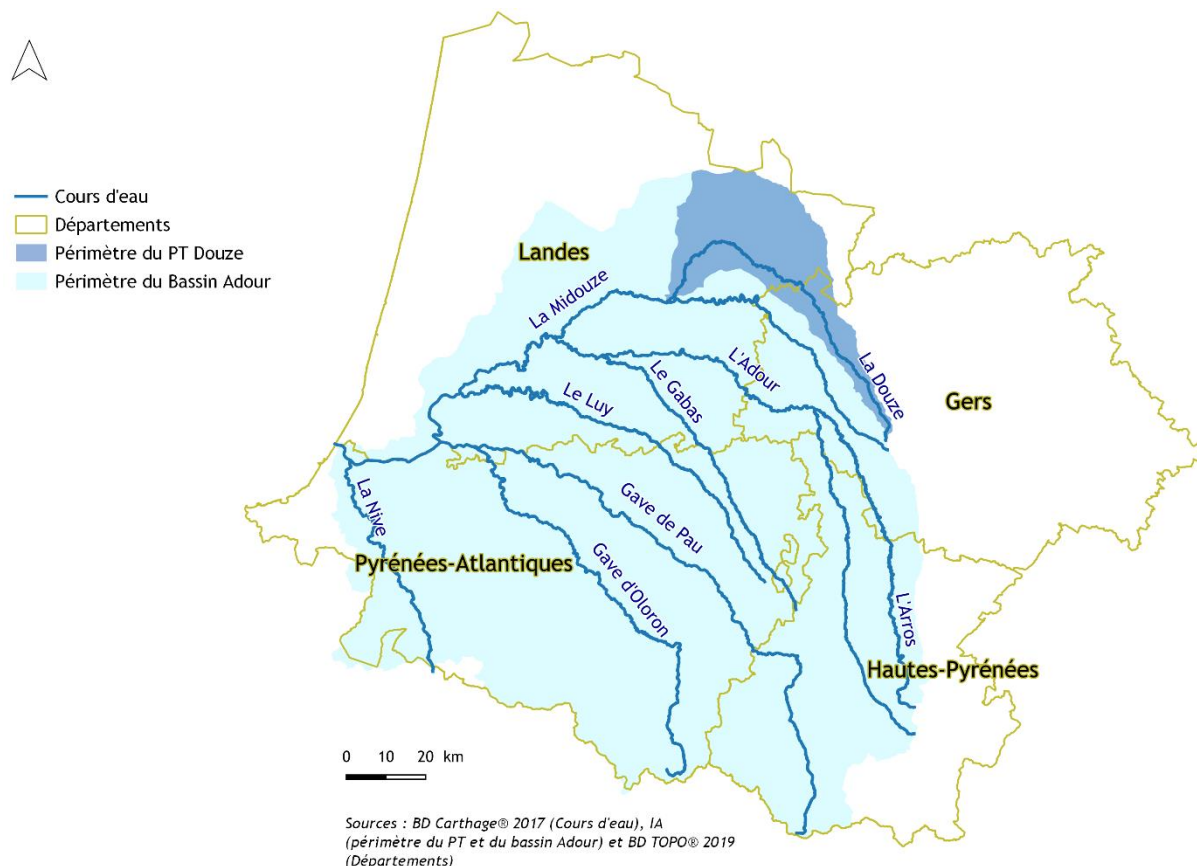
*L'animation est financée au titre des charges générales de fonctionnement.

Les prestations relatives à la communication restent à financer comme suit :

Communication	%	Montant à financer
Département 40	79 %	1 896 €
Département 32	21 %	504 €

Le pourcentage d'intervention du département des Landes est égal à la moyenne des pourcentages de la surface relative (933 km², soit 76 %) et du déséquilibre quantitatif indiqué sur le scénario 2d du BBR Midouze 2008 (3,5 Mm³, soit 81 %).

Le pourcentage d'intervention du département du Gers Landes est égal à la moyenne de la surface relative (291 km², soit 24 %) et du déséquilibre quantitatif indiqué sur le scénario 2d du BBR Midouze 2008 (0,8 Mm³, soit 19 %).



FICHE DE PROPOSITION n° 12

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource

Intitulé de l'opération :

Projet de Territoire pour la gestion de l'eau Adour en amont d'Aire
ANIMATION, COMMUNICATION ET GARANTS

Zone d'influence :

Bassin de l'Adour en amont de la confluence avec les Lées (Aire sur l'Adour) et certains affluents (les principaux : Echez, Louet) hors Arros.

Superficie totale : 1 572 km²

Départements concernés : 32 (14 %), 64 (11 %) et 65 (75 %)

Description de l'opération :**Origine**

Sur le territoire amont de l'Adour, l'émergence et la conceptualisation d'une démarche de projet de territoire a fait l'objet d'une réflexion préalable conduite par les services de l'État. Au regard d'un contexte local moins consensuel entre les différents acteurs, mais aussi d'un territoire plus vaste, il a été décidé de conduire une phase préalable d'audit patrimonial confié à un auditeur externe. À l'issue de cette phase préalable, plus d'une soixantaine d'acteurs du territoire ont été entendus et les synthèses des entretiens font apparaître les points de convergences tout comme des divergences sur la perception du territoire en lien avec la problématique de la ressource en eau.

Il ressort, de façon générale, le besoin de tous les acteurs d'ouvrir une discussion sereine sur ces thématiques afin de partager les constats à l'échelle de ce territoire. Par ailleurs, l'audit fait apparaître que l'Institution Adour est reconnue comme un acteur clé, repéré sur le bassin, mais qui ne peut, ni ne souhaite se substituer aux volontés politiques territoriales. L'audit conclut sur la légitimité de l'Institution Adour à porter et abriter, au dire des acteurs, la démarche de projet de territoire en connexion avec l'État facilitateur.

Par délibérations du 22 juillet 2015 et du 21 juillet 2017, l'Institution Adour a décidé de s'engager pour porter la réalisation d'un projet de territoire sur l'Adour amont et à animer la démarche.

La démarche de concertation a débuté officiellement le 9 octobre 2018 à l'occasion d'une réunion publique de lancement marquant le démarrage de la phase 1 du projet se focalisant sur le diagnostic du territoire. Afin de partager une vision commune entre acteurs, des ateliers de concertation ont été organisés à la fin de l'année 2018 et tout au long des années 2019 et 2020. La deuxième moitié de l'année 2020 ainsi que l'année 2021 ont été consacrées plus spécifiquement à la construction du programme d'actions.

Nous abordons maintenant la deuxième partie de la phase de réflexion sur les actions et nous entrons en 2022 avec une première version de programme d'actions co-construit qu'il faudra faire évoluer tout au long de cette année afin de répondre aux enjeux identifiés dans le diagnostic.

Buts

Le projet de territoire pour la gestion de l'eau doit aboutir à un programme d'actions pour résorber durablement le déséquilibre quantitatif sur le bassin de l'Adour en amont d'Aire par des actions d'économies d'eau, de meilleure gestion, voire de création de ressource si besoin, en tenant compte des usages et de la socio-économie du territoire. Le projet de territoire pour la gestion de l'eau veillera également à ne pas dégrader la qualité des masses d'eau. La mise en place d'un dialogue territorial local doit permettre de faciliter l'acceptation et le portage des actions.

Contenu Animation Projet de Territoire Adour amont

Historique 2018-2021 :

En fin d'année 2018, la première phase du projet de territoire pour la gestion de l'eau sur l'Adour en amont d'Aire a été officiellement lancée. Cette première phase s'est accompagnée d'études (bilan besoins-ressources et études socio-économiques notamment) afin d'alimenter la concertation. Cette première phase s'est déroulée jusqu'à la fin de l'année 2021.

L'équipe d'animation du projet de territoire assure les échanges entre acteurs et l'apport d'éléments techniques dans le cadre de l'élaboration du projet de territoire. Elle contribue au bon déroulement de la démarche en étant en charge de :

- Organiser, préparer et animer les réunions des instances du projet de territoire (ateliers, assemblée générale, comités techniques, comité de suivi) ; en rédiger le compte-rendu ;
- Organiser, préparer et animer les réunions spécifiques au groupe de travail citoyen et en rédiger le compte-rendu ;
- Rédiger les documents du projet de territoire sur la base des travaux de concertation ;
- Assurer le lien avec les garants, les partenaires techniques et institutionnels, la CLE (instance de validation) et proposer des modalités de réponses aux attentes exprimées ;
- Suivi des prestataires des différents marchés (appui à la concertation, études socio-économiques, bilan besoins-ressources) ;
- Collecter, traiter et mettre en forme les données techniques nécessaires à l'avancement du projet ;
- Marchés publics : élaboration des cahiers des charges et mise en concurrence des bureaux d'études pour les prestations de services, coordination et suivi des études et des prestataires (mise à jour de l'étude bilan besoins-ressources) ;
- Assurer les actions de communication du projet de territoire.

Projet Adour'eau - réutilisation des eaux sur le bassin de l'Adour amont »

Sous réserve d'une réponse positive de l'Entente pour l'eau à l'appel à projet EC'EAU, l'année 2022 sera également consacrée au pilotage d'une étude d'opportunité de déploiement de solutions basées sur la réutilisation des eaux usées à l'échelle du PT3A. Cela permettra d'alimenter les réflexions sur ce sujet dans le cadre de la construction du programme d'actions sur l'Adour amont. Le temps d'animation de cette étude est compris dans l'animation du projet de territoire.

Contenu Communication Projet de Territoire Adour amont

La démarche de concertation nécessite ponctuellement d'avoir recours à divers éléments de communication en atelier ou bien d'organiser des événements ouverts au grand public. La liste ci-dessous précise de manière non-exhaustive le contenu du volet communication de cette démarche :

- Impression de documents supports d'ateliers (grands formats, livrets, kakemono...) et de documents définitifs (avancement de la démarche, études...) ;
- Présentation de la démarche dans diverses réunions, colloques, séminaires, etc. ;
- Organisation de journées de formation pour les acteurs locaux pour fournir un éclairage particulier sur des actions possibles, avec intervention de personnes ressources extérieures ;
- Publications presse et affiches (avancement projet, réunions publiques...) ;



Garants Projet de Territoire Adour amont

Le garant permettra de s'assurer du bon déroulement du projet de territoire qu'il suivra tout au long de la démarche. Deux garants sont désignés pour suivre tout le déroulement du projet. Le coût des garants comprend le remboursement de leurs frais de déplacement ainsi que leur indemnisation de mission.

Estimatif : 20 000 € en 2022

Maître d'œuvre :
Institution Adour**Echéance - Délais :**

Echéance phase 2 - Construction d'un consensus autour d'un programme d'actions :
fin 2022/début 2023 ;

Durée totale estimée à 4-5 ans (incluant phase 1).

Coût de l'opération : 120 656 € TTC (119 096 € HT)

- Animation : 94 896 € TTC pour salaires, frais de missions et charges générales (94 296 € HT)
- Communication : 5 760 € TTC (4 800 € HT)
- Garants de la concertation : 20 000 € HT (pas de TVA sur honoraires et frais de déplacement)

Plan de financement prévisionnel :

	Animation	Communication	Garant	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (70% du HT)	66 007 €	3 360 €	14 000 €	83 367 €
Autofinancement	28 889 €*	2 400 €	6 000 €	37 289 €
MONTANT TOTAL	94 896 €	5 760 €	20 000 €	120 656 €

* L'animation est financée au titre des charges générales de fonctionnement.

La communication et les garants restent à financer comme suit :

	Département 32 (14 %)	Département 64 (11 %)	Département 65 (75 %)
Communication	336 €	264 €	1 800 €
Garants	840 €	660 €	4 500 €
MONTANT TOTAL	1 176 €	924 €	6 300 €



Plan de situation :



FICHE DE PROPOSITION n° 13

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Animation de gestion du cours d'eau et des milieux aquatiques - Axe Adour

Zone d'influence :

Hautes-Pyrénées, Gers, Landes, Pyrénées-Atlantiques

Description de l'opération :

- Animation, suivi et accompagnement des opérations de gestion du cours d'eau de l'axe Adour.
- Accompagnement du transfert de compétences GEMAPI vers les syndicats de bassin versant sur les secteurs concernés (Adour amont - Adour maritime)
- Mise en œuvre des opérations et des suivis relatifs à la mise en œuvre de la restauration de l'espace de mobilité sur l'Adour moyen et le gave d'Oloron aval en accompagnement des EPCI-FP et des syndicats de bassin versant.
- Suivi et entretien des ouvrages de protection contre les inondations et des études afférentes dans le cadre des délégations de compétences des EPCI-FP ou des syndicats de bassin versant vers l'EPTB.
- Suivi des ouvrages permettant la continuité piscicole.

Accompagnement des territoires à la structuration et à la prise de compétence

Détail de l'opération pour l'année :

- Mise en œuvre des actions relatives à la restauration de l'espace de mobilité sur l'Adour moyen :
 - recul de la digue à Larrivière-Saint-Savin,
 - accompagnement de l'ASA de Cauna dans la recherche d'une solution pérenne pour la localisation de leur station de pompage,
 - étude de la création d'un bras de décharge sur Cazères-sur-l'Adour,
 - étude d'accompagnement de la mobilité sur la commune de Renung,
 - recul d'enjeux sur la commune de Souprosse,
 - suivi hydromorphologique du cours d'eau,
 - Accompagnement des partenaires notamment agricoles dans la prise en compte de l'espace de mobilité des cours d'eau et plus largement la mise en œuvre de la GEMAPI,
 - veille des mutations foncières et acquisitions.
- Accompagnement des EPCI-FP sur la prise de compétence GEMAPI et des autres partenaires institutionnels (dont devenir des ouvrages - recul de Gurgues Ingous, Pénich Laburthe, Bégaar, ...)

- Mise en œuvre de la compétence GEMAPI sur les périmètres de l'Adour maritime, de l'Adour amont, du Gave d'Oloron, des Luys, ... (transfert des ouvrages, poursuite des opérations d'accompagnement de la dynamique fluviale sur l'aval du Gave d'Oloron).

Maître d'œuvre :
Institution Adour

Echéance - Délais :
Suivi annuel

Coût de l'opération : 99 236 € TTC (97 697 € HT)
Décomposé comme suit :

	€ HT	€ TTC	
Temps agents	73 960 €	73 960 €	1,25 ETP, 1 apprenti et de l'appui administratif impliqué dans les missions
Frais de missions	3 945 €	4 484 €	Carburants, déplacements ...
Frais indirects	14 792 €	14 792 €	Frais de structure
Autres dépenses ponctuelles	5 000 €	6 000 €	Acquisition de données dont imagerie
TOTAL	97 697 €	99 236 €	

Plan de financement prévisionnel :
Programme 2022

Coût	Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT)	Institution Adour
99 236 €	48 848 €	50 388 €*

* Financés au titre des charges générales de fonctionnement



FICHE DE PROPOSITION n° 14

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Animation du programme d'actions de prévention des inondations (PAPI) de l'agglomération dacquoise - année 2022

Zone d'influence :

Périmètre du PAPI de l'agglomération dacquoise (26 communes) étendu à Tartas et Audon

Description de l'opération :**Origine**

La directive inondation 2007/60/CE du 23 octobre 2007 est transposée en droit français par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (LENA) et le décret n°2011-227 du 2 mars 2011 venant en application de ces dispositions.

L'objectif de cette directive est d'établir un cadre européen de gestion des risques d'inondation. La transposition française de cette directive a entraîné la détermination des territoires à risque important (TRI) dont le TRI de Dax, sur lesquels il est demandé l'élaboration d'une stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI).

Par ailleurs, les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) sont amenés à jouer un rôle de coordination des collectivités territoriales qui les composent, et ce, à toutes les étapes de la directive, puisque l'article L556-10 du code de l'environnement leur confère la mission d'assurer « à l'échelle du bassin ou sous-bassin hydrographique de leur compétence la cohérence des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements visant à réduire les conséquences négatives des inondations sur les territoires mentionnés à l'article L. 566-5, par leur rôle de coordination, d'animation, d'information et de conseil pour des actions de réduction de la vulnérabilité aux inondations. »

Dans ce contexte l'Institution Adour a décidé, en accord avec la communauté d'agglomération Le Grand Dax Agglomération d'assurer la maîtrise d'ouvrage de l'élaboration de la SLGRI du TRI de Dax.

Lors du comité de pilotage du 3 mai 2016, la SLGRI du secteur dacquois a été validée et les élus se sont positionnés sur l'élaboration d'un PAPI afin de mettre en œuvre les actions proposées lors de la concertation. Le dossier a été déposé en novembre 2019 et a reçu un avis favorable des instances de labellisation. La mise en œuvre du PAPI a démarré le 16 septembre 2020.

Buts

L'approche proposée est une démarche participative qui a pour objectif de réduire le risque auquel est exposée la population en utilisant plusieurs leviers :

- Axe 1 : amélioration des connaissances et au renforcement de la conscience du risque ;
- Axe 2 : amélioration de la surveillance et aux dispositifs de prévision des crues ;
- Axe 3 : amélioration de l'alerte et de la gestion de crise ;
- Axe 4 : prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme ;
- Axe 5 : réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Axe 6 : ralentissement des écoulements ;
- Axe 7 : amélioration de la gestion des ouvrages de protection hydrauliques.

Contenu

203 jours d'animation

Interventions antérieures :

De 2014 à 2016, la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) sur le TRI de Dax a été élaborée. Elle a été arrêtée par le Préfet des Landes le 15 décembre 2016.

L'année 2017 a été consacrée à l'élaboration du dossier de candidature à un PAPI complet. Comme le cahier des charges PAPI est plus exigeant que le précédent, une étude hydraulique a été lancée début septembre 2017 et devrait se terminer au premier trimestre 2019.

L'année 2018 a été consacrée à continuer l'élaboration du dossier PAPI. Une analyse environnementale a été lancée en septembre pour une durée de 6 mois.

L'année 2019 a permis de continuer l'élaboration du dossier jusqu'à son dépôt et de clore les prestations des études engagées.

Le dossier de candidature du PAPI a été déposé fin novembre 2019. Le projet a été présenté en commission inondation de bassin le 10 mars 2020 puis en commission mixte inondation le 3 juillet 2020. Les actions du programme ont pu débuter à partir du 16 septembre 2020, date de signature de la convention cadre du PAPI.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Durée de l'opération : 6 ans à partir du 16/09/2020

Coût de l'opération : 62 023 € TTC

Dépenses de personnel	Salaires et charges	47 412 €
Dépenses de fonctionnement (frais généraux, frais de structures)	Frais généraux, frais de service	7 111 €
Dépenses de déplacement frais de mission	Frais de déplacement frais de mission	2 500 €
Autres dépenses	Formation, colloques, acquisition images, frais de communication	5 000 €
TOTAL		62 023 €



Plan de financement prévisionnel :

Organisme	Taux	Montant TTC
Europe (fonds FEDER)	40 %	24 809,20 €
État (fonds Barnier)	40 %	24 809,20 €
EPCI-FP (CAGD, CCPT, CCTC, MACS) *	20 %	12 404,60 €
TOTAL		62 023 €

* La répartition entre les EPCI-FP concernés est établie selon la clef de répartition adoptée dans le cadre d'une convention et présentée ci-après.

Détail de la répartition entre les EPCI-FP partenaires de l'opération :

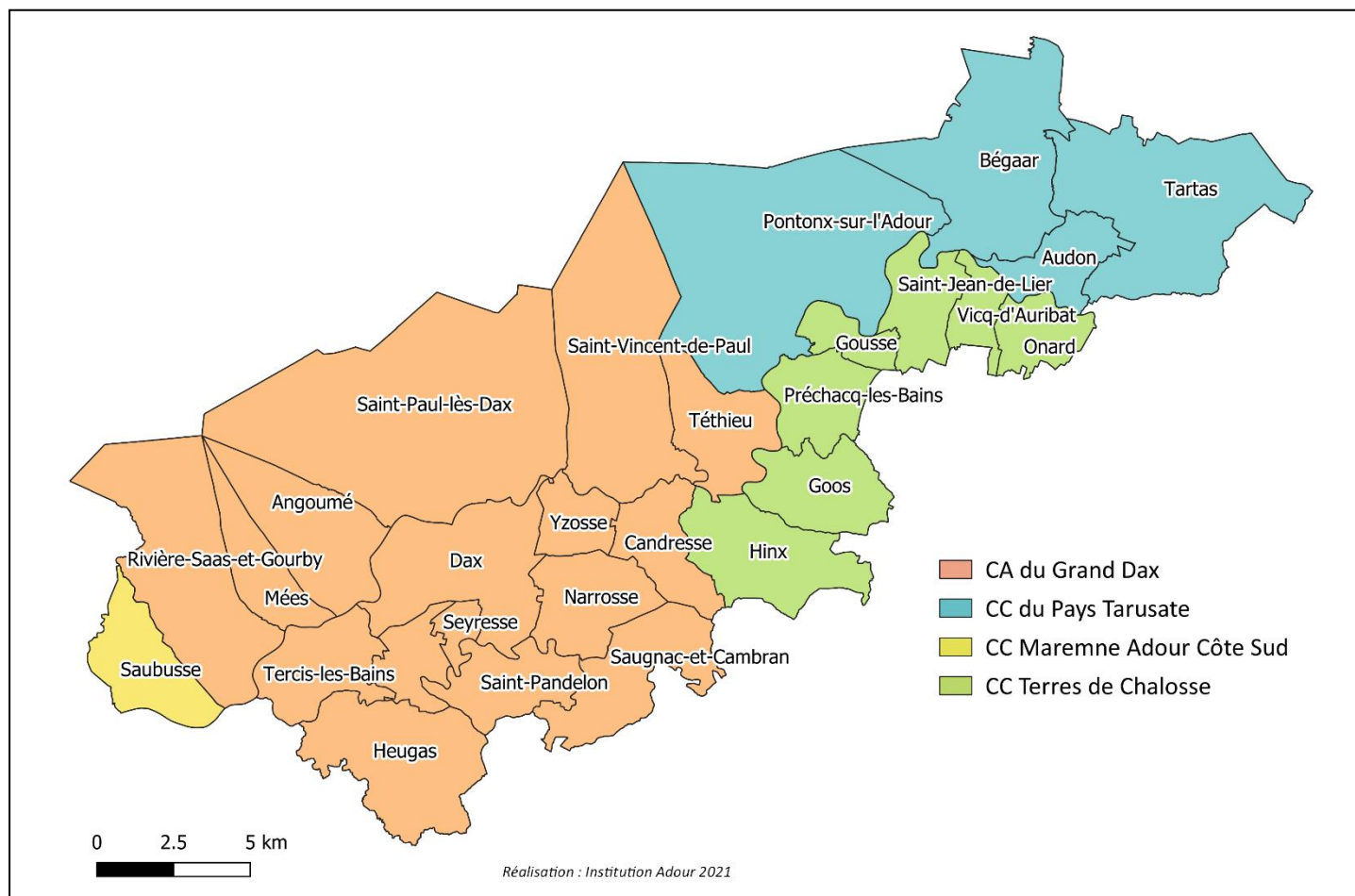
	Taux	Montant total
Communauté d'agglomération du Grand Dax agglomération (CAGD)	76,22 %*	9 454,40 €
Communauté de communes Terres de Chalosse (CCTC)	8,46 %*	1 049,40 €
Communauté de communes du Pays Tarusate (CCPT)	13,08 %*	1 622,90 €
Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud (MACS)	2,24 %*	278 €
TOTAL	100 %	12 404,6 €

* Selon la clef de répartition retenue pour les actions mutualisées à l'échelle du périmètre du PAPI, calculée comme suit :

- 25 % en fonction de la population carroyée de l'EPCI-FP située dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 25 % en fonction du bâti de l'EPCI-FP situé dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 50 % en fonction du potentiel fiscal de l'EPCI-FP rapporté au nombre d'habitants INSEE dans le PAPI.



Plan de situation :



FICHE DE PROPOSITION n° 15

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Mutualisation et valorisation des données sur l'inondation du territoire

Zone d'influence :

Périmètre du PAPI de l'agglomération dacquoise (26 communes) étendu à Tartas et Audon

Description de l'opération :**Origine**

La protection, la prévention, la gestion de crise et la sensibilisation nécessitent d'avoir des connaissances complètes sur le phénomène d'inondation (crues historiques, côtes de références, laisses de crues, enjeux vulnérables, actions de prévention...). L'objectif est donc de créer et d'alimenter un système d'informations qui centralise les données des différentes structures du territoire sous forme d'interface ludique et accessible à tous.

L'ensemble des données recueillies par le biais des actions du PAPI a vocation à être intégré par la suite dans ce système.

Afin de rendre l'aspect attractif et pédagogique auprès du grand public, un travail sur le rendu graphique de la plateforme sera réalisé et pourra être réutilisé pour les actions de communication du PAPI.

Buts

Créer une plateforme pédagogique en ligne mettant à disposition les éléments de connaissance des inondations sur le territoire du PAPI.

Contenu

Prestation externalisée :

- 1) Création d'une page internet dédiée (sur le site de l'Institution Adour si possible)
- 2) Réalisation d'une charte graphique

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Durée de l'opération estimée à 12 mois à partir de janvier 2022.

Coût de l'opération : 24 000 € TTC

Plan de financement prévisionnel :

Organisme	Taux	Montant TTC
Europe (fonds FEDER)	30 %	7 200 €
État (fonds Barnier)	50 %	12 000 €
EPCI-FP (CAGD, CCPT, CCTC, MACS) *	20 %	4 800 €
TOTAL		24 000 €

* La répartition entre les EPCI-FP concernés est établie selon la clef de répartition adoptée dans le cadre d'une convention et présentée ci-après.

Détail de la répartition entre les EPCI-FP partenaires de l'opération :

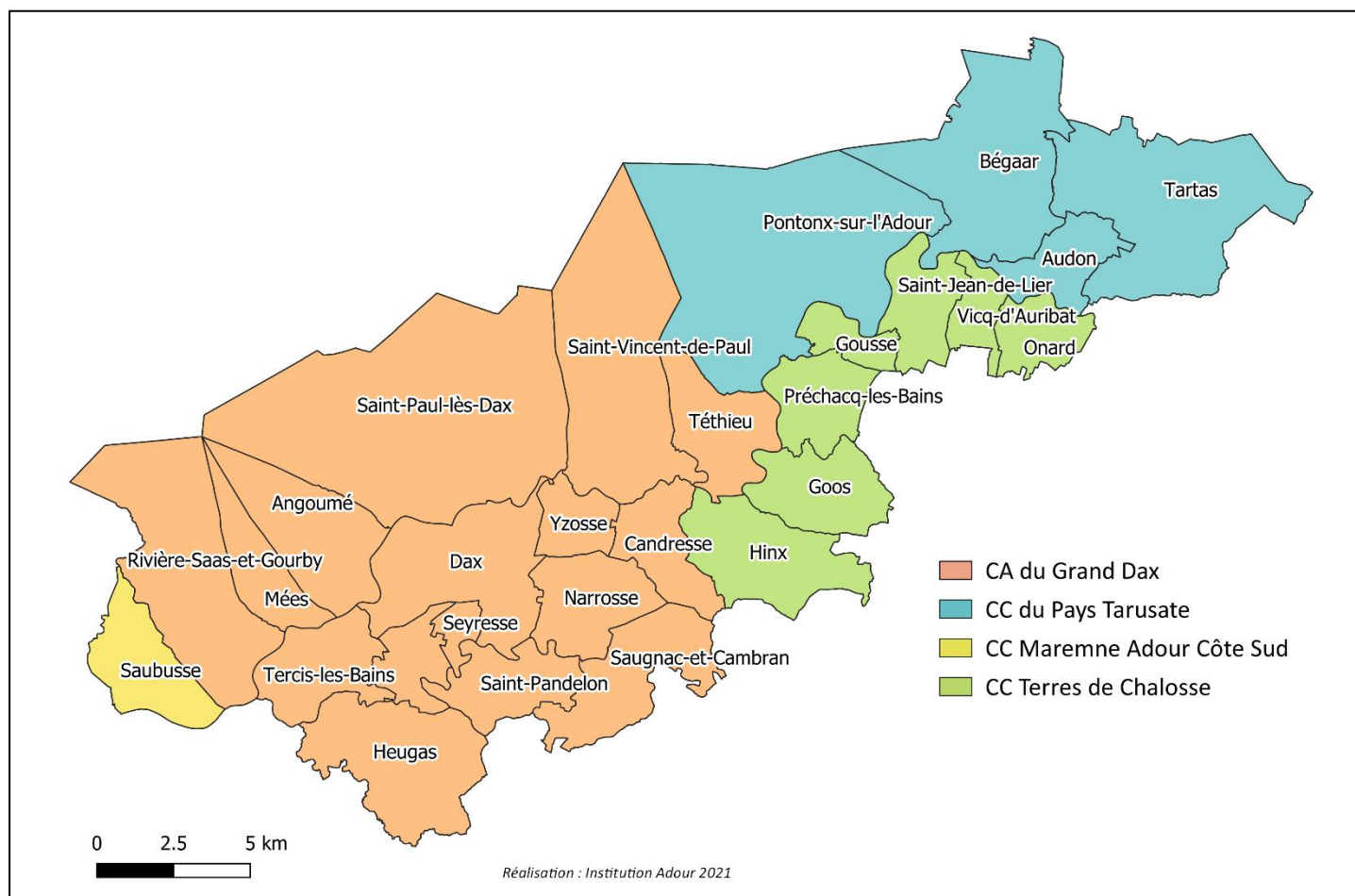
	Taux	Montant total
Communauté d'agglomération du Grand Dax agglomération (CAGD)	76,22 %*	3 658,40 €
Communauté de communes Terres de Chalosse (CCTC)	8,46 %*	406 €
Communauté de communes du Pays Tarusate (CCPT)	13,08 %*	628 €
Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud (MACS)	2,24 %*	107,60 €
TOTAL	100 %	4 800 €

* Selon la clef de répartition retenue pour les actions mutualisées à l'échelle du périmètre du PAPI, calculée comme suit :

- 25 % en fonction de la population carroyée de l'EPCI-FP située dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 25 % en fonction du bâti de l'EPCI-FP situé dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 50 % en fonction du potentiel fiscal de l'EPCI-FP rapporté au nombre d'habitants INSEE dans le PAPI.



Plan de situation :



FICHE DE PROPOSITION n° 16

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :Mise en place de repères de crue.
Action 1.5.**Zone d'influence :**

Périmètre du PAPI de l'agglomération dacquoise (26 communes) étendu à Tartas et Audon

Description de l'opération :**Origine**

La pose de repères de crues a pour objectifs de contribuer à l'information préventive sur les crues et de valoriser la mémoire des événements passés. C'est également une obligation réglementaire (article 42 de la loi n°2003-699 du 30 juillet 2009 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages) pour les communes dotées d'un PPRi.

Sur le territoire, aucun repère uniformisé n'a été posé, mais quelques marques sont connues. De la même manière, sur les 26 communes du périmètre PAPI, on recense uniquement 1 repère de crue sur la plateforme nationale collaborative des sites et repères de crue, positionné le long de l'Adour à Dax au niveau du vieux pont : une plaque indique le niveau atteint par les différentes crues depuis 1770. Il est envisagé d'installer :

- des repères de crues historiques : pour matérialiser les plus hautes eaux connues, ainsi que les crues notables récentes (janvier 2014, juin 2018) ;
- des repères de crues théoriques dans les endroits sans données connues, qui permettront de visualiser la hauteur d'eau qui pourrait être atteinte selon un scénario choisi par le COPIL.

La pose de macarons est programmée sur l'ensemble du territoire, sur l'Adour et ses affluents, accompagnée dans les endroits les plus stratégiques d'échelles de niveau d'eau et de plaques informatives concernant les crues et l'intérêt des repères.

Buts

Matérialiser le risque sur l'ensemble du territoire pour entretenir la mémoire des événements historiques.

Contenu

Achat de fournitures (macarons et panneaux informatifs), éventuellement pose et nivellement par un géomètre.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Échéance - Délais :

Durée de l'opération estimée à 12 mois à partir de janvier 2022.

Coût de l'opération : 22 995 € TTC**Plan de financement prévisionnel :**

Deux plans de financement sont montés : un concernant les communes munies d'un PPRI permettant un financement de l'État, un second concernant des communes hors PPRI ne bénéficiant pas de financement de l'État.

Communes ayant un PPRI :

Organisme	Taux	Montant TTC
Europe (fonds FEDER)	30 %	6 360 €
État (fonds Barnier)	50 %	10 595 €
Communes + CAGD*	20 %	4 240 €
TOTAL		21 195 €

* La CAGD souhaite prendre en charge une partie de l'action sur les communes de son territoire, à hauteur de 2 950 €.

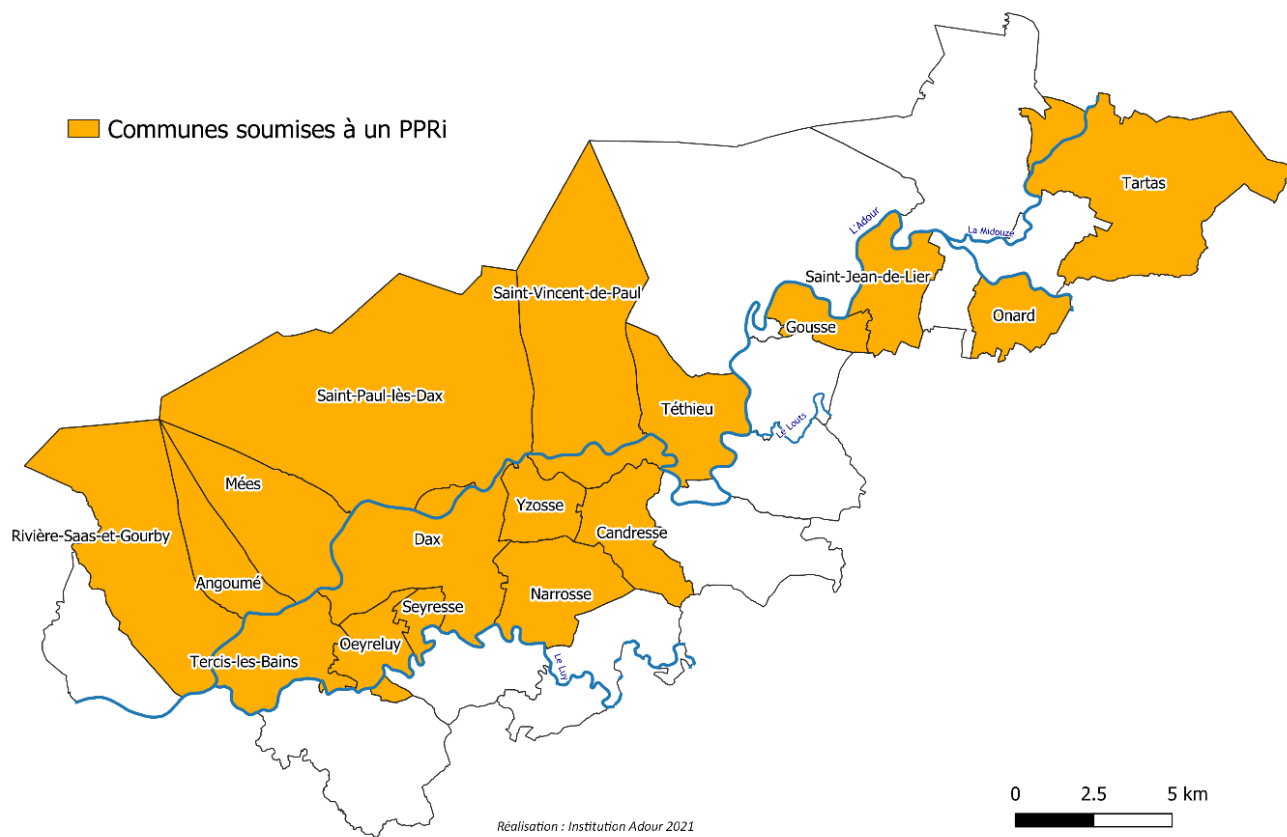
Communes hors PPRI :

Organisme	Taux	Montant TTC
Europe (fonds FEDER)	30 %	540 €
Communes + CAGD*	70 %	1 260 €
TOTAL		1 800 €

* La CAGD souhaite prendre en charge une partie de l'action sur les communes de son territoire, à hauteur de 2 950 €.



Plan de situation :



FICHE DE PROPOSITION n° 17

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :Pose d'échelles limnimétriques
Action 2.2.**Zone d'influence :**

Périmètre du PAPI de l'agglomération dacquoise (26 communes) étendu à Tartas et Audon

Description de l'opération :**Origine**

Lors d'un événement, les techniciens compétents des différentes structures sont en charge de la surveillance des cours d'eau et ont connaissance des échelles limnimétriques existantes et des niveaux d'eau dangereux. Il faut cependant regrouper l'ensemble de ces informations afin d'avoir une base de données exhaustive à destination des différents agents. Cela permet également de prévenir le départ des agents.

Certains tronçons de cours d'eau peuvent faire l'objet d'une pose de matériel supplémentaire et/ou de remplacement de matériel (dégradé, peu visible, etc.). De plus, afin de simplifier la surveillance du niveau d'eau, des repères visuels signalant les cotes de vigilance et d'alerte (à définir localement, en lien avec les systèmes d'endiguement existants) seront indiqués. Si ces cotes sont atteintes, les maires des communes doivent être informés au plus vite pour leur permettre de gérer au mieux la crise. Enfin, une correspondance entre le niveau des échelles locales et le niveau NGF sera indiquée : en effet, de nombreuses échelles sont aujourd'hui basées sur le niveau des basses eaux ce qui peut complexifier la communication lors des événements.

Buts

Couvrir l'ensemble des cours d'eau du territoire de matériel de surveillance des crues.

Contenu

Achat de fournitures (échelles, plaques de surveillance), éventuellement pose et nivellement par un géomètre.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Durée de l'opération estimée à 12 mois à partir de janvier 2022.

Coût de l'opération : 15 490 € TTC

Plan de financement prévisionnel :

Organisme	Taux	Montant TTC
Europe (fonds FEDER)	30 %	4 645 €
État (fonds Barnier)	50 %	7 745 €
EPCI-FP (CAGD, CCPT, CCTC, MACS) *	20 %	3 100 €
TOTAL		15 490 €

* La répartition entre les EPCI-FP concernés est établie selon la clef de répartition adoptée dans le cadre d'une convention et présentée ci-après.

Détail de la répartition entre les EPCI-FP partenaires de l'opération :

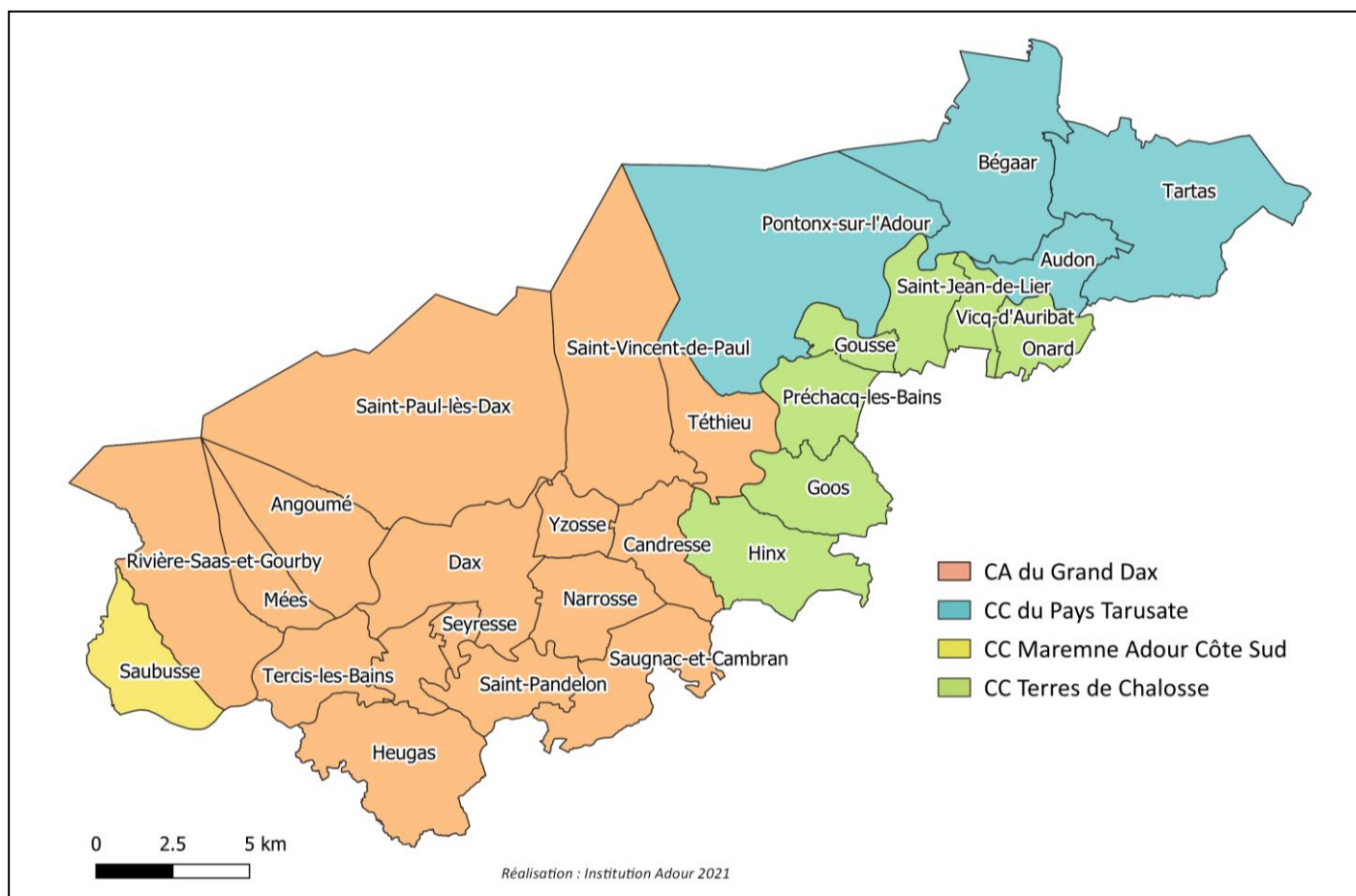
	Taux	Montant total
Communauté d'agglomération du Grand Dax agglomération (CAGD)	76,22 %*	2 362,70 €
Communauté de communes Terres de Chalosse (CCTC)	8,46 %*	262,20 €
Communauté de communes du Pays Tarusate (CCPT)	13,08 %*	405,60 €
Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud (MACS)	2,24 %*	69,50 €
TOTAL	100 %	3 100 €

* Selon la clef de répartition retenue pour les actions mutualisées à l'échelle du périmètre du PAPI, calculée comme suit :

- 25 % en fonction de la population carroyée de l'EPCI-FP située dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 25 % en fonction du bâti de l'EPCI-FP situé dans la zone inondable centennale du PAPI ;
- 50 % en fonction du potentiel fiscal de l'EPCI-FP rapporté au nombre d'habitants INSEE dans le PAPI.



Plan de situation :



FICHE DE PROPOSITION n° 18

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :Réalisation de diagnostics de vulnérabilité
Action 5.1.**Zone d'influence :**

Périmètre du PAPI de l'agglomération dacquoise (26 communes) étendu à Tartas et Audon

Description de l'opération :**Origine**

Cette action correspond à la réalisation de diagnostics de vulnérabilité sur la base du volontariat de la part des propriétaires des biens à évaluer. Cela permet de préconiser des solutions techniques réellement adaptées au cas par cas et ainsi de mieux se préparer à l'inondation et de limiter les dégâts qui en résulteraient.

Ces diagnostics qui permettront de connaître :

- le niveau d'exposition des biens aux inondations ;
- la vulnérabilité des biens ainsi que les sources potentielles de dommages ;
- une liste de préconisation techniques et chiffrées qui sera alors transmise aux propriétaires ; afin qu'ils puissent effectuer les travaux de réduction de vulnérabilité.

Les biens ciblés concerneront des biens d'habitation sur des communes non éligibles au dispositif MIRAPI, ainsi qu'à des bâtiments publics.

Buts

Réduire la vulnérabilité des bâtiments en proposant des solutions de protection adaptées.

Contenu

Appel à un prestataire pour la réalisation des diagnostics.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Durée de l'opération estimée à 24 mois à partir de janvier 2022.

Coût de l'opération : 96 000 € TTC

Environ 1200 € TTC par diagnostics et 80 biens à diagnostiquer

Financement d'un bien

50% du TTC par l'Etat = 600 €

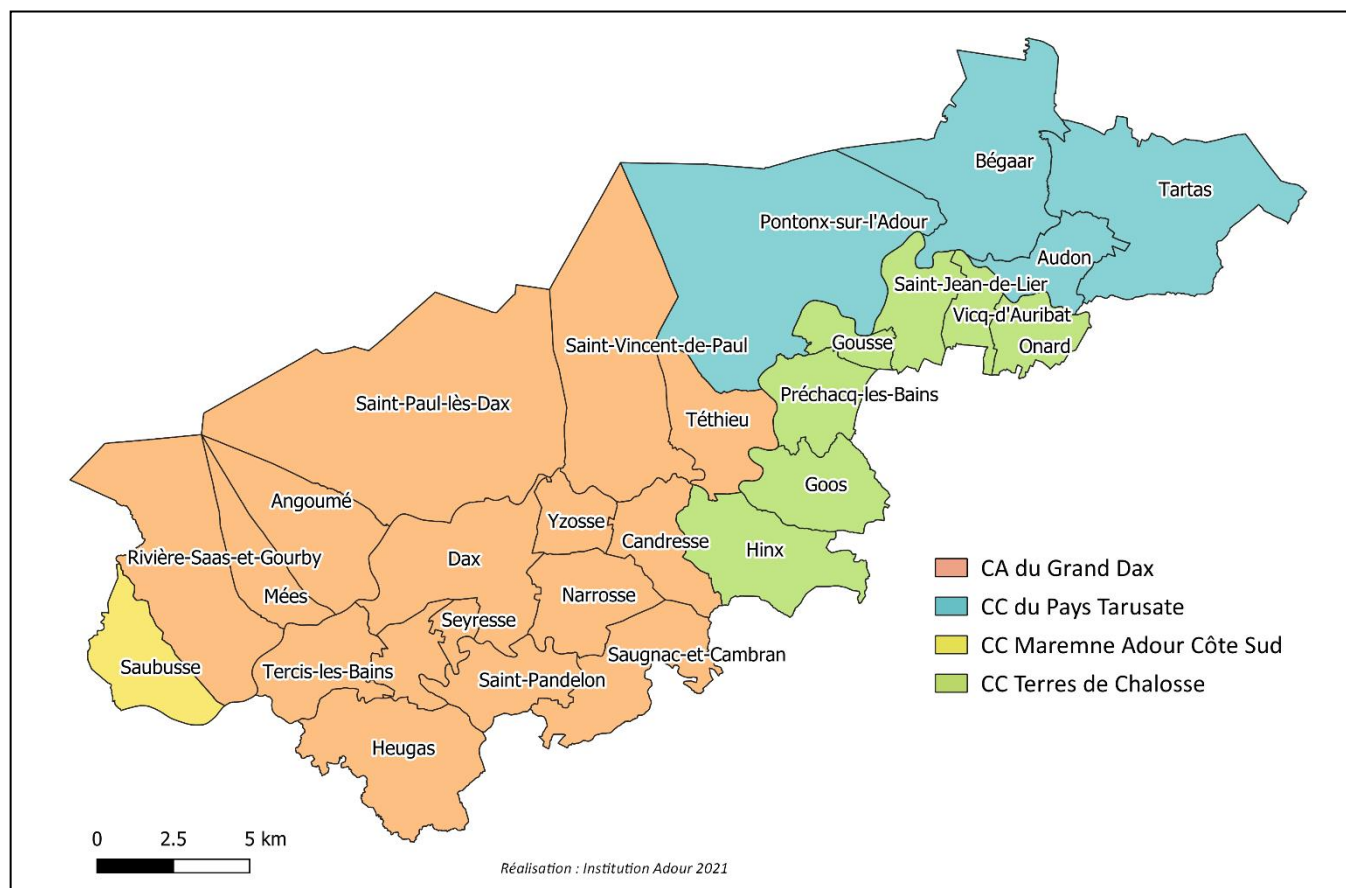
Résiduel par EPCI-FP = 600 €

Plan de financement prévisionnel :

Organisme	Taux	Montant
État (fonds Barnier)	50 % du TTC	48 000 €
Résiduel EPCI-FP	50 % du TTC	48 000 €
TOTAL		96 000 €

Le résiduel sera partagé entre la CCPT et CAGD en fonction des biens diagnostiqués :

Organisme	Estimation de biens à diagnostiquer	Montant
CCPT	20	12 000 €
CAGD	60	36 000 €
TOTAL		48 000 €

Plan de situation :

FICHE DE PROPOSITION n° 19

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Animation du programme d'études préalables au PAPI gave d'Oloron

Zone d'influence :

À définir précisément

Bassin du versant du gave d'Oloron

Description de l'opération :**Origine**

À l'initiative du syndicat mixte des gaves d'Ossau, d'Aspe et d'Oloron (SMGOAO), une rencontre réunissant les gémapiens du bassin du Gave d'Oloron (communauté de communes de la Vallée d'Ossau, syndicat mixte des gaves d'Oloron, de Mauléon et de leurs affluents - SIGOM, SMGOAO) et l'EPTB s'est tenue le 25 mai 2021 à Navarrenx.

Cette dernière avait pour objectif de dresser le portrait des problématiques relatives à l'inondation rencontrées par chaque territoire et d'échanger sur la consultation des instances de chaque structure quant à l'opportunité d'un PAPI sur le périmètre du bassin versant du gave d'Oloron.

Du fait de sa composition, de sa gouvernance, de ses missions statutaires, de son expérience mais aussi des missions de coordination et de mise en cohérence en matière de gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant confiées aux EPTB par la loi (article L.213-12 du code l'environnement), l'Institution Adour constitue un interlocuteur utile dans l'élaboration d'une telle stratégie. Les structures gémapiennes ont ainsi délibéré en faveur d'un portage du programme d'études préalables au PAPI (PEP) par l'Institution Adour.

Buts

L'approche proposée est une démarche participative qui a pour objectif de réduire le risque auquel est exposée la population en utilisant plusieurs leviers :

- Axe 1 : amélioration des connaissances et au renforcement de la conscience du risque ;
- Axe 2 : amélioration de la surveillance et aux dispositifs de prévision des crues ;
- Axe 3 : amélioration de l'alerte et de la gestion de crise ;
- Axe 4 : prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme ;
- Axe 5 : réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Axe 6 : ralentissement des écoulements ;
- Axe 7 : amélioration de la gestion des ouvrages de protection hydrauliques.

Contenu

203 jours d'animation

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Durée de l'opération : à définir (4 ans maximum)

Coût de l'opération pour l'année 2022: 66 374 € TTC

Dépenses de personnel	Salaires et charges	49 456 €
Dépenses de fonctionnement (frais généraux, frais de structures)	Frais généraux, frais de service	7 418 €
Dépenses de déplacement frais de mission	Frais de déplacement frais de mission	2 500 €
Autres dépenses	Formation, colloques, acquisition images, frais de communication	5 000 €
Equipement	Equipement informatique	2 000 €
TOTAL		66 374 €

Plan de financement prévisionnel :

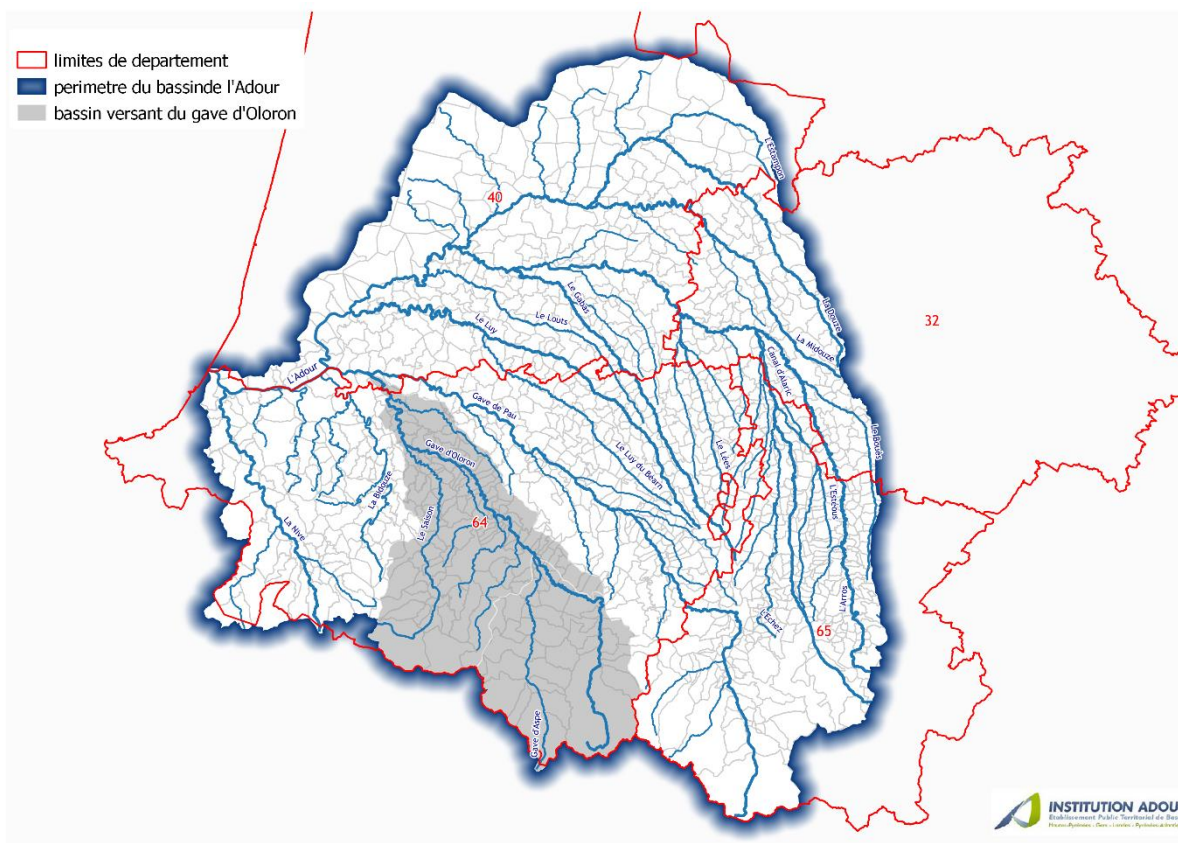
Organisme	Taux	Montant TTC
Europe (fonds FEDER)	80 %	53 100 €
à définir	20 %	13 274 €
TOTAL		66 374 €

* La répartition entre les EPCI-FP concernés est établie selon la clef de répartition adoptée dans le cadre d'une convention et présentée ci-après.

Détail de la répartition entre les EPCI-FP partenaires de l'opération : à définir



Plan de situation :



FICHE DE PROPOSITION n° 20

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Animation du programme d'études préalables au PAPI Adour aval

Zone d'influence :

À définir précisément

Périmètre débordement fluvial de la SLRI + quelques communes

Description de l'opération :**Origine**

La directive inondation 2007/60/CE du 23 octobre 2007 est transposée en droit français par la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (LENA) et le décret n°2011-227 du 2 mars 2011 venant en application de ces dispositions.

L'objectif de cette directive est d'établir un cadre européen de gestion des risques d'inondation. La transposition française de cette directive a entraîné la détermination des territoires à risque important (TRI) dont le TRI côtier basque, sur lesquels il est demandé l'élaboration d'une stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI).

Par ailleurs, les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB) sont amenés à jouer un rôle de coordination des collectivités territoriales qui les composent, et ce, à toutes les étapes de la directive, puisque l'article L556-10 du code de l'environnement leur confère la mission d'assurer « à l'échelle du bassin ou sous-bassin hydrographique de leur compétence la cohérence des actions des collectivités territoriales et de leurs groupements visant à réduire les conséquences négatives des inondations sur les territoires mentionnés à l'article L. 566-5, par leur rôle de coordination, d'animation, d'information et de conseil pour des actions de réduction de la vulnérabilité aux inondations. »

Dans ce contexte, il a été convenu que la communauté d'agglomération du Pays Basque soit la structure porteuse de la stratégie locale et qu'il soit confié à l'Institution Adour l'animation du volet fluvial de l'Adour.

Composante de la mission	Partie « débordement fluvial de l'Adour »	Partie « submersion marine »
Animation, élaboration et accompagnement de la mise en œuvre de la SLGRI	Institution Adour	CAPB
Pilotage de la stratégie et coordination des deux volets	CAPB	

Une fois la SLGRI validée et les élus se sont positionnés sur l'élaboration d'un programme d'études préalables au PAPI afin de mettre en œuvre les actions proposées lors de la concertation.

Buts

L'approche proposée est une démarche participative qui a pour objectif de réduire le risque auquel est exposée la population en utilisant plusieurs leviers :

- Axe 1 : amélioration des connaissances et au renforcement de la conscience du risque ;
- Axe 2 : amélioration de la surveillance et aux dispositifs de prévision des crues ;
- Axe 3 : amélioration de l'alerte et de la gestion de crise ;
- Axe 4 : prise en compte du risque inondation dans l'urbanisme ;
- Axe 5 : réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Axe 6 : ralentissement des écoulements ;
- Axe 7 : amélioration de la gestion des ouvrages de protection hydrauliques.

Contenu

203 jours d'animation

Interventions antérieures :

De 2018 à 2019, la stratégie locale de gestion du risque inondation (SLGRI) sur le TRI du côtier basque a été élaborée.

Le dossier de candidature de la SLGRI a été déposé en janvier 2020. Le projet a été présenté en commission inondation de bassin le 10 mars 2020. La SLGRI a été arrêtée par le Préfet des Landes le 20 juillet 2020.

Les acteurs locaux ont par la suite sollicité l'Institution Adour pour porter l'animation du programme d'études préalables (PEP) au PAPI Adour maritime. La fin d'année 2021 est dédiée à l'organisation de la mission, un animateur sera recruté pour une prise de poste en début d'année 2022.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Durée de l'opération : à définir (4 ans maximum d'après le CC)

Coût de l'opération pour l'année 2022 : 66 374 € TTC

Dépenses de personnel	Salaires et charges	49 456 €
Dépenses de fonctionnement (frais généraux, frais de structures)	Frais généraux, frais de service	7 418 €
Dépenses de déplacement frais de mission	Frais de déplacement frais de mission	2 500 €
Autres dépenses	Formation, colloques, acquisition images, frais de communication	5 000 €
Equipement	Equipements informatiques	2 000 €
TOTAL		66 374 €

Plan de financement prévisionnel :

Organisme	Taux	Montant TTC
Europe (fonds FEDER)	80 %	53 100 €
à définir	20 %	13 274 €
TOTAL		66 374 €

* La répartition entre les EPCI-FP concernés est établie selon la clef de répartition adoptée dans le cadre d'une convention et présentée ci-après.

Détail de la répartition entre les EPCI-FP partenaires de l'opération : à définir



Envoyé en préfecture le 28/12/2021

Reçu en préfecture le 28/12/2021



ID : 040-254002264-20211208-CS134_2021-DE

Plan de situation :

À compléter



FICHE DE PROPOSITION n° 21

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Dispositif « mieux reconstruire après les inondations » : MIRAPI - animation de la démarche

Zone d'influence :

49 communes sur le département des Landes ayant été reconnue CATNAT mai 2020 à juin 2021.

Description de l'opération :**Origine**

La loi de finances 2021 a créé, à titre expérimental, un nouveau dispositif dénommé « mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI). Ce programme a pour objectif d'améliorer la résilience des biens à usage d'habitation suite aux épisodes de crues.

Ainsi, la vocation de ce programme est de permettre la réalisation de diagnostics et de travaux de réduction de vulnérabilité des biens à l'identique de ce qui est aujourd'hui proposé dans le cadre des PAPI (axe 5).

En sus des vallées de la Roya, la Tinée et la Vésubie dans les Alpes Maritimes, et sur proposition de la DDTM des Landes, le département des Landes vient d'être désigné comme territoire test pour le déploiement de ce dispositif. Les territoires éligibles à ce dispositif sont ceux des 49 communes landaises ayant déclaré des arrêtés de catastrophes naturelles « débordement de cours et ruissellement » de moins d'un an entre mai 2020 et juin 2021.

Ces territoires ne sont pas tous situés sur le périmètre de l'EPTB. Toutefois, à l'exception de la communauté de communes de Mimizan, tous les EPCI-FP concernés sont membres de l'Institution Adour. Par ailleurs, d'un point de vue statutaire, l'EPTB peut intervenir sur un territoire dépassant le bassin de l'Adour.

Par courrier en date du 21 septembre 2021, la Préfète des Landes a sollicité l'EPTB pour le portage de cette opération qui se déroulerait sur deux années, la première année étant mobilisée à l'animation initiale et la réalisation des diagnostics, la seconde à la réalisation des travaux et au bilan de l'expérimentation.

Buts

Réduire la vulnérabilité des habitations en proposant des solutions de protection adaptées.

Contenu

Animation de la démarche deux animateurs dédiés à cette mission.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Durée de l'opération estimée à 24 mois à partir de janvier 2022.

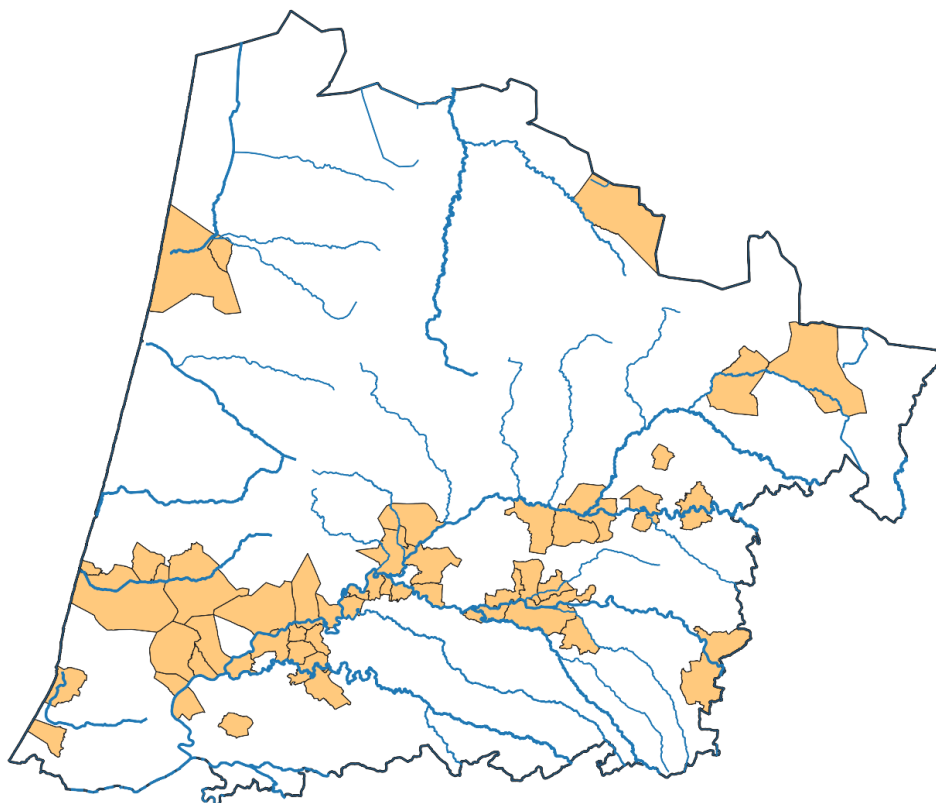
Coût de l'opération total : 210 000 € TTC

	Année 1	Année 2	Total
Animation	98 238 €	96 800 €	195 038 €
Équipement informatique	4 962 €		4 962 €
Sensibilisation	5 000 €	5 000 €	10 000 €
Total	108 200 €	101 800 €	210 000 €

Plan de financement prévisionnel :

Organisme	Taux	Montant TTC
État (fonds Barnier) hors sensibilisation	76,20 %*	160 000
Département des Landes	23,80 %	50 000
TOTAL		210 000

*80 % d'une enveloppe maximale de 200 000 €

Plan de situation :



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 22

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Dispositif « mieux reconstruire après les inondations » : MIRAPI - réalisation de diagnostic de réduction de vulnérabilité de biens à usage d'habitation

Zone d'influence :

49 communes sur le département des Landes ayant été reconnue CATNAT mai 2020 à juin 2021.

Description de l'opération :

Origine

La loi de finances 2021 a créé, à titre expérimental, un nouveau dispositif dénommé « mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI). Ce programme a pour objectif d'améliorer la résilience des biens à usage d'habitation suite aux épisodes de crues.

Ainsi, la vocation de ce programme est de permettre la réalisation de diagnostics et de travaux de réduction de vulnérabilité des biens à l'identique de ce qui est aujourd'hui proposé dans le cadre des PAPI (axe 5).

En sus des vallées de la Roya, la Tinée et la Vésubie dans les Alpes Maritimes, et sur proposition de la DDTM des Landes, le département des Landes vient d'être désigné comme territoire test pour le déploiement de ce dispositif. Les territoires éligibles à ce dispositif sont ceux des 49 communes landaises ayant déclaré des arrêtés de catastrophes naturelles « débordement de cours et ruissellement » de moins d'un an entre mai 2020 et juin 2021.

Ces territoires ne sont pas tous situés sur le périmètre de l'EPTB. Toutefois, à l'exception de la communauté de communes de Mimizan, tous les EPCI-FP concernés sont membres de l'Institution Adour. Par ailleurs, d'un point de vue statutaire, l'EPTB peut intervenir sur un territoire dépassant le bassin de l'Adour.

Par courrier en date du 21 septembre 2021, la Préfète des Landes a sollicité l'EPTB pour le portage de cette opération qui se déroulerait sur deux années, la première année étant mobilisée à l'animation initiale et la réalisation des diagnostics, la seconde à la réalisation des travaux et au bilan de l'expérimentation.

Buts

Réduire la vulnérabilité des habitations en proposant des solutions de protection adaptées.

Contenu

Appel à un prestataire pour la réalisation des diagnostics.

Maître d'œuvre :
Institution Adour

Échéance - Délais :

Durée de l'opération estimée à 24 mois à partir de janvier 2022.

Coût de l'opération : 1 000 000 € TTC

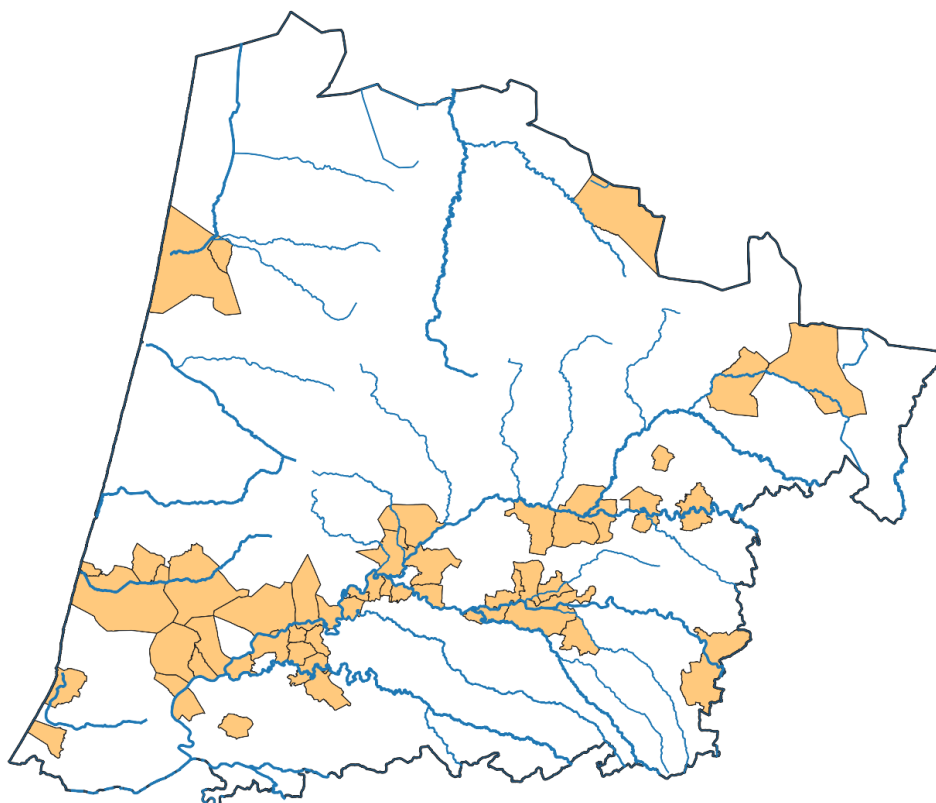
Coûts de prestation pour la réalisation des diagnostics de vulnérabilité par un prestataire

Plan de financement prévisionnel :

Prestation externalisée (diagnostics) :

Organisme	Taux	Montant
État (fonds Barnier)	80%	800 000 €
Propriétaires	20 %	200 000 €
EPCI-FP et CD40 (si complément de leur part)		
TOTAL		1 000 000 €

Plan de situation :





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 23

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Comité syndical

Type d'opération :

Biodiversité

Intitulé de l'opération :

Restauration et gestion des poissons migrateurs

Zone d'influence :

Périmètre d'application du plan de gestion des poissons migrateurs du bassin de l'Adour et cours d'eau côtiers : totalité du bassin de l'Adour, et bassin des cours d'eau côtiers des Landes et des Pyrénées-Atlantiques

Description de l'opération :

Origine

Opération sous maîtrise d'ouvrage de l'Institution Adour dans le cadre de la mise en œuvre du « plan de gestion des poissons migrateurs du bassin de l'Adour et cours d'eau côtiers » (Plagepomi Adour-côtiers) élaboré par le comité de gestion des poissons migrateurs (Cogepomi) du bassin de l'Adour. Le nouveau Plagepomi, qui couvrira la période 2022-2027, en finition d'élaboration, sera approuvé par un arrêté de la préfecture de région Nouvelle-Aquitaine d'ici le 31 décembre 2021.

Buts

Contribuer à la restauration, la connaissance et la gestion concertée des différentes espèces de poissons migrateurs présentes dans le bassin, de leurs milieux de vie et des pressions anthropiques qui s'exercent dessus (notamment - mais pas uniquement - la pêche).

Contenu

- animation de la mise en œuvre du Plagepomi Adour-côtiers, en liaison avec les principaux partenaires institutionnels et les autres acteurs de la gestion. Cette mission est prévue par une mesure du Plagepomi Adour-côtiers ; elle fait l'objet d'une convention multipartite (AEAG, DREAL Nouvelle-Aquitaine, OFB) pour la période 2020-2027
- restauration de la population de saumon atlantique (principalement : relève négociée des filets)

NB :

D'autres opérations touchant aux poissons migrateurs et à leur gestion font l'objet de fiches spécifiques : celles liées aux études sur le rétablissement de la continuité écologique, et celles relatives au suivi et à l'aménagement des ouvrages sous responsabilité de l'Institution Adour.

Interventions antérieures :

Ceci s'inscrit dans la continuité des actions menées par l'Institution Adour sur les poissons migrateurs depuis 1999, avec les évolutions issues des évaluations, révisions, et élaborations des Plagepomi Adour-côtiers successifs (1998-2002, 2003-2007, 2008-2014, 2015-2021).

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Échéance - Délais :

Partenaires des actions spécifiques : pêcheurs professionnels (relève des filets)

Coût de l'opération : 81 896€

	Montant
animation [1]	81 896 €
relève des filets	10 000 €
Total	91 896 €

[1] Sur la base de 158 jours (-0.78 ETP) de Fr.-Xavier Cuende et 30 jours (-0.15 ETP) d'Andries Bigot) : salaires, frais de missions et charges générales

Plan de financement prévisionnel :

Le plan de financement reste à discuter avec les partenaires.

Proposition :

	Agence l'eau Adour-Garonne [2] (50%)	Région Nouvelle- Aquitaine (30%)	Autofinancement	Total
Animation *	37 600 €	24 569 €	19 727 €	81 896 €
Relève des filets	<i>non éligible</i>	3 000 €	7 000 €	10 000 €
Total	37 600 €	27 569 €	26 727 €	91 896 €

[2] relève non éligible et plancher de 400 € appliqué au coût jour

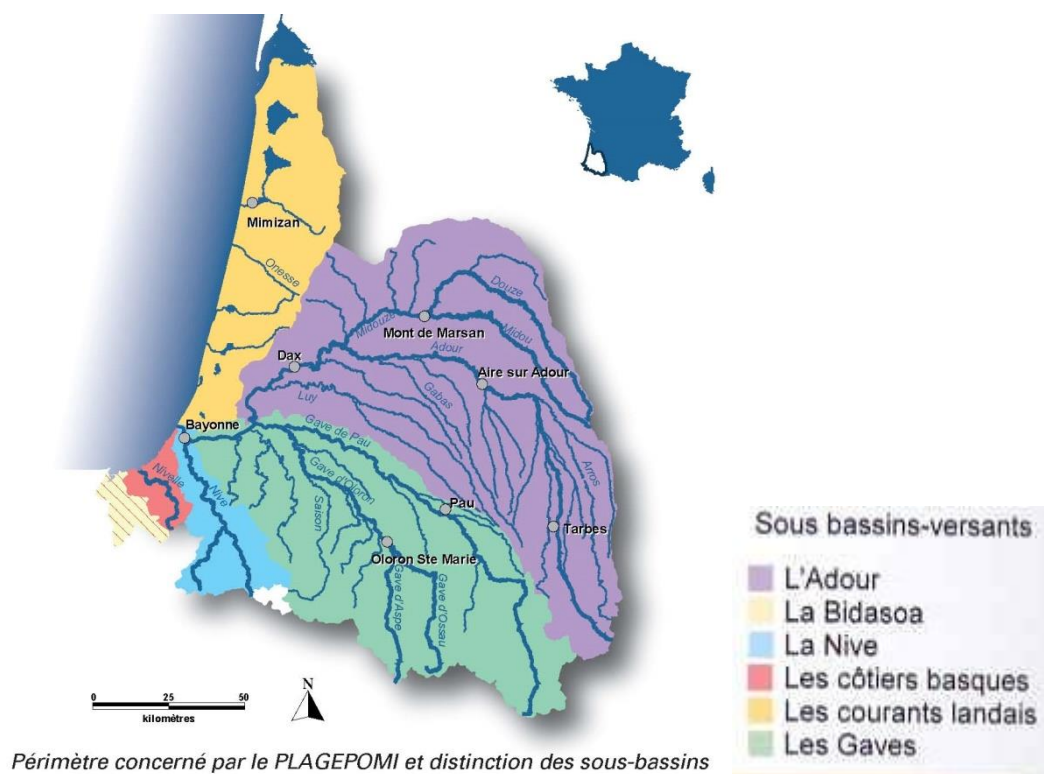
*L'animation est financée au titre des charges générales de fonctionnement.

Reste à financer la relève : 7 000 €

Département 32	Département 40	Département 64	Département 65
350 €	3 150 €	3 150 €	350 €



Plan de situation :



FICHE DE PROPOSITION n° 24

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Biodiversité

Intitulé de l'opération :

Coordination des actions en faveur des espèces patrimoniales

Zone d'influence :

Bassin de l'Adour

Description de l'opération :**Origine**

Dans le cadre de sa compétence de gestion et protection des milieux et des espèces liées aux milieux aquatiques, l'Institution Adour a été sollicité afin de coordonner les actions en faveur d'espèces patrimoniales, telles que la grande mulette.

Buts

Il s'agit de participer au réseau des acteurs agissant pour les espèces visées, ainsi que coordonner les actions en faveur de ces espèces.

Contenu

- Organisation de groupes de travail à l'échelle du bassin, veille scientifique et technique, diffusion des informations, lien avec les porteurs de démarches nationales (ex : plans nationaux d'action) ou territorialisées (ex : programmes Life), participation à des colloques et séminaires, etc.
- Facilitation des démarches de recherche de financement afin de développer les actions d'acquisition de connaissances ou de mise en œuvre d'actions (« bonnes pratiques », aménagements spécifiques, etc.) favorables à la sauvegarde des espèces concernées.

Interventions antérieures :

L'Institution Adour mène des opérations similaires depuis 2018.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Opération se déroulant au long de l'année 2022.

Coût de l'opération : 4 610 €

Dépenses prévisionnelles	Coûts en €
Frais de personnel	3 842€
Frais de structure	768 €
Total	4 610 €

Plan de financement prévisionnel :

	Pourcentage de financement	Montant financé
Autofinancement*	56,60%	2 610 €
Agence de l'eau Adour-Garonne	43,40%	2 000 €
TOTAL		4 610 €

*Autofinancement : 2 610 € déjà financés au titre des charges générales de fonctionnement





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 25

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Comité syndical

Type d'opération :

Biodiversité

Intitulé de l'opération :

Suivi et entretien courant des ouvrages transversaux en rivière (seuils) de l'Institution Adour et de leurs dispositifs de franchissement (passes à poissons, rivière de contournement et passes à embarcations).

Zone d'influence :

Adour et affluents (32, 40, 64 et 65)

Description de l'opération :

Origine

L'Institution Adour est propriétaire et/ou gestionnaire de 32 ouvrages transversaux en rivière (35 ouvrages en comptant ceux des barthes). Ceci induit des obligations au titre de la continuité écologique (franchissement piscicole) liée au classement réglementaire des cours d'eau (code de l'environnement, article L214-17), du maintien d'un débit minimum (Code Env., article L432-5) mais aussi de la stabilisation du fond du lit (cf. délibération du CA du 20 juillet 2009) et des obligations au titre de la sécurité de la circulation des engins nautiques non motorisés à proximité de ces ouvrages (code des transports, articles L4241-1 et L4241-2).

Buts

Assurer le suivi et l'entretien des ouvrages et de leurs équipements pour assurer leur pérennité dans le temps. Assurer la libre circulation des poissons migrateurs, en termes d'équipements de franchissement (montaison et dévalaison) par l'entretien des équipements (obligation de résultat). Assurer la sécurité de la circulation des engins nautiques non motorisés à proximité des ouvrages.

Contenu

Suivi et entretien des ouvrages et des dispositifs de franchissement (piscicole et embarcations), sous la responsabilité unique de l'Institution Adour, faisant appel à plusieurs prestataires.

Organisation du suivi :

- une visite par mois et par ouvrage de tous les ouvrages par l'Institution Adour ;
- visites de suivi complémentaires et entretien léger des ouvrages :
 - Adour 40 : convention avec la FDAAPPMA des Landes et des AAPPMA locales ;
 - Adour 65 : convention avec le Conseil Départemental 65 ;
 - Gave de Pau : marché après mise en concurrence avec Béarn-Solidarité (association de réinsertion de qualification professionnelle) ;
 - Barthes : conventions avec les ASA ;

- réalisation des travaux d'entretien (enlèvement des embâcles et nettoyage de la végétation) ou de petit équipement : prestataires extérieurs (marché à bon de commande et consultation)

Interventions antérieures :

- Avant 2008, le suivi était assuré, par divers services (Institution Adour dans le 32 et le 40, CATER du Dpt 65 dans le 65, DDE et association d'insertion dans le 64). Une réorganisation du suivi est intervenue en 2009.
- Signalisation des seuils du gave de Pau pour les embarcations 2014 et 2018.
- Signalisation des seuils de l'Adour Landais pour les embarcations 2018 et 2020

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Courant 2022

Coût de l'opération : 66 500 € TTC

Missions	Dpt.	Intervenant	Modalité	Montant (en € TTC)
Suivi des ouvrages	40	* FDAAPPMA40 * des AAPPMA et des ASA associées	Convention	Gracieux
	32	AAPPMA associées	Convention	Gracieux
	65	Département 65	Convention	Gracieux
	64	Béarn-Solidarité	Consultations (Marché public)	10 193
Entretien ponctuel des ouvrages	40	Prestataires extérieurs (Consultation)	Consultations (Marché public)	~1 500 (Variable selon les années)
	65			~5 000 (Variable selon les années)
	32			~500 (Variable selon les années)
	64			~4 000 (Variable selon les années)
Maintenance régulière des ouvrages	Tous	Prestataires extérieurs (Consultation)	Consultations (Marché public)	~1 500/ouvrage
TOTAL				66 500

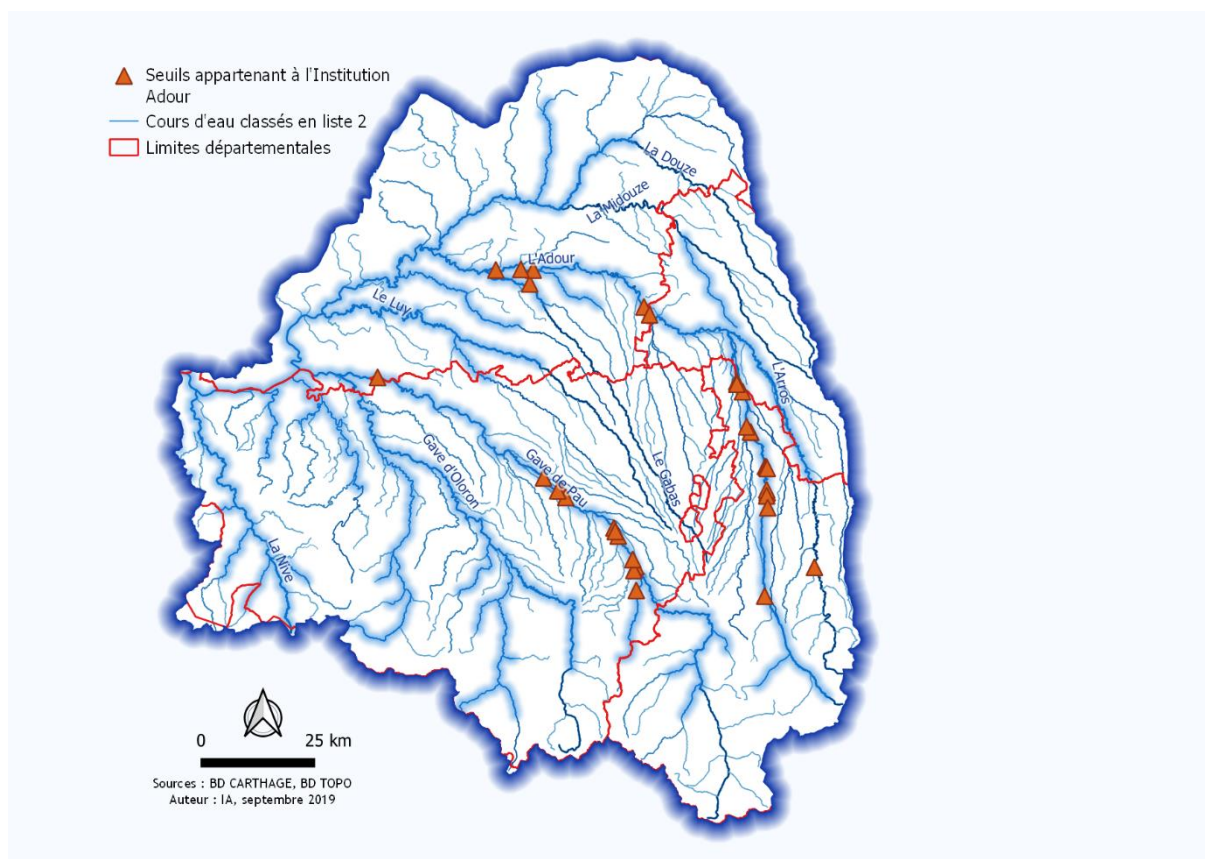
Plan de financement prévisionnel :

Chaque Département financera, au travers de l'Institution Adour, les travaux touchant aux ouvrages relevant de son territoire (délibération du CA du 22 juillet 2009).

Département	Montant
Gers	3 000 €
Landes	11 500 €
Pyrénées-Atlantiques	34 500 €
Hautes-Pyrénées	17 500 €
TOTAL	66 500 €



Plan de situation :





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 26

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Biodiversité

Intitulé de l'opération :

Animation de la Maison de l'eau et mise en œuvre du plan de gestion de Jû-Belloc

Zone d'influence :

Pays du Val d'Adour et collectivités voisines (Tarbes, Aire-sur-l'Adour, Pau, Auch)
Influence sur les départements 65-32-40-64

Description de l'opération :

Origine

Réhabilitation / renaturation d'un ancien site d'extraction de granulats.

Buts

- Mise en œuvre du plan de gestion (2017-2022)
- Mise en place d'un programme de formation technique vers les techniciens et les élus du territoire
- Animation de la Maison de l'eau

Contenu

- Travaux d'entretien afin de maintenir les habitats sur le site
- Communication sur les enjeux liés à l'eau (plaquettes, presse, site internet, revues, bibliographie, etc.)
- Support de formation (techniciens rivière R CFPPA de Lannemezan, stagiaires CPIE Pays Gersois, association botanique gersoise, universitaires, ...)
- Programme de formation pour les techniciens et les élus, et pour tout public
- Animations de sensibilisation à l'environnement pour les jeunes (établissements scolaires, centres de loisirs)
- Information tout public sur les enjeux liés à l'eau (Journée de l'eau, ...)
- Initiation à l'environnement tout public (journée mondiale des zones humides, Journée Nature, animations estivales, sorties naturalistes, ...)
- Suivis naturalistes

Interventions antérieures :

- Animation de la Maison de l'eau sur la période 2006-2021
- Plans de gestion antérieurs du site naturel de Jû-Belloc



Maître d'œuvre :
Institution Adour

Échéance - Délais :
Mise en œuvre au long de l'année 2022

Coût de l'opération : 110 000 € HT / 113 140 € TTC

	Régie	Frais indirects	Prestations extérieures	Total
Animation / sensibilisation	29 970 €	4 495 €	25 535 €	60 000 €
Mise en œuvre du plan de gestion	16 950 €	3 390 €	32 800 €	53 140 €
TOTAL	46 920 €	7 885 €	58 335 €	113 140 €

Plan de financement prévisionnel :

	Animation sensibilisation	Mise en œuvre du plan de gestion	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne	18 000 €	25 000 €	43 000 €
Région Occitanie	12 000 €	7 610 €	19 610 €
Leader	18 000 €	0 €	18 000 €
Autofinancement*	12 000 €	20 530 €	32 530 €
TOTAL	60 000 €	53 140 €	113 140 €

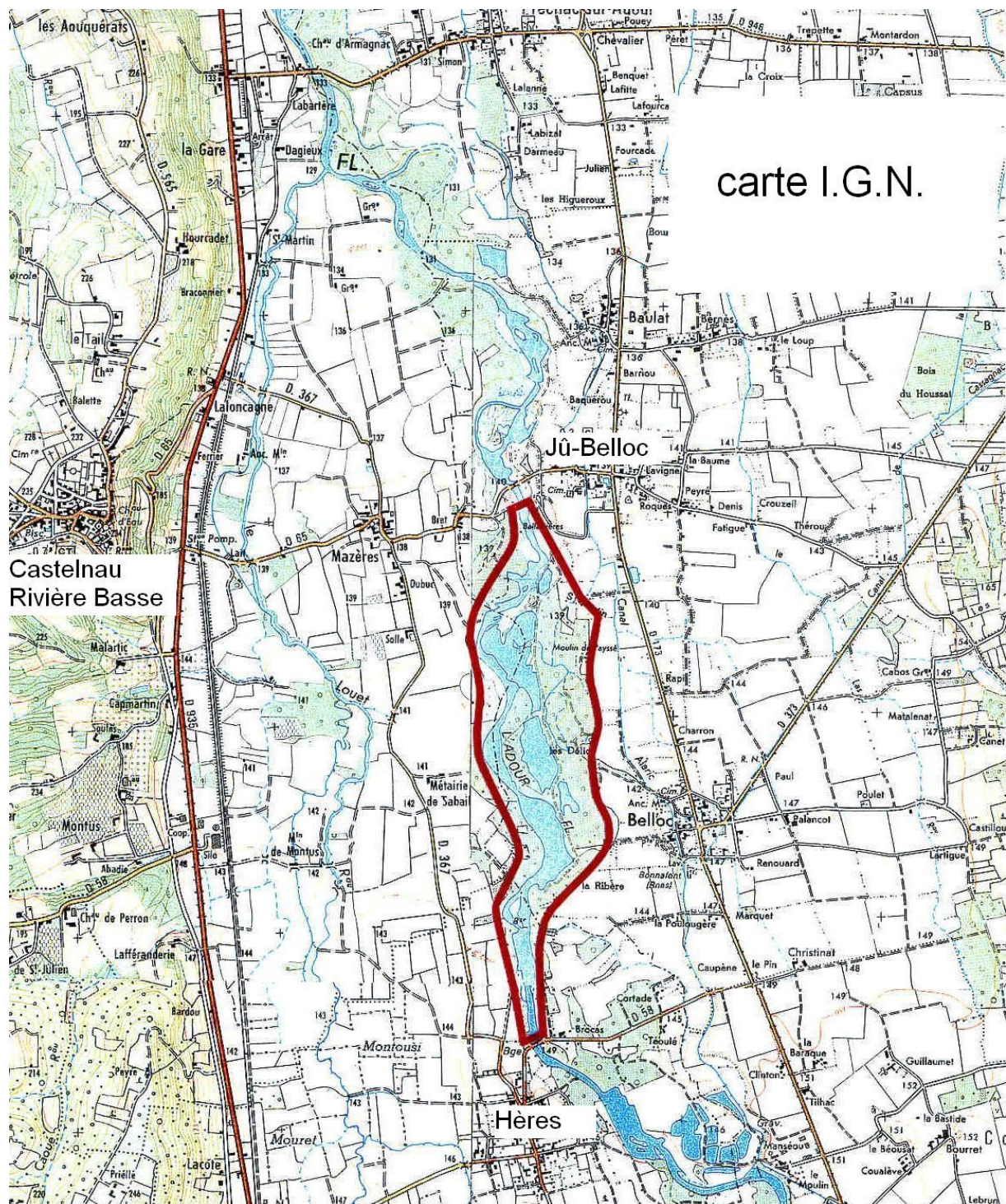
*dont 13 729 € financé au titre des charges générales de fonctionnement

Reste à financer 18 801 € :

Département 32 (45%)	Département 40 (15%)	Département 64 (15%)	Département 65 (25%)
8 461 €	2 820 €	2 820 €	4 700 €



Plan de situation :



FICHE DE PROPOSITION n° 27

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource Quantité

Intitulé de l'opération :

Suivi du PGE Adour amont pour la campagne d'étiage 2021 et analyse de l'évolution interannuelle, participation à diverses réunions lors de l'étiage 2022.

Suivi de la mise en œuvre de la DIG Adour amont pour l'année 2022.

Zone d'influence :

Bassin versant de l'Adour : Hautes-Pyrénées, Gers, Landes, Pyrénées-Atlantiques.

Description de l'opération :**Origine**

Suivi du PGE Adour amont selon le cahier des charges élaboré par l'Agence l'Eau et la DREAL de bassin Adour-Garonne, définissant trois types de descripteurs et indicateurs :

1. De contexte
2. De moyens
3. De résultats.

L'Institution Adour est gestionnaire de 29 réservoirs (dont 24 réservoirs en propriété) sur tout le bassin versant de l'Adour (BV Adour, BV Midouze et BV Luys/Louts), pour le soutien d'étiage et la compensation des prélèvements.

L'Institution Adour a porté le dossier pour la gestion globale des réserves sur l'Adour en amont d'Aire (arrêtés interpréfectoraux de DIG et DUP Adour amont signés en janvier 2014 et prorogés en 2019), dossier comprenant 2 volets : 1/ mise en place d'une redevance de service ; 2/ équipements des prises d'eau des principaux canaux.

Buts

Évaluation des impacts de la mise en œuvre des actions du PGE Adour amont.

Contenu

- Rapport de suivi annuel du PGE Adour amont et évaluation pluriannuelle :
Renseignement d'une série de descripteurs et indicateurs selon le cahier des charges visé ci-dessus :
recueil et synthèse de données, tableaux et cartographie, élaboration du rapport
- Institution Adour acteur central dans la gestion de l'eau :
 - o animation des commissions de gestion sur chaque axe réalimenté rassemblant les usagers et partenaires institutionnels ;

- participation aux comités départementaux de l'eau, comités sécheresse, ..., réflexions sur les évolutions des arrêtés " plans de crise " et participation aux groupes de travail réunis sous l'égide de l'Etat.
- Suivi de la mise en œuvre de la DIG Adour amont :
 - suivi des évolutions des autorisations pour adaptations/corrections des redevances 2015 à 2020 ;
 - les services de l'Institution Adour suivent l'entretien et la maintenance des équipements de mesures pour valider leur pérennisation ou évolution avec le prestataire de service, et en concertation avec les acteurs locaux (services de l'Etat, syndicat de rivière, propriétaires riverains).

Interventions antérieures :

Suivi des étiages de 2003 à 2020

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Échéance - Délais :

12 mois (suivi annuel)

Coût de l'opération : 35 300 € TTC (35 100 € HT)

- 28 000 € charges de personnel : salaires,
- 5 600 € charges générales,
- 1 700 € TTC frais de missions, frais de reproduction, de diffusion (1 500 € HT).

L'ensemble de ces missions représente 0,52 ETP réparti comme suit

- 81 jours suivi PGE
- 15 jours suivi DIG
- 10 jours traitements données
- 8 jours pour le suivi administratif du dossier (montage et suivi financier, facturation DIG)

Plan de financement prévisionnel :

	Montant €	Pourcentage
Agence de l'Eau Adour-Garonne (50% du HT)	17 550 €	49,72 %
Autofinancement*	17 750 €	50,28 %
Montant total	35 300 €	100 %

* financés au titre des charges générales de fonctionnement.





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 28

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource - Quantité

Intitulé de l'opération :

Suivi du PGE Luys/Louts pour la campagne d'étiage 2021 et analyse de l'évolution interannuelle, et mise en œuvre des actions et participation à diverses réunions lors de l'étiage 2022 sur les bassins versants des Luys et du Louts.

Zone d'influence :

Bassins versants des Luys et du Louts : Landes et Pyrénées-Atlantiques.

Description de l'opération :

Origine

Le Plan de gestion des étiages des bassons des Luys et du Louts a été validé en 2012.

Un suivi du Pge Luys/Louts est réalisé selon le cahier des charges élaboré par l'Agence de l'eau et la DREAL de bassin Adour-Garonne, définissant trois types de descripteurs et d'indicateurs :

1. De contexte
2. De moyens
3. De résultats

L'Institution Adour est gestionnaire de 29 réservoirs (dont 24 réservoirs en propriété) sur tout le bassin versant de l'Adour (BV Adour, BV Midouze et BV Luys/Louts), pour le soutien de l'étiage et la compensation des besoins.

Buts

Évaluation des impacts de la mise en œuvre des actions du PGE Luys/Louts

Contenu

- Renseignement d'une série de descripteurs et indicateurs : recueil et synthèse de données, tableaux et cartographie, élaboration du rapport,
- Participation de l'Institution à l'animation des commissions de gestion de rivière, à la mise en œuvre des actions du PGE, ...

Interventions antérieures :

- Élaboration du PGE Luys/Louts élaboré en 2013
- Etudes multicritères sur les solutions des Luys amont en 2015
- Suivi des PGE Luys/Louts pour les étiages 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020 ainsi que de l'analyse et de l'évolution interannuelle.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

Douze mois (suivi annuel)

Coût de l'opération : 15 083 € TTC (14 883 € HT)

- 11 153 € charges de personnel : salaires,
- 2 230 € charges générales,
- 1 700 € TTC frais de missions, frais de reproduction, de diffusion (1 500 € HT).

L'ensemble de ces missions représente 0,21 ETP réparti comme suit

- 33 jours suivi PGE
- 10 jours traitements données
- 2 jours pour le suivi administratif du dossier

Plan de financement prévisionnel :

	Montant €	Pourcentage
Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT)	7 441 €	49,33 %
Autofinancement*	7 642 €	50,67 %
Montant total	15 083 €	100 %

* financés au titre des charges générales de fonctionnement.



FICHE DE PROPOSITION n° 29

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource - quantité

Intitulé de l'opération :

Gestion de la part non valorisée du Gabas (Année 2021)

Zone d'influence :

Gabas, Lees réalimentés, Adour40 ;
sur 4 départements : Hautes-Pyrénées, Gers, Landes et Pyrénées-Atlantiques

Description de l'opération :**Origine**

Non valorisation totale de la part du volume du réservoir du Gabas dédiée à la compensation des prélèvements agricoles, sur la partie Hautes-Pyrénées (pas de demande locale) et sur la partie Pyrénées-Atlantiques (retard dans la constitution des réseaux à l'origine, en lien avec le remembrement préalable à la construction de l'autoroute A65, puis changement depuis quelques années des conditions et taux d'éligibilité freinant la constitution de ces réseaux)

Buts

Assurer l'équilibre financier de la gestion du réservoir du Gabas

Contenu

L'arrêté interpréfectoral portant règlement d'eau du réservoir du Gabas prévoit la valorisation de la partie du volume dédiée à la compensation des prélèvements agricoles selon le schéma suivant :

En hectares	Gabas		Lées		Disponible
	souscriptible	souscrit	souscriptible	souscrit	
Département 65	250	0	0	21	229
Département 64	2390	1243	2350	2036	909
Département 40	1000	1140			
Département 32	0		250	565	
Totaux	3640		2600		1138

Reliquat Pyrénées-Atlantiques :

- valorisation partielle du reliquat PA sur la partie landaise du Gabas (limite départementale) de 2009 à 2012 (délibérations antérieures)
- transfert de 1,6 Mm³ vers les Luys de France et de Béarn dans cadre du PGE Luys-Louts : abandonné en 2018 compte tenu du non co-financement public vers un sous-bassin « en équilibre » ; valorisation du reliquat en cours sur bassin versant du Gabas 64

Reliquat Hautes-Pyrénées :

En 2017 : réunions préalables avec la chambre d'agriculture 65 et le conseil départemental 65 pour valorisation locale ; en l'absence, proposition d'un transfert supplémentaire du via les Lées pour soutien Adour amont : refus des DDT 32 et 65

Dans le cadre de la négociation pour le renouvellement de l'exploitation des réservoirs pour la période 2019 à 2023, le nouveau contrat de concession prévoit que l'exploitant facture à l'Institution Adour ces volumes non valorisés, afin de ne pas alourdir davantage la redevance auprès des préleveurs actuels.

Cette facturation est établie selon la structure de redevance proposée par l'Institution Adour, sur la base des coûts unitaires des parts fixe et proportionnelle - à concurrence de la consommation moyenne annuelle sur les sous-bassins Gabas et Lées, soit sur la base de la consommation moyenne interannuelle (54 % du quota), un montant de 62 654,74 € HT (prix 2020), majorée de la TVA à 5,5 %, soit un montant indicatif de 66 100,75 € TTC (2020).

Ce montant est actualisé selon la formule d'actualisation des prix

$$UT=UT0 (0,28 + 0,45 S/S0 + 0,07 EI/EI0 + 0,2 FSD2/FSD20)$$

et sera ajusté chaque année en fonction de la consommation réelle sur ces sous-bassins

Echéance - Délais :

12 mois (suivi annuel)

Coût de l'opération : 66 500 € TTC

Coût estimatif 2021 66 500 € TTC

Plan de financement prévisionnel :

	Disponible	Montant
Département 65	229 ha - 222 588 m ³	13 945 €
Département 64	862,61 ha - 838 456 m ³	52 555 €
Montant total	1 092 ha - 1 965 000 m³	66 500 €



FICHE DE PROPOSITION n° 30

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource - quantité

Intitulé de l'opération :

Gestion de la prise d'eau de la Gespe 2022 et rattrapage 2020 et 2021

Zone d'influence :

Adour amont, canal de la Gespe (et son réseau de canaux secondaires), Echez, sur le département des Hautes-Pyrénées

Description de l'opération :**Origine**

Gestion technique et financière de la prise d'eau assurée par le syndicat mixte de gestion de la Gespe : 50 % Département des Hautes-Pyrénées, 50 % Communauté d'agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées (CATLP) et Communauté de communes de la Haute-Bigorre (CCHB).

Dissolution du syndicat mixte pour la gestion de la Gespe (SMGG) en 2019 (délibération du 9 avril et arrêté préfectoral du 25 juillet, avec date d'effet au 30 septembre).

Après discussion, la dévolution de l'actif, passif et personnel a été réalisée selon deux pôles d'activités :

- l'une relevant de la mission historique et principale du réseau hydrographique de la Gespe, à savoir l'alimentation en eau et la répartition de celle-ci en période d'étiage en lien avec les problématiques de prélèvements et usages autorisés (sous la responsabilité de l'Institution Adour),
- l'autre concernant les questions relatives à la prévention du risque inondation ainsi que la gestion et l'entretien des milieux aquatiques du réseau anciennement géré par le syndicat dissout (sous la responsabilité du syndicat mixte Adour amont (SMAA)).

Par délibération du comité syndical n°68-2019 en date du 25 septembre 2019, il a été décidé d'intégrer à l'actif de l'Institution Adour la prise d'eau Hiis (Rojo), pour la valeur des travaux annexés à l'arrêté préfectoral, sous réserve de la vérification des titres et usages pesant sur l'ouvrage et sous réserve de la production du passif égal à zéro.

Concernant le personnel attaché à la gestion du canal (CDD temps non complet 16% - échéance au 21 mars 2020), par délibération n°41-2019 en date du 21 juin 2019, le comité syndical a modifié le tableau des effectifs et ouvert un poste à temps non complet sur une quotité de 6/35ème. Cet agent intervenant tant sur la période d'étiage que hors étiage, pour assurer la régulation de la prise d'eau du canal de la Gespe.

Buts

Assurer la continuité et la pérennité de la maintenance et de la gestion technique de la prise d'eau de la Gespe pour la répartition des débits en étiage entre l'Adour et l'Echez dans le cadre de la gestion globale de la ressource sur l'Adour en amont d'Aire

Contenu

Assurer la maintenance technique de l'ouvrage et la prise en charge des charges de gestion de la prise par un salarié à temps partiel.

Ces charges seront intégrées à moyen terme dans le nouveau dossier d'enquêtes publiques en projet pour l'application d'un nouveau cadre pour la gestion globale et concertée sur le territoire de l'Adour et de l'Echez en amont d'Aire-sur-l'Adour (nouvelle déclaration d'intérêt général DIG et déclaration d'utilité publique DUP) ; les charges seront ainsi réparties sur les futurs redevables de la nouvelle DIG.

Le reste à charge de l'EPTB reste financé par le département des Hautes-Pyrénées, jusqu'à une prise en compte au titre de la future DIG Adour amont.

Echéance - Délais :

12 mois (suivi annuel)

Coût de l'opération : 20 000 € TTC

	Montant €
Frais de gestion	2 000 €
Poste à temps partiel 6/35 ^{ème}	18 000 €
Montant total	20 000 €

Plan de financement prévisionnel :

	Montant
Département 65	20 000 €





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 31

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Quantité /renforcement de la ressource

Intitulé de l'opération :

Frais de gestion 2021 du pré-stockage foncier sur les projets de réservoirs

Zone d'influence :

Bassin versant de l'Adour : Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Description de l'opération :

Origine

Volet quantitatif du SAGE Adour amont - PGE Adour amont, volet quantitatif du SAGE Midouze, validés par les commissions locales de l'eau (CLE) ou comités d'élaboration puis par l'État, Projet de territoire du Midour et sa mise en œuvre du programme d'actions validé en 2020.

Buts

Dans le cadre de la mobilisation de ressources foncières pour mener à bien ses différents projets d'investissements, l'Institution Adour signe des conventions cadres de concours technique avec la SAFER Occitanie et la SAFER Aquitaine Atlantique. Les « SAFER » mènent donc pour le compte de l'Institution Adour une action de gestion, échange et mise en valeur des biens relative aux stockages. En plus du prix principal d'acquisition et des frais d'acquisition, la SAFER facture donc chaque année à l'Institution Adour des frais généraux correspondant aux charges de structures liées au stockage et des frais de gestion temporaire correspondant aux charges inhérentes à la qualité de propriétaire (impôts fonciers, assurances, travaux, etc.).

Le taux des frais généraux liés au stockage est fixé annuellement par le Ministère de l'Agriculture et ce taux sera appliqué chaque année au prix principal en stock des réserves foncières constituées (pour 2020 1,33%).

Les frais de gestion temporaire sont fixés par les conventions et sont estimés à 1,5 % HT du prix principal d'acquisition.

Il peut aussi y avoir des frais financiers lorsque la collectivité ne préfinance pas sous forme d'avances financières à disposition de la SAFER pour l'acquisition des stocks. A défaut d'avances, ils seront facturés HT aux taux Euribor 3 mois + 1,5 point (pour 2020 1,1772 %).

Estimation des frais de gestion 2021 à financer en 2022:

Projet	Estimations des frais généraux, de gestion temporaire et frais financiers	Département 40	Département 32	Département 65
Mondebat	26 000 €	15 600 €	10 400 €	
Tailluret	520 €	520 €		
Corneillan	900 €		900 €	
Ousse	9 500 €		1 900 €	7 600 €
Géline	12 000 €		2 400 €	9 600 €
Louet 2	11 000 €		5 500 €	5 500 €
MONTANT TOTAL	59 920 €	16 120 €	21 100 €	22 700 €





INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin

Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 32

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource - qualité

Intitulé de l'opération :

Suivi 2022 de la qualité des eaux des réservoirs de soutien d'été

Zone d'influence :

Bassin versant de l'Adour : Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Description de l'opération :

Origine

Demande de suivi qualitatif de l'eau des réservoirs de soutien d'été
Application des préconisations des arrêtés d'autorisation des réservoirs

Buts

- Suivi de la qualité des eaux restituées à l'aval des réservoirs de soutien d'été de l'Institution Adour, et éventuel suivi des eaux entrantes, pour mesurer les impacts éventuels et envisager des éventuelles mesures de gestion correctrices ;
- Suivi des développements (bloom) de cyanobactéries
- Évaluation de la qualité des réservoirs.

Contenu

- Suivi de la qualité des eaux restituées par les réservoirs de l'Arrêt-Darré et de Tillac
- Suivi de la qualité des eaux du réservoir de La Barne en application de l'arrêté d'autorisation
- Au besoin, comme chaque année, réalisation de prélèvements et d'analyses dans le cadre du suivi des cyanobactéries sur les lacs de l'Institution Adour.

Interventions antérieures :

- Campagne 2010 : suivi de la qualité des eaux des réservoirs de Tailluret et Charros.
- Campagne 2011 : suivi de la qualité des eaux de 10 barrages dont 4 à la charge de la CACG (Latrille, Lourden, Fargues, Ayguelongue).
- Campagne 2012 : suivi de la qualité des eaux de 7 barrages dont 2 à la charge de la CACG ; suivi de la quantité et qualité des sédiments de deux barrages : Charros et Tailluret.
- Campagne 2013 : Suivi des eaux restituées par les réservoirs de Charros, Tailluret et Lourden ; diagnose rapide des réservoirs de Charros et Tailluret. Évaluation des sédiments par carottage pour les réservoirs de Charros et Tailluret.
- Campagne 2014 : Suivi des eaux restituées par les réservoirs du Lourden, Brousseau et Miramont ; diagnose rapide des réservoirs du Lourden, Brousseau et Coudures ; suivi des eaux des bassins versants des réservoirs du Lourden et Coudures.

- Campagne 2015 : Suivi des réservoirs de La Barne et Cassagnaou en application des arrêtés d'autorisation.
- Campagne 2016 : Suivi des réservoirs de La Barne et Cassagnaou en application des arrêtés d'autorisation, et diagnose rapide sur le réservoir de Latrille (convention avec l'ASA de Bégorre). Analyse des sédiments du réservoir d'Arthez.
- Campagne 2017 : Suivi du réservoir de La Barne en application de l'arrêté d'autorisation.
- Campagne 2018 : Suivi des réservoirs de La Barne et Cassagnaou en application des arrêtés d'autorisation, suivi des eaux restituées par le réservoir d'Arthez d'Armagnac.
- Campagne 2019 : Suivi des eaux restituées par les réservoirs du Louet et du Gabas.
- Campagne 2020 : Suivi de la qualité des eaux du lac de La Barne en application de l'arrêté d'autorisation ; suivi des eaux restituées par les réservoirs du Louet et du Gabas.
- Campagne 2021 : Suivi des eaux restituées par les réservoirs de l'Arrêt-Darré et de Tillac.

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Echéance - Délais :

12 mois (suivi annuel)

Coût de l'opération : 41 812 € TTC (37 511 € HT)

- Prestations externes de suivi de la qualité des eaux restituées et des milieux aval : 24 000 € TTC (20 000 € HT)
- Analyses ponctuelles sur les cyanobactéries : 5 000 € TTC (4 167 € HT)
- Suivi technique du dossier en régie : 12 812 € TTC (12 511 € HT)

Plan de financement prévisionnel :

	Prestations externes	Suivi technique	Total
Agence de l'eau Adour-Garonne (50% du HT)	12 084 €	6 255 €	18 339 €
Autofinancement	16 916 € *	6 557 € **	23 477 €
Montant total	29 000 €	12 812 €	41 812 €

*financés par les usagers préleveurs (essentiellement agricoles) au travers de la redevance

** financés au titre des charges générales de fonctionnement.





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 33

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource / Travaux

Intitulé de l'opération :

Rééquipement du dispositif d'auscultation et vérification de la stabilité sur le réservoir de Latrille-Complément

Zone d'influence :

Bassin versant de l'Adour Landais

Description de l'opération :

Origine

L'étude de dangers réalisée en 2017 a mis en évidence la nécessité de mise en œuvre de mesures de réduction des risques, mesures reprises en prescriptions dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 11 février 2020

Buts

Remettre en état les dispositifs d'auscultation du barrage pour pouvoir assurer un suivi.
Réaliser un diagnostic de l'évacuateur de crue pour juger de sa durabilité et de la nécessité d'éventuels travaux à moyen terme.

Contenu

Maîtrise d'œuvre et travaux :

- Hydrocurage des drains et des collecteurs
- Réhausse des regards de drains
- Remplacement des échelles limnimétriques
- Réfection du dispositif topométrique
- Réfection des piézomètres et des puits de décompression
- Diagnostic structurel de l'évacuateur de crue
- Révision de l'étude de stabilité aux séismes.

Interventions antérieures :

Une 1ère enveloppe avait été inscrite à 42 000 € TTC en 2020 correspondant à un quote-part IA de 31 500€ (soit 75 % des dépenses estimées).

Les prestations ont démarré en 2021 (Bouchage de trous et reprise de béton dans l'évacuateur de crues).

Considérant les derniers éléments techniques dont le rapport d'auscultation, ainsi que les chiffrages établis dans des devis, il est proposé d'augmenter l'enveloppe initiale de 52 000 €TTC pour réaliser l'ensemble des études et travaux prescrits suite à l'étude de dangers.
Cet ajustement correspondra à un complément de quote-part IA de 39 000 €

Maître d'œuvre :

Objet d'une prestation externe pour partie des travaux, suivie par l'Institution Adour

Echéance - Délais :

1 an

Coût de l'opération : 39 000 €

Détail des prestations et cout estimatifs actualisé de l'opération portée financièrement par l'ASA de Bégorre:

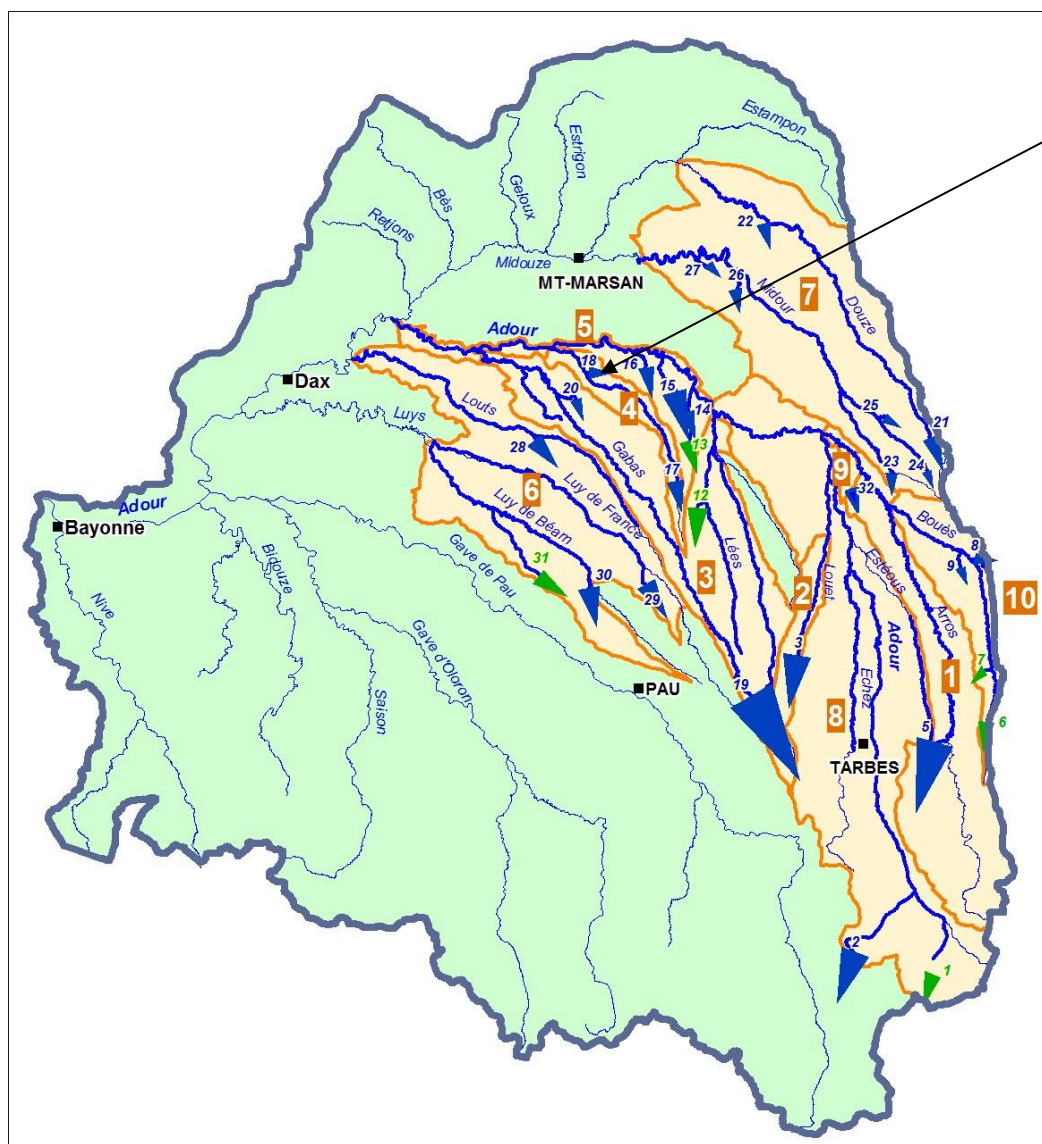
Dénomination	Estimatif (€ TTC)	Engagé en 2021 (€ TTC)	Reste à réaliser (€ TTC)
Maitrise d'œuvre	16 000		16 000
Travaux	78 000	37 650	40 350
Total	94 000	37 650	56 350

Plan de financement prévisionnel :

Coût total de l'opération	94 000 €
ASA de Bégorre (25%)	23 500 €
IA (75%) Département des Landes	70 500 €
- Déjà inscrit programme 2021	31 500 €
- Complément à inscrire programme 2022	39 000 €



Plan de situation :



Fargues





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 34

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource / Travaux

Intitulé de l'opération :

Complément aux travaux de rééquipement du dispositif d'auscultation et vérification de la stabilité sur le réservoir de Fargues

Zone d'influence :

Bassin versant de l'Adour Landais

Description de l'opération :

Origine

Les variations de pression « anormales » enregistrées par les cellules du remblai dans le rapport d'auscultation sont le signe d'un début de défaillance de ces cellules. Si c'était le cas, il n'y aurait plus aucune cellule fonctionnelle fiable dans le remblai aval pour suivre l'évolution des pressions.

Buts

Ces travaux permettraient le rééquipement du dispositif d'auscultation (cellules et piézomètres) afin d'avoir des valeurs fiables de mesure des pressions ou de niveau d'eau dans le remblai, pour pouvoir détecter d'éventuelles infiltrations d'eau.

De plus, une vérification de la stabilité des talus avec les prescriptions du décret 2015-526 et des recommandations du Comité Français des Barrages et Réservoirs, en vigueur pour les barrages classe B en remblai, paraît nécessaire (à réaliser après les investigations géotechniques et installation des piézomètres dans la recharge aval).

Contenu

Maîtrise d'œuvre et travaux.

Interventions antérieures :

Prestation réalisée en 2021 :

Le maître d'œuvre pour la réalisation du suivi des travaux a été choisi et a proposé un avant-projet. Considérant les conclusions de ce rapport et la déficience des dispositifs en place, Il est nécessaire de revoir à la hausse l'enveloppe prévue pour les travaux.

Maître d'œuvre :

Objet d'une prestation externe, suivie par l'Institution Adour

Échéance - Délais :

Un an.

Coût de l'opération : 120 000 € HT

L'enveloppe initiale était estimée à 60 000 €HT sur la base de travaux similaires sur d'autres barrages. (fiche 29 programme 2021)

Considérant les nouveaux éléments du rapport d'avant-projet, il est proposé d'augmenter l'enveloppe initiale de 60 000 €HT pour atteindre un montant global de l'opération de 120 000€HT comprenant la part de la maîtrise d'œuvre (dont étude de vérification de la stabilité) de 14 000€HT, les études préalables de 400 €HT (déjà réalisées) ainsi que la réalisation des travaux pour un montant de 105 600 €HT.

Détail des prestations et cout estimatifs actualisé :

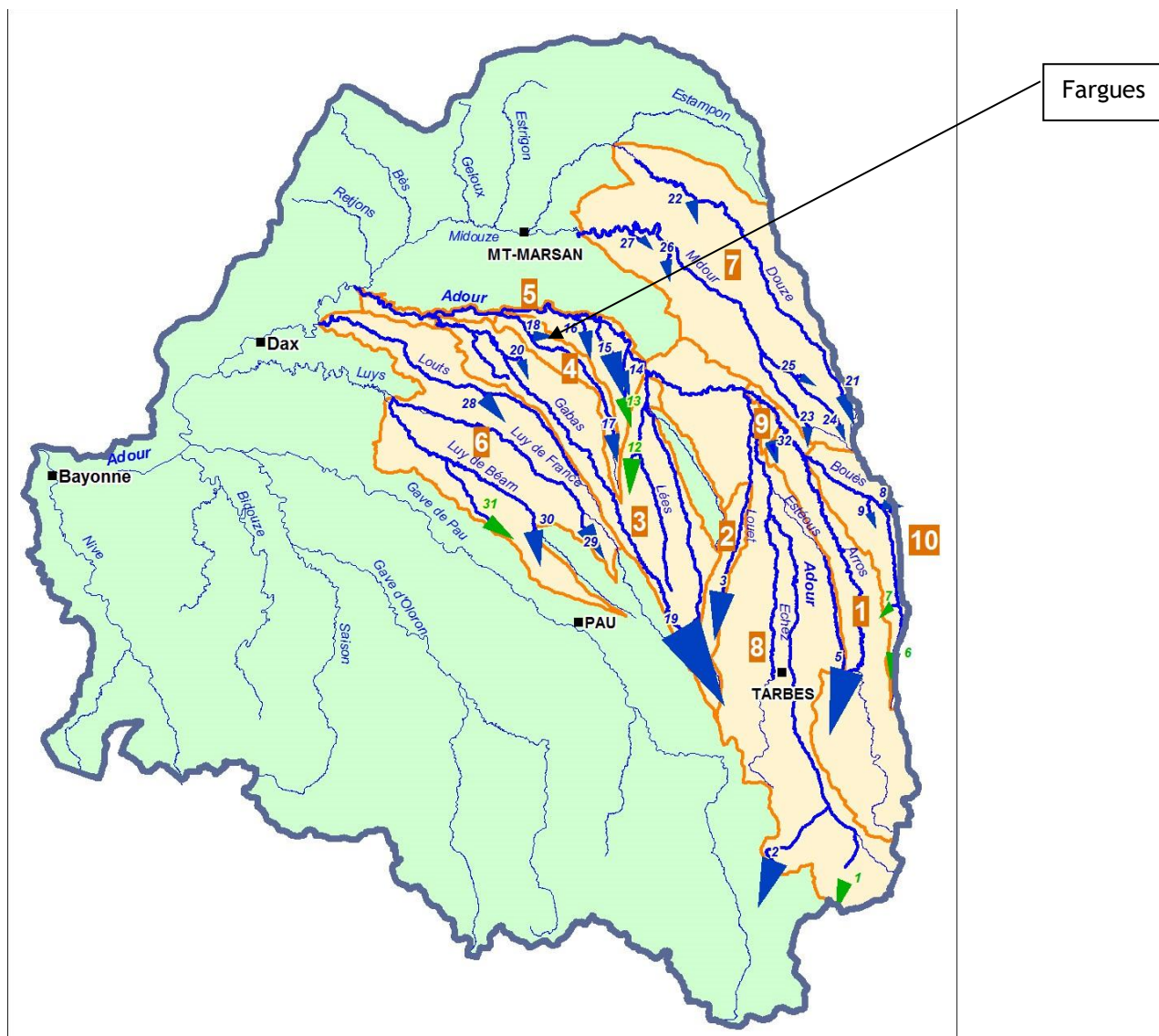
Dénomination	Estimatif initial fiche 29 programme 2021	Crédits supplémentaires à inscrire au programme 2022	Estimatif actualisé (HT)
Maitrise d'œuvre	60 000 €	14 000 €	14 000 €
Études préalables		400 €	400 €
Travaux		45 600 €	105 600 €
Total	60 000 €	60 000 €	120 000 €

Plan de financement prévisionnel :

	Taux	Montant
Département des Landes, dont	100 %	120 000 €
- Déjà inscrit programme 2021		60 000 €
- Complément à inscrire programme 2022		60 000 €
Montant total	100 %	120 000 €



Plan de situation :



FICHE DE PROPOSITION n° 35

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire	Comité syndical

Type d'opération :

Prestation d'études

Intitulé de l'opération :

Études hydraulique et hydrologique sur le réservoir de Renung

Zone d'influence :

Rivières réalimentées : Bayle, Adour landais

Description de l'opération :**Origine**

L'étude de danger relative au réservoir de Renung réalisée en 2016, a mis en évidence le manque de documents sur l'ouvrage. Le mode de construction du barrage et de ses organes n'est pas connu avec certitudes.

Buts

La réalisation d'études hydrologique et hydraulique devra permettre de déterminer les cotes des crues exceptionnelles et extrêmes ainsi que le niveau de sureté de l'ouvrage en termes de revanche en crête et dans l'évacuateur de crue. L'étude portera également sur la sensibilité aux embâcles et calcul de la ligne d'eau dans le coursier et le bassin de dissipation.

Contenu

Études

Interventions antérieures :

Sans objet

Maître d'œuvre :

Institution Adour

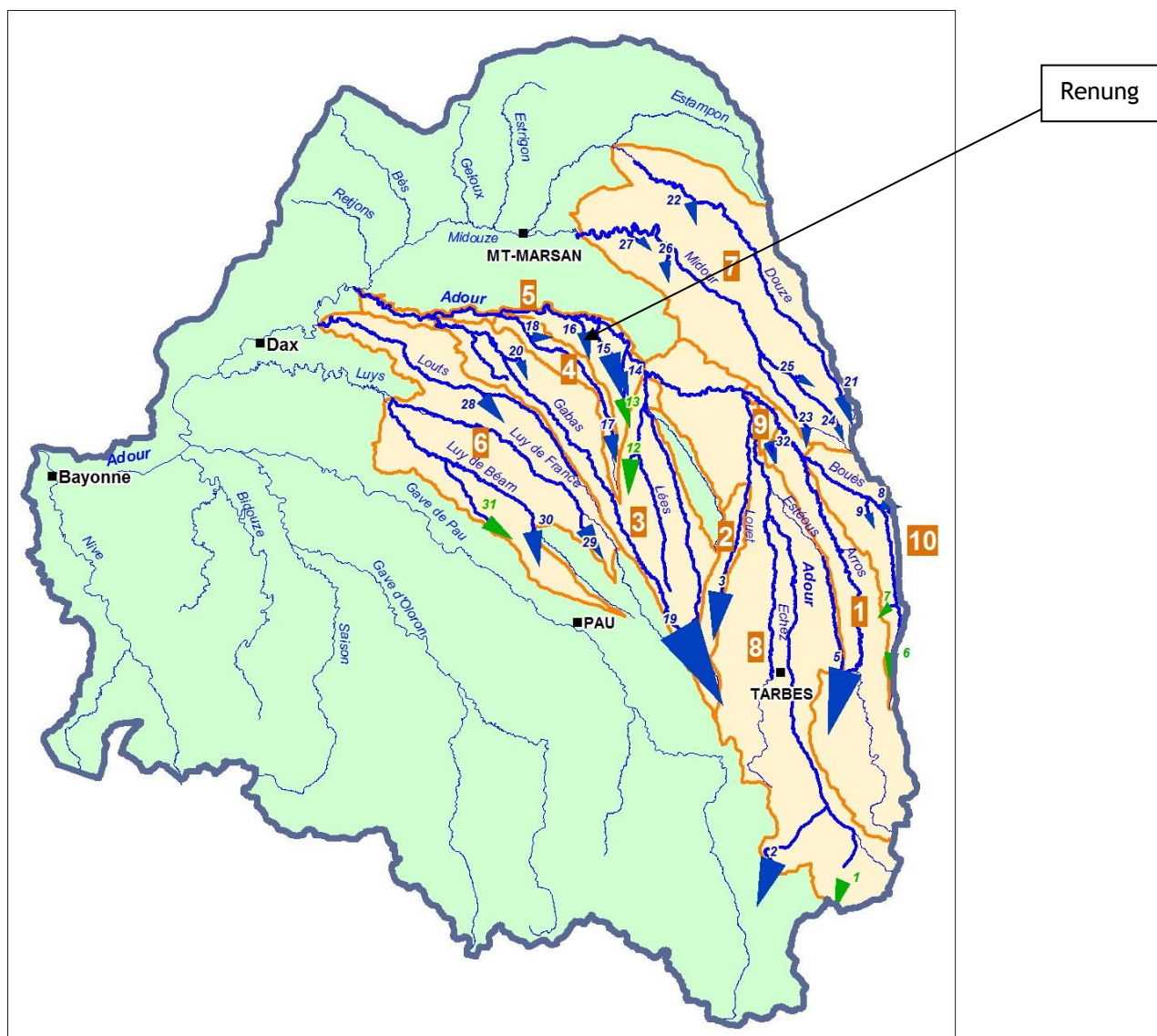
Échéance - Délais :

31 décembre 2022

Coût de l'opération : 9 600 € TTC

Plan de financement prévisionnel :

	Taux	Montant
Département des Landes	100 %	9 600 €

Plan de situation :



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 36

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétence obligatoire	Comité syndical

Type d'opération :

Ressource - sécurité des ouvrages hydrauliques

Intitulé de l'opération :

Réservoir du Louet : confortement du parement amont et étanchéité de la galerie

Zone d'influence :

Louet, Adour en amont d'aire sur l'Adour

Description de l'opération :

Origine

Visite technique approfondie réalisée par le bureau d'études agréé de la CACG en octobre 2016 : observation d'un décrochement au niveau du parement amont (en rive droite, à 6 m en dessous de la cote du plan d'eau normal PEN). De plus

Buts

Confortement du parement amont de façon pérenne et ainsi avoir une utilisation optimale du réservoir.

Contenu

Marché de prestation d'études et de Maîtrise d'œuvre

Marché Travaux

Marché SPS

Contrôle géotechnique extérieur (Mission G4)

Mission spécifique : Porté à connaissance

Étanchéité de la galerie

Interventions antérieures :

Suite au décrochement observé sur le parement amont de la digue en octobre 2016, un programme d'investigations géotechniques a été réalisé fin 2017-début 2018.

Sur la base de ces éléments, le maître d'œuvre agréé a pu actualiser l'étude de stabilité et proposer une solution de drainage global du talus amont de la digue.

Ces éléments ont été présentés aux services de la DREAL (suivi sécurité des ouvrages) mi-septembre 2018.

Par courrier du 2 octobre 2018, la DREAL demande d'apporter des précisions ou justifications complémentaires afin de valider la pertinence de la solution proposée :

- vérifier l'ampleur du glissement (absence de bourrelet en partie basse immergée) par des sondages ;

- compléter le dispositif d'auscultation du parement amont pour acquérir plus de données et réaliser une étude hydrogéologique plus précise qui permettra d'affiner la solution de traitement proposée et de vérifier sa pertinence.

Prestations réalisées fin 2018 :

Des prestations d'investigations géotechniques et d'instrumentation complémentaires ont été définies puis réalisées en fin d'année 2018 dans des conditions financières et un délai restreints, délai notamment contraint par les conditions météorologiques et la prise en compte des statistiques de remplissage pour la campagne 2019.

Ainsi, seule une partie du programme prédéfini a été réalisée : 1 sondage à 24 m avec pose d'un inclinomètre et 3 sondages entre 5 et 11 m pour pose de cellules de pressions interstitielles. Ces investigations et les premières mesures associées aux nouveaux instruments ont conduit à la rédaction d'un rapport d'analyse et d'interprétation, permettant d'affiner en partie les causes du décrochement.

Prestations réalisées fin 2020 :

Initialement prévus en 2019 ces travaux ont été reportés en 2020 suite aux mauvaises conditions climatiques de novembre 2019.

- Sondages et essais de perméabilité,
- Pose d'un inclinomètre au niveau de cette risberme, avec enregistrement automatique compte tenu de son ennoiment la plupart du temps,
- Actualisation des consignes de surveillance, pour prendre en compte le nouveau dispositif d'auscultation et définir les fréquences de mesures pour le prochain déstockage

Les conclusions de cette dernière étude géotechnique du parement amont rendue en juin 2021 ont permis une actualisation de la solution de confortement.

Maître d'œuvre :

Objet d'une prestation externe, suivie par l'Institution Adour

Échéance - Délais :

31 décembre 2022

Coût de l'opération : 1 756 000 € HT soit 2 107 200 TTC

L'enveloppe initiale de 2021 pour la réalisation des travaux de confortement était de 1 200 000 € HT.

Compte tenu des nouvelles études permettant de définir plus précisément le niveau du décrochement, il est nécessaire de revoir les estimations à la hausse afin d'intégrer les surcoûts liés à la sur-profondeur du niveau de décrochement.

Par ailleurs, l'Agence de l'eau a lancé au printemps 2021 un appel à projets « Optimisation d'ouvrages existants dans un enjeu d'amélioration de la gestion de l'eau » pour préserver les capacités des réservoirs à vocation de soutien d'étiage (multiusages) qui présentent aujourd'hui des contraintes de gestion en volume ou en débit. Une note d'intention pour le barrage du Louet a été déposée en juin 2021, pour un montant estimé à 1 200 000 € HT.

Le dossier doit être complété avant le 31 décembre, avec actualisation des coûts sur la base de la remise de l'Avant-projet en cours d'élaboration dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre délibéré lors du CS du 29 septembre 2021.

La décision d'aide de l'Agence interviendra au 1^{er} trimestre 2022.



Détail des coûts estimatifs actualisés (suite consultation maîtrise d'œuvre)

Postes de dépenses	€ HT
Frais de publicité	1 500
Mission SPS	4 000
Maitrise d'œuvre confortement parement	144 000
Contrôle géotechnique extérieur et études spécifiques	12 000
Travaux confortement digue	1 475 000
Sous total digue	1 636 500
Maitrise d'œuvre confortement galerie	14 200
Travaux Étanchéité galerie	80 000
Sous total Galerie	94 200
<i>Imprévus</i>	<i>25 300</i>
TOTAL OPÉRATION	1 756 000

À ce jour le marché de maîtrise d'œuvre est engagé pour 143 918,50 € HT concernant les travaux de confortement et 14 176 € HT pour le confortement de la galerie.

Les coûts liés aux travaux sont encore susceptibles d'évoluer dans le cadre du rendu de l'avant-projet prévu pour la mi-décembre.

Si tel est le cas cette fiche programme sera ajustée avant le vote du BP.

Le plan de financement définitif devra lui aussi être arrêté suite à la réponse de l'AEAG sur l'appel à projet.

Plan de financement prévisionnel:

- Dans l'hypothèse d'un financement à 100% par l'IA

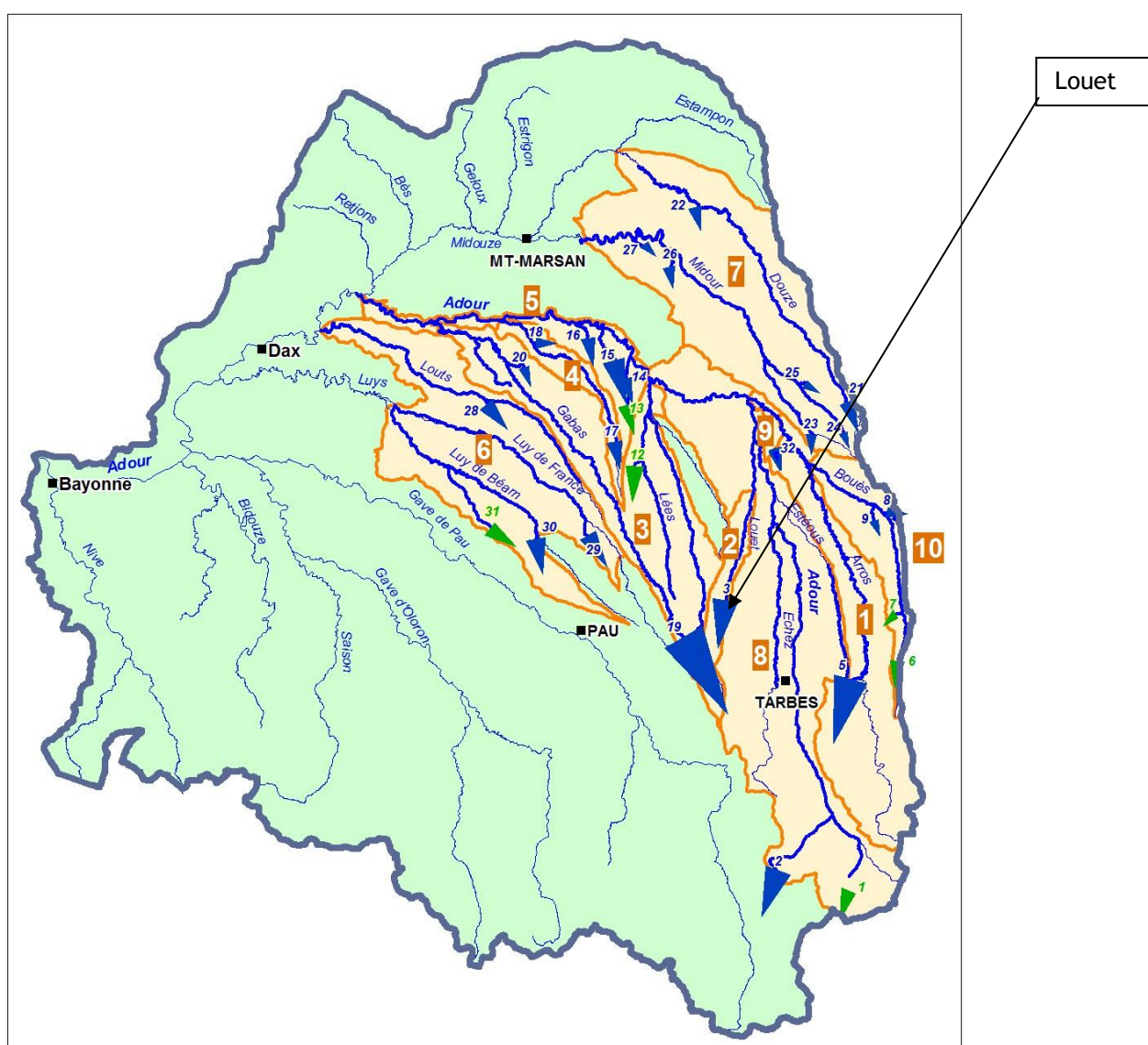
Département du Gers (14%)	245 840 €
Département des Hautes-Pyrénées (66%)	1 158 960 €
Département des Pyrénées Atlantiques (20%)	351 200 €
Total	1 756 000 €

- Dans l'hypothèse d'un financement maximal de l'Agence de l'eau dans le cadre de l'Appel à projets « Optimisation d'ouvrages existants dans un enjeu d'amélioration de la gestion de l'eau »



Financement Agence de l'eau (50% sur 3/5 du volume et 70% sur 2/5 du volume)	1 018 480 €
Part résiduelle IA, dont :	737 520 €
- Département du Gers (14%)	103 253 €
- Département des Hautes-Pyrénées (66%)	486 763 €
- Département des Pyrénées Atlantiques (20%)	147 504 €
Total	1 756 000 €

Plan de situation :



FICHE DE PROPOSITION n° 37

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Quantité/Renforcement de la ressource

Intitulé de l'opération :

Pré-stockage foncier sur projets de réservoirs

Zone d'influence :

Bassin versant de l'Adour

Description de l'opération :**Origine**

Volet quantitatif du SAGE Adour amont- PGE Adour amont, volet quantitatif du SAGE Midouze.

Buts

Mobilisation de ressources foncières pour mener à bien les projets d'investissements. Les acquisitions foncières sont priorisées et seules celles d'une importance stratégique vis-à-vis du projet de ressource sont réalisées : compensation foncière, compensation écologique, parcelles dans la cuvette du réservoir ou bassin versant immédiat.

Opportunités foncières connues à ce jour :

Projet	Surface (ha)	Prix (hors frais)	Estimation avec frais	Validé	Résiduel CD 40	Résiduel CD 32	Résiduel CD 65
Maribot (PT Midour)	9,0659	26 486 €	35 000 €	Délibération du bureau B13/2021 du 18 mai 2021	19 250 € (55%)	15 750 € (45%)	

FICHE DE PROPOSITION n° 38

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource

Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour (Phase de mise en œuvre)
REUSE station de Conte à Mont de Marsan : 1^{ère} Phase ÉTUDE ET MAITRISE D'ŒUVRE

Zone d'influence :

Bassin versant du Midour (32,40)

Description de l'opération :**Origine**

Le programme d'actions du projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour intègre un volet de réutilisation des eaux usées traitées (REUSE), participant à hauteur de 21,5% au chemin du retour à l'équilibre à l'horizon 2050.

La station d'épuration des eaux usées traitées (STEU) de Conte, située à Mont-de-Marsan et propriété de Mont-de-Marsan Agglo, est ciblée par ce dispositif de REUSE suite à une étude lancée en 2018 par la Régie des Eaux de Mont-de-Marsan.

L'Entente pour l'Eau a lancé l'appel à projets EC'EAU (Économie circulaire de l'eau) le 30 juillet 2021. Selon le règlement, les études et les travaux pour cette opération de reuse de la STEU de Conte sont éligibles à cet appel à projets.

L'EPTB Adour, en tant que coordinateur de l'opération, et en partenariat avec la Régie des Eaux de Mont-de-Marsan, le Syndicat Intercommunal d'Aménagement et de Gestion de l'Eau du Ludon-Gaube et la Chambre d'Agriculture des Landes, a soumis une note d'intention à cet appel à projets (octobre 2021).

L'EPTB Adour sera en charge des études et de la maîtrise d'œuvre des bassins de stockage (réalisation des études, travaux, gestion et entretien).

La validation du projet, s'il est retenu, interviendra au 2^{ème} trimestre 2022.

Buts

Le projet de REUSE de la STEU de Conte réalimentera le sous bassin versant du Ludon, secteur le plus déficitaire du PTGE Midour avec un nombre important de pompages directs en rivière.

Ce déficit quantitatif a des conséquences sur les écosystèmes aquatiques, sur l'économie agricole de par les restrictions d'irrigation sur le cours d'eau du Ludon, et sur la dégradation de la qualité physico-chimique du bassin versant de par le rejet actuel de la STEU de Conte.

Ce projet vise à mettre en conformité la qualité de l'eau épurée pour la rendre compatible avec une utilisation en irrigation par aspersion (classe A au sens de la réglementation européenne du 05/06/2020), stocker en continu l'intégralité des volumes d'eaux traités et créer de nouveaux réseaux de distribution à partir de ces stockages en interconnectant les réseaux existants.

L'objectif du projet consiste à valoriser par l'irrigation l'intégralité de l'eau traitée annuellement par la station d'épuration de Conte, soit un volume moyen de 1,54 millions de m³ (Mm³) d'eau et de substituer 42 pompages en rivière et/ou réservoirs connectés, implantés sur le linéaire du ruisseau, pour un volume total de 1,7 Mm³.

Le coût total de l'opération est estimé à 13 850 000 € HT, dont 4 715 000 € pour le traitement des eaux et le réseau d'amenée (à la charge de Mont-de-Marsan Agglomération), 7 275 000 € à la charge de l'Institution Adour pour la réalisation des bassins de stockage et le traitement en sortie, et 1 860 000 € pour les stations de reprise et réseaux de desserte à la charge du syndicat du Ludon-Gaube (estimations actualisées provenant de l'étude prospective, 2018, Valorisation agricole des eaux traitées issues de la station d'épuration de Conte à Mont-de-Marsan, J. RABE & T. MINVIELLE - Chambre d'agriculture des Landes).

Contenu de la 1^{ère} phase

Pour les bassins de stockages relevant de la maîtrise d'ouvrage de l'IA, réaliser les études préalables (techniques, environnementales, foncières, réglementaires) en vue de constituer le dossier d'enquêtes publiques conjoint pour passage en phase d'enquête publique

- Coordonner l'opération pour le groupement de commande du marché d'étude et de maîtrise d'œuvre ;
- Élaborer le cahier des charges pour les prestations d'études et de maîtrise d'œuvre concernant la conduite d'amenée (qui sera réalisée sous maîtrise d'ouvrage de Mont de Marsan Agglo) et les bassins de stockage (maîtrise d'ouvrages IA), pour :
 - o les études préliminaires (hydrologie, géotechnie, topographie, environnement, foncier ...)
 - o prestations de maîtrise d'œuvre (Moe) pour l'élaboration de l'étude de faisabilité, AVP (avant-projet) et des dossiers réglementaires qui seront soumis à enquête publique
- Suivi du prestataire réalisant les études et la maîtrise d'œuvre pour ma partie IA
- coordination Sécurité et Protection de la Santé - phase Études
- ingénierie Institution Adour
- acquisitions foncières : *pour ce qui est des opportunités foncières elles restent préfinancées par les départements impactés par le projet et une fois financées par les autres financeurs la part de financement récupérée sera déduite du résiduel du projet. Les opportunités foncières sont donc traitées en dehors de cette fiche programme.*
- Mobiliser les financements (AAP EC'EAU, Régions, ...) ;
- Coordonner le suivi administratif de l'appel à projets et appuyer les partenaires techniques ;
- Communiquer et valoriser le projet à l'échelle globale (PTGE Midour, SAGE Midouze).

Interventions antérieures :

Animation PTGE Midour.

Maître d'œuvre :

Institution Adour, pour l'élaboration du cahier des charges et le suivi du prestataire

Échéance - Délais :

Études et travaux : estimé à 5 ans (2021 - 2026)

1^{ère} phase d'études et maîtrise d'œuvre pour constitution du dossier réglementaire : 24 mois



Coût de l'opération - phase études et maîtrise d'œuvre pour constitution du dossier réglementaire : 450 000 € HT
 Dépenses prévisionnelles 2022 : 150 000 € HT

Plan de financement prévisionnel :

(Sous réserve que le projet soit retenu par l'Entente pour l'eau, 2^{ème} trimestre 2022)

phase « Études et maîtrise d'œuvre pour constitution du dossier réglementaire	
	coût (€ HT)
Total	450 000 €
Financement Entente pour l'eau (80%)	360 000 €
Part résiduelle IA (département des Landes) :	90 000 €

Plan de situation :

Présentation générale des implantations choisies :



FICHE DE PROPOSITION n° 39

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource

Intitulé de l'opération :

Projet de territoire pour la gestion de l'eau du Midour (Phase de mise en œuvre)

Étude complémentaire « volumes/usages/période »

Zone d'influence :

Bassin versant du Midour (32,40)

Description de l'opération :**Origine**

Après 4 années d'élaboration sur les bases de l'instruction gouvernementale du 4 juin 20155, le PTGE Midour a été validé par la CLE du 11 mars 2020. Dans son courrier d'approbation de juin 2020, le Préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne formule quelques demandes de compléments au travers de pistes de travail prioritaires.

Parmi ces demandes figure celle de « *détailler, dans une annexe au programme d'action validé par le comité de pilotage du PTGE, la répartition des volumes d'eau par usage sur l'année, en précisant les volumes de substitution et la part éventuelle dédiée aux autres usages, en précisant la période de prélèvement. Ces volumes devraient être mis en regard des volumes prélevables autorisés pour l'irrigation.* »

Cette demande répond à la nouvelle instruction gouvernementale de mai 2019 cadrant les projets de territoire pour la gestion de l'eau, prescription reprise dans l'évolution récente de la réglementation relative à la gestion quantitative (Décret « gestion quantitative » de juin 2021).

Dans le cadre des travaux d'élaboration du PYGE, la quantification des déséquilibres a été réalisée par le groupement de bureaux d'études *IES Ingénieurs Conseil* et *Hydrogen*. Le groupement a été chargé d'évaluer les besoins quantitatifs du territoire en situation actuelle, puis sur la base des scénarii élaborés par les acteurs de la concertation et l'échéance 2050, d'évaluer les besoins quantitatifs à cette échéance. Ces travaux ont consisté en l'évaluation de la ressource en eau disponible actuellement, puis sur une évaluation des futurs besoins en regard des hypothèses d'économies d'eau et d'évolution des usages prises en compte dans les scénarii. In Fine, l'étude a mis en évidence, une fois déduits les effets des actions d'économies d'eau et d'améliorations des pratiques selon leur mise en œuvre progressive, les nécessités de compléter les ressources stockées sur certains sous-bassins.

Pour réaliser ces travaux, le groupement a découpé le bassin versant du Midou en 19 sous-bassins sur lesquels des bilans « entrées-sorties » ou « besoins - ressources » ont été établis pour différentes échéances et en fonction de jeux de données et d'hypothèses proposés par les acteurs de la concertation.

Buts

Pour répondre à la logique de l'instruction gouvernementale de juin 2019 et à la demande du préfet coordonnateur de bassin de juin 2020, l'étude complémentaire a pour objectif de définir pour les volumes stockés les parts allouées respectivement à chacun des usages (milieux-salubrité / prélèvements agricoles) et pour chacune des périodes (basses eaux / hautes eaux).

Contenu de l'étude complémentaire

Ce travail complémentaire demandé par l'État de définition des volumes par usage et par période va reposer sur les outils de modélisation déjà élaborés par le groupement et une grande partie des données déjà intégrées. Le travail va donc mobiliser les outils d'analyse et modèles élaborés pour la phase d'élaboration du PTGE, pour préciser la répartition des volumes utilisés pour chacun des usages (agricoles / milieux - salubrité) et par période (basses eaux / hautes eaux).

À partir du scénario alternatif retenu par les acteurs, le groupement devra estimer les nouvelles fourchettes d'économies liées à chaque famille d'actions, et ainsi en déduire les éventuels déséquilibres résiduels pour chacun des sous bassins et les solutions de stockages complémentaires. La répartition des volumes des stockages dont les solutions complémentaires sera alors estimée par usage et par période.

Si cette prestation devait être réalisée par un autre opérateur économique que le groupement IES-IC / Hydrogen, elle nécessiterait la reprise intégrale des travaux par l'élaboration des outils de modélisation du territoire et l'intégration des données de besoins et ressources aux différentes échéances, l'estimation des économies d'eau pour chaque famille de solutions avant de pouvoir en déduire les besoins de stockage et la répartition de leurs volumes pour chacun des usages et des périodes. Les délais et les coûts d'une telle prestation seraient alors beaucoup plus importants.

Interventions antérieures :

Étude menée par IES-IC/Hydrogen dans le cadre de la phase d'élaboration du PTGE Midour : « Analyse des scénarii du projet de territoire du Midour - évaluation des besoins quantitatifs du territoire et évaluation des impacts sur le milieu et l'adaptation du territoire aux changements climatiques, février 2020»

Maître d'œuvre :

Institution Adour

Échéance - Délais :

6 mois

Coût de l'opération :

Devis établi par IES-IC : 17 360 €HT / 20 832 € TTC

Plan de financement prévisionnel :

(Sous réserve que le projet soit retenu par l'Entente pour l'eau, 2^{ème} trimestre 2022)

Total	20 832 €
Financement Agence de l'eau (70% du montant HT)	12 152 €
Part résiduelle IA	8 680 €
- <i>dont département du Gers (45%)</i>	3 906 €
- <i>dont département des Landes (55%)</i>	4 774 €





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 40

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Ressource - qualité

Intitulé de l'opération :

Qualité des eaux : Intégration des réservoirs de soutien d'étiage dans le bassin versant du Midour (Ancienne Fiche 36 programme 2020)

Zone d'influence :

Bassin versant du Midou(r) : Gers - Landes

Description de l'opération :

Origine

Suivi qualitatif de l'eau des réservoirs de soutien d'étiage - compréhension de leur fonctionnement et intégration dans un bassin versant - Bassin versant du projet de territoire du Midour.

Buts

- Suivi de la qualité des eaux restituées à l'aval des réservoirs de soutien d'étiage de l'Institution Adour du bassin versant du Midour, pour identifier les impacts éventuels et envisager des éventuelles mesures de gestion correctrices ;
- Suivi de la qualité des eaux entrantes dans les réservoirs de soutien d'étiage de l'Institution Adour du bassin versant du Midour, pour identifier les impacts éventuels du bassin versant amont sur la qualité des eaux du réservoir ;
- Évaluation de la qualité des réservoirs et étude de leur fonctionnement.

Contenu et coût de l'opération

5 réservoirs de soutien d'étiage appartenant à l'IA sur le bassin versant du Midour :

- Bourgès (32) : Riberette
- Lapeyrie (32) : affluent RD de la Riberette
- Maribot (32) : ruisseau de Maribot, affluent RG du Midour
- Charros (32-40) : ruisseau de Charros, affluent RG du Midour
- Arthez (40) : ruisseau de Hartaou, affluent RG du Midour

Cette fiche programme votée en 2020 doit aujourd'hui être ajustée. Le coût initial de ce programme n'a pas augmenté mais son échelonnement et son plan de financement sont à modifier

**Détail des prestations initialement prévu sur trois années (2020,2021 et 2022):**

	Objet	Prix total TTC
Année 1 (2020) prestations à prévoir sur trois réservoirs	Suivi de la qualité PC des eaux entrantes	15 000 €
	Suivi PC des eaux restituées par les RSE	21 000 €
	Suivi biologique sur cours d'eau en amont et en aval des RSE	15 000 €
	Suivis sédimentaire et hydromorphologique en aval des RSE	12 000 €
	Bathymétrie des 5 RSE	18 000 €
	Diagnose rapide des 5 RSE	30 000 €
	Caractérisation de chaque BV (<i>Prestataire externe ou stagiaire</i>)	4 000 €
	Ingénierie Institution Adour	11 640 €
Montant total (année 1)		126 640 €
Année 2 (2021) Suite des prestations externes à prévoir sur les 3 réservoirs de l'année 1	Suivi de la qualité PC des eaux entrantes	15 000 €
	Suivi PC des eaux restituées par les RSE	21 000 €
	Suivi biologique sur cours d'eau en amont et en aval des RSE	15 000 €
	Suivis sédimentaire et hydromorphologique en aval des RSE	12 000 €
	Caractérisation de chaque BV <i>Prestataire externe ou stagiaire</i>	4 000 €
Année 2 (2021) prestations à prévoir sur deux réservoirs	Suivi de la qualité PC des eaux entrantes	10 000 €
	Suivi PC des eaux restituées par les RSE	14 000 €
	Suivi biologique sur cours d'eau en amont et en aval des RSE	10 000 €
	Suivis sédimentaire et hydromorphologique en aval des RSE	8 000 €
	Bathymétrie des 5 RSE	12 000 €
	Diagnose rapide des 5 RSE	20 000 €
	Ingénierie Institution Adour	11 640 €
Montant total (année 2)		152 640 €
Année 3 (2022)	Suivi de la qualité PC des eaux entrantes	10 000 €
	Suivi PC des eaux restituées par les RSE	14 000 €
	Suivi biologique sur cours d'eau en amont et en aval des RSE	10 000 €
	Suivis sédimentaire et hydromorphologique en aval des RSE	8 000 €
	Rapport sur l'état des lieux	60 000 €
	Ingénierie Institution Adour	7 760 €
Montant total (année 3)		109 760 €
MONTANT TOTAL OPERATION		389 040 €

**Plan de financement prévisionnel total:**

	Prestations externes	Ingénierie IA	Total	Taux
Agence de l'eau Adour-Garonne (70 % du HT)	208 833 €	21 728 €	230 561 €	59,3 %
Région Occitanie (10%)	35 800 €	Non éligible	35 800 €	9,2 %
Région Nouvelle Aquitaine (10%)	35 800 €	Non éligible	35 800 €	9,2 %
Autofinancement *	77 567 €	9 312 €	86 879 €	22,3 %
Montant Total	358 000 €	31 040 €	389 040 €	100 %

* L'ingénierie IA est financée au travers des charges générales de fonctionnement reste donc la partie prestations externes à financer.

Département des Landes (60%)	46 540 €
Département du Gers (40%)	31 027 €

Aujourd'hui si le coût de cette opération n'a pas évolué, son cadencement a été modifié.

Cette étude pluriannuelle va se diviser en 2 phases :

La phase 1 a été engagée en juin 2021 et se terminera en septembre 2023

La phase 2 sera engagée en janvier 2022 et se terminera en décembre 2023

Détail de la phase 1 (déjà engagé) et plan de financement ajusté

	Prestations externes	Ingénierie IA	Caractérisation de chaque BV	Total	Taux
Agence de l'eau Adour-Garonne (70 % du HT)	91 264 €	12 035 €	2 800 €	106 099 €	59.7%
Région Occitanie (10% du TTC)	15 645 €	Non éligible	Non éligible	15 645 €	8,8%
Autofinancement *	49 543 €	5 158 €	1 200 €	55 901 €	31,5%
Montant Total	156 452 €	17 193 €	4 000 €	177 645 €	100%

* L'ingénierie IA et la caractérisation de chaque BV est financée au travers des charges générales de fonctionnement reste donc la partie prestations externes à financer.

Département des Landes (60%)	29 726 €
Département du Gers (40%)	19 817 €



Détail de la phase 2 (à engager) et plan de financement ajusté

	Prestations externes	Ingénierie IA	Caractérisation de chaque BV	Total	Taux
Agence de l'eau Adour-Garonne (70 % du HT)	112 850 €	9 693 €	2 800 €	125 343 €	59,3 %
Région Occitanie (10% du TTC)	19 355 €	Non éligible	Non éligible	19 354 €	9,1%
Autofinancement *	61 343 €	4 154€	1 200 €	66 698 €	31,6%
Montant Total	193 548 €	13 847 €	4 000 €	211 395 €	100%

* L'ingénierie IA et la caractérisation de chaque BV est financée au travers des charges générales de fonctionnement reste donc la partie prestations externes à financer.

Département des Landes (60%)	36 806 €
Département du Gers (40%)	24 537 €

Plan de financement total phase 1 + phase 2 ajusté

	Prestations externes	Ingénierie IA	Caractérisation de chaque BV	Total	Taux
Agence de l'eau Adour-Garonne (70 % du HT)	204 114 €	21 728 €	5 600 €	231 442 €	59,5 %
Région Occitanie (10% du TTC)	35 000 €	Non éligible	Non éligible	35 000 €	9 %
Autofinancement *	110 886 €	9 312€	2 400 €	122 598 €	31,5 %
Montant Total	350 000€	31 040 €	8 000 €	389 040 €	100 %

* L'ingénierie IA et la caractérisation de chaque BV est financée au travers des charges générales de fonctionnement reste donc la partie prestations externes à financer.

Département des Landes (60%)	66 532 €
Département du Gers (40%)	44 354 €



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Programme Institution Adour 2022

FICHE DE PROPOSITION n° 41

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Acquisition foncière sur le périmètre de l'espace de mobilité de l'Adour landais.

Zone d'influence :

Adour Moyen, depuis Aire-sur-l'Adour jusqu'à la confluence avec la Midouze à Audon et Onard.

Description de l'opération :

Origine

La démarche de restauration de l'espace de mobilité de l'Adour landais a été élaborée suite aux différents constats d'inefficacité de la gestion de l'Adour réalisée jusqu'aux années 2000 (traitement des érosions par des protections en génie civil). La démarche proposée consiste à remplacer la gestion ponctuelle par une gestion intégrée à l'échelle d'un territoire étendu, prenant en compte toutes les composantes de l'hydrosystème et non uniquement le lit mineur du cours d'eau. Elle vise également une gestion durable, plutôt qu'à court terme, qui tienne compte des rythmes fonctionnels du cours d'eau et vise une continuité à l'échelle d'une ou plusieurs décennies.

Cette gestion intégrée et durable tient compte des enjeux socio-économiques mais les hiérarchise en privilégiant la sécurité publique et l'intérêt général, plutôt que les intérêts particuliers.

Depuis juin 2018, l'axe de l'Adour moyen a subi des crues récurrentes. Cette répétition d'événements hydrauliques puissants a participé à des développements d'érosions de berges importantes. Plusieurs propriétaires ont pris contact avec l'Institution Adour suite à des pertes de terrain allant jusqu'à plus de 20 mètres d'emprise sur leur parcelle.

Buts et contenu

L'acquisition foncière ou la maîtrise de l'usage des parcelles soumises à l'érosion sont des moyens envisagés dans le but de faciliter la mise en œuvre et l'acceptabilité des actions du projet. Ces acquisitions doivent permettre de proposer une alternative aux propriétaires de terrains lorsqu'il n'est pas possible de protéger leur parcelle (érosion trop forte, ...) ou lorsque le seul enjeu privé ne justifie pas l'utilisation de fonds publics (terres agricoles sans enjeu d'intérêt général ou de sécurité publique, ...).

Maître d'œuvre :

Animation : Institution Adour

Partenaires des actions spécifiques : SAFER

Échéance - Délais :

Durée de l'opération : 5 ans, dépendant des opportunités d'acquisition et de l'avancée des négociations

Coût de l'opération : 125 000 € HT

Nombre d'hectares à acquérir : 25 ha

Les frais divers de bornage, de notaires et d'estimation des biens sont compris dans le coût de l'opération.

Plan de financement prévisionnel :

Le plan de financement reste à discuter avec les partenaires. Toutefois, l'Agence de l'eau Adour Garonne peut financièrement intervenir à hauteur de 80 % d'un montant de dépense éligible plafonné à 10 000€/HT par ha.

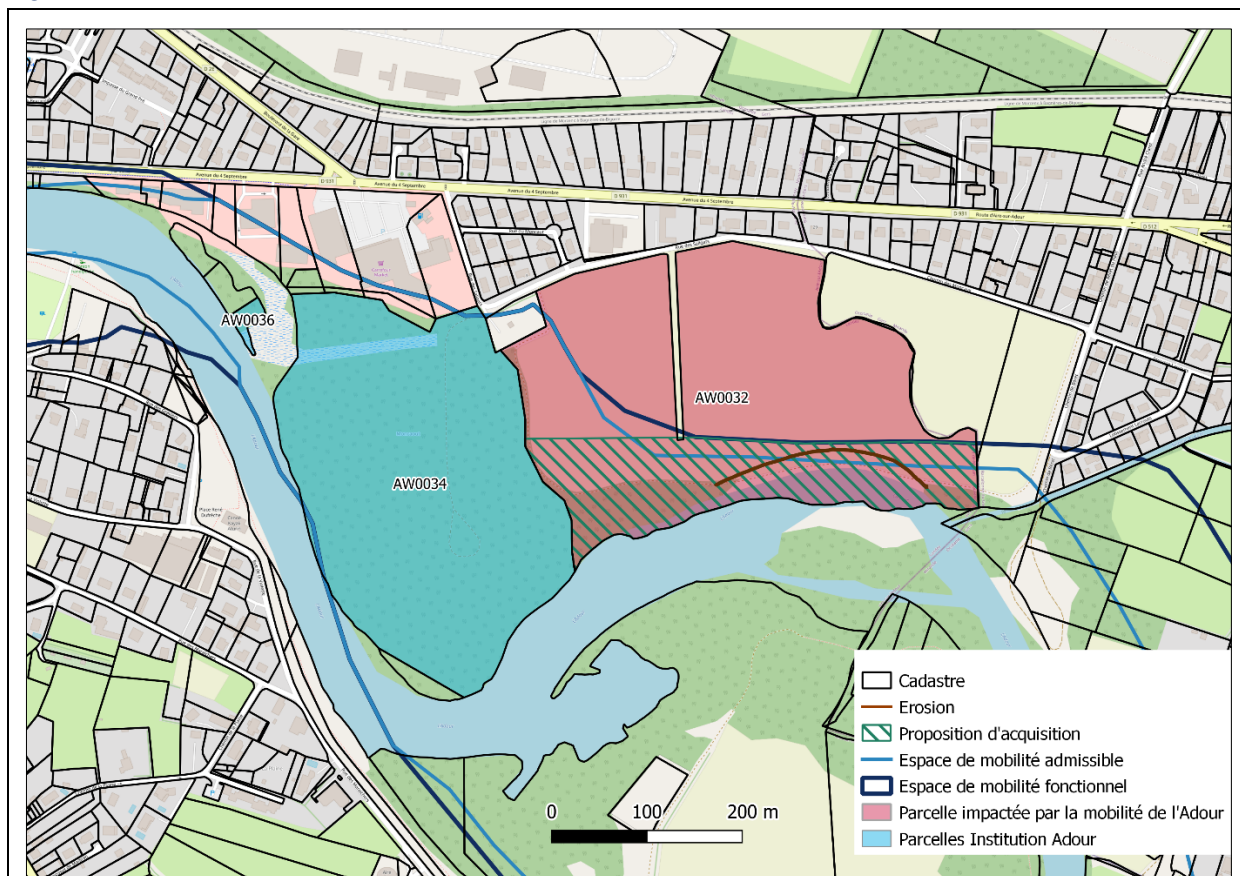
Proposition :

	Taux	Montant (€ HT)
Agence de l'eau Adour Garonne	80 %	100 000 €
Autofinancement (CD40)	20 %	25 000 €
Total	100 %	125 000 €

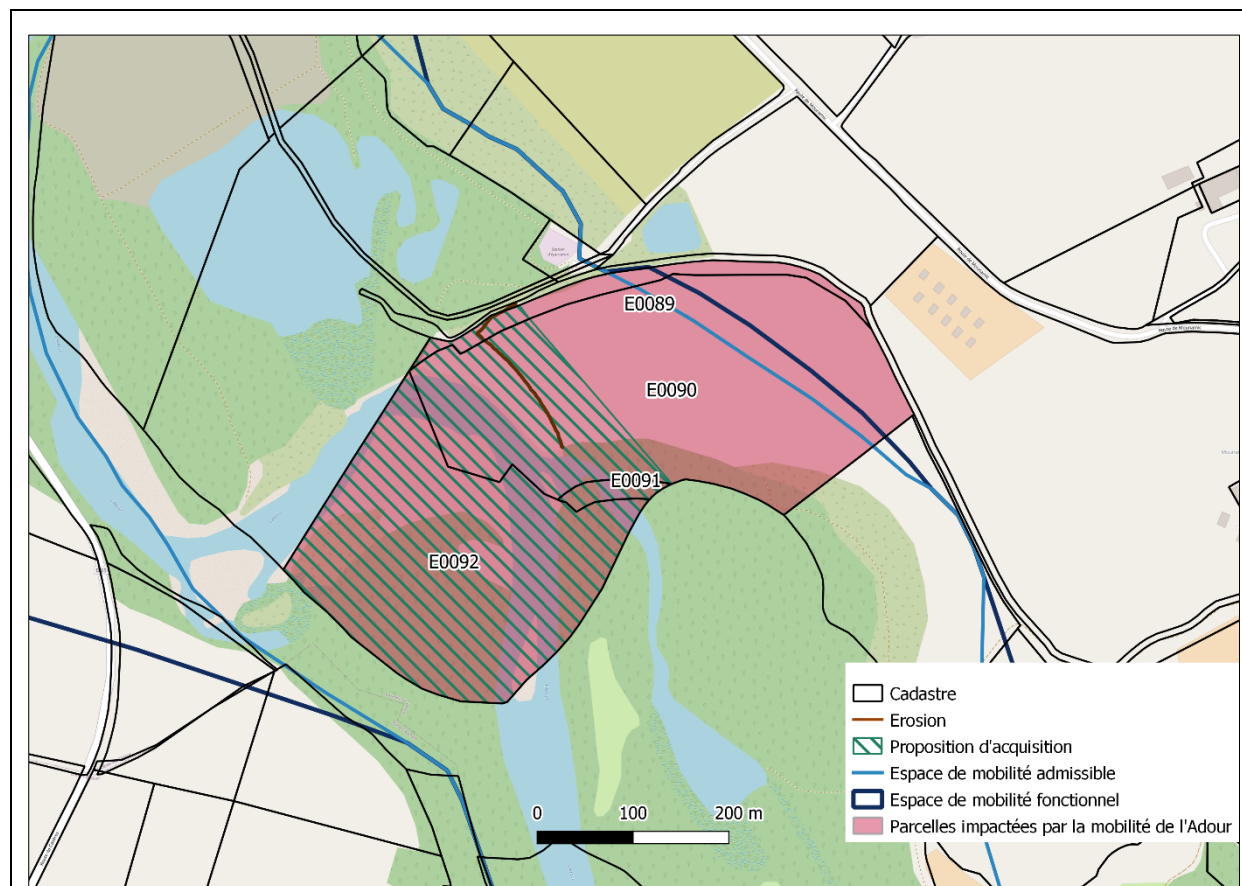
Tableau récapitulatif des opportunités d'acquisition :

Commune	Nom propriétaire	Numéro de parcelle	Contenance cadastrale totale (ha)	Superficie à acquérir (ha)
Aire-sur-l'Adour	Porte	AW0032	10,42	3,535
Cazères-sur-l'Adour	Bazot	E0089	0,6929	0,184
		E0090	9,0375	2,754
		E0091	0,212	0,209
		E0092	6,597	6,597
Saint-Sever	Plante	P0536	4,144	1,698
Toulouze	Plante	ZL0042	0,6965	0,328
	Comet	ZL0025	1,322	1,055
		ZL0044	0,5295	0,277
		ZL0046	5,952	0,384
		ZL0005	13,25	1,312
	Lannelongue	C0064	0,326	0,326
		C0220	1,201	1,201
		C0222	0,0311	0,031
		C0224	0,0175	0,0175
		C0227	0,6513	0,6513
		C0228	0,0563	0,0563
		P0225	0,886	0,886
Souprosse	Gauzere et Larrezet	P0226	0,053	0,053
		P0234	0,774	0,774

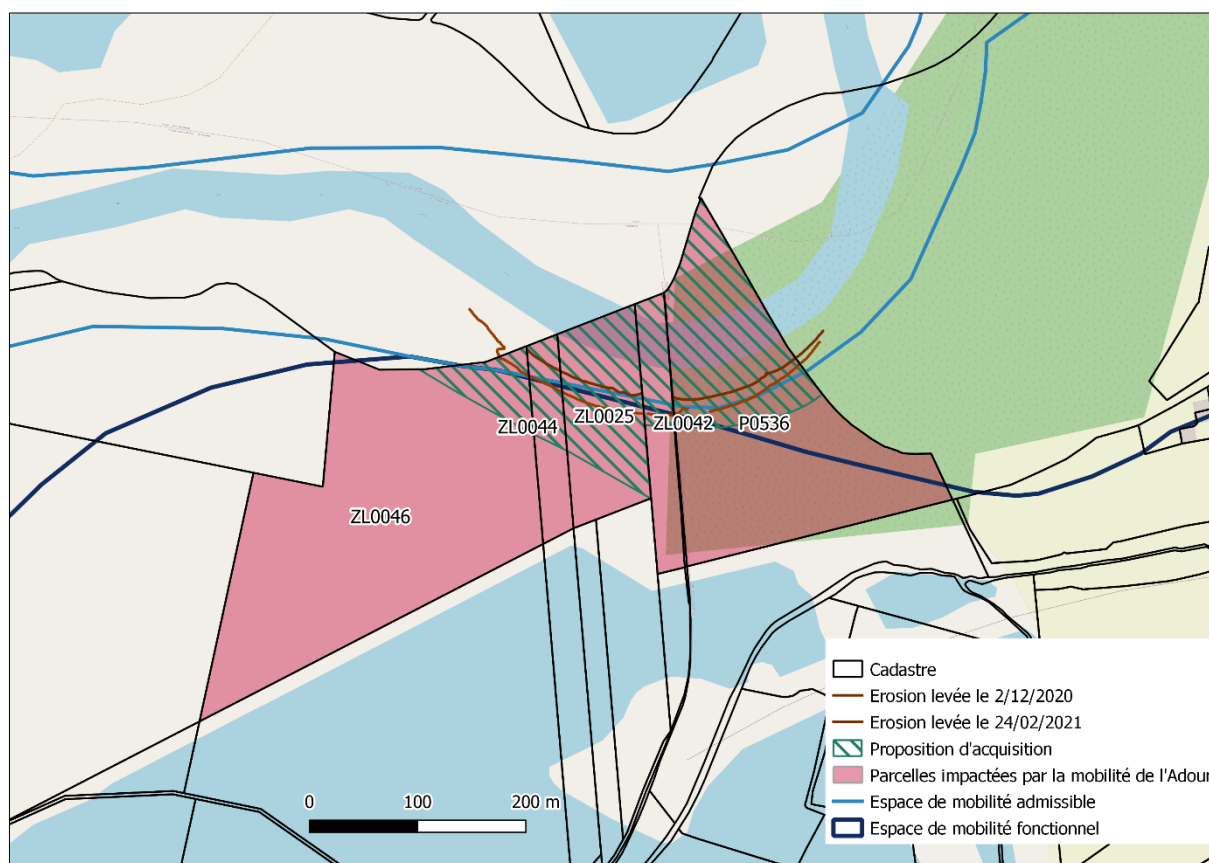


Plan de situation :**Commune d'Aire-sur-l'Adour**

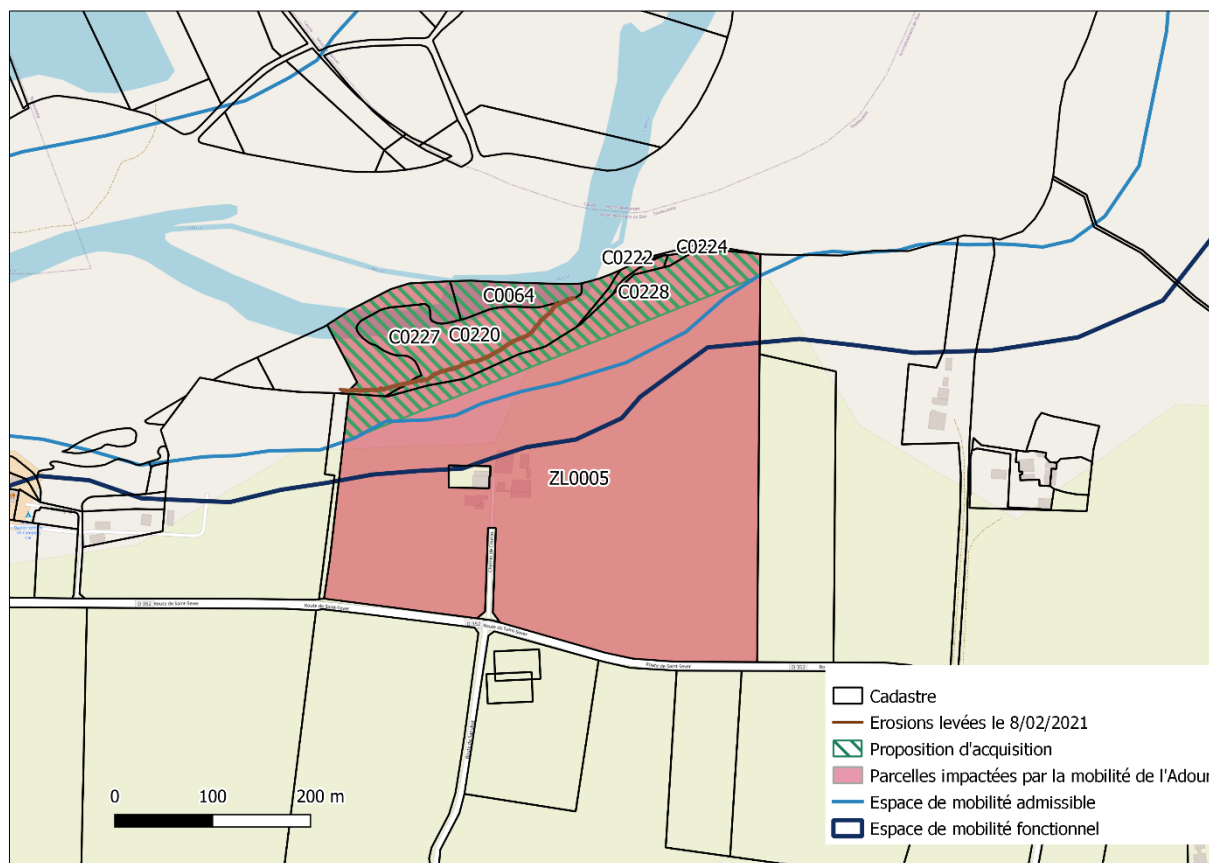
Identification des parcelles	Enjeux et justification de la démarche
<p>Commune : Aire-sur-l'Adour Propriétaire : M. PORTE Section : AW Numéro : 32 Surface de la parcelle : 10,42 ha Surface à acquérir : 3,535 ha</p>	<p>Une partie de la parcelle AW32 appartient désormais au lit mineur de l'Adour. Les dernières crues ont intensifié les phénomènes d'érosion en rive droite de l'Adour. Ainsi il conviendrait d'acquérir une partie de la parcelle se trouvant dans l'espace de mobilité admissible du fleuve. L'Institution Adour est déjà propriétaire des parcelles AW34 et AW36.</p> <p>L'acquisition de cette parcelle en continuité de la parcelle AW0034 permettrait de réaliser un projet de restauration de ripisylve afin de reconstituer un cordon végétal en bord d'Adour dans un secteur urbain.</p>

Commune de Cazères-sur-l'Adour

Identification des parcelles	Enjeux et justification de la démarche
<p>Commune : Cazères-sur-l'Adour</p> <p>Propriétaire : M. BAZOT</p> <p>Section : E</p> <p>Numéros : 89,90,91,92</p> <p>Surface totale des parcelles : 16,54 ha</p> <p>Surface à acquérir : 9,764 ha</p>	<p>Une partie de la parcelle E92 se trouve dans le lit mineur de l'Adour. En rive gauche de l'Adour, au sud de la parcelle, une annexe hydraulique apparaît et peut potentiellement faire l'objet de travaux d'aménagements dans un futur proche. En rive droite, les phénomènes d'érosion engendrent un déplacement du lit mineur vers le Nord et agrandissent peu à peu la bande de connexion entre l'Adour et le plan d'eau de la gravière.</p> <p>L'acquisition de cette parcelle faciliterait la mise en œuvre d'éventuelles créations de bras secondaires sur la zone dans le but de sécuriser des enjeux d'intérêt général comme la route départementale 65 et le pont Eiffel sur la commune de Cazères-sur-l'Adour.</p>

Communes de Saint-Sever et Toulouze

Identification des parcelles	Enjeux et justification de la démarche
<p>Communes : Saint-Sever, Toulouze</p> <p>Propriétaires : Mme PLANTE, M. COMET</p> <p>Sections : P et ZL</p> <p>Numéros : 536 et 25,42,44,46</p> <p>Surface totale des parcelles : 12,644 ha</p> <p>Surface à acquérir : 4,061 ha</p>	<p>Une partie des parcelles se trouve en rive droite de l'Adour ou directement dans le lit mineur de l'Adour. Les dernières crues ont intensifié les phénomènes d'érosion en rive gauche de l'Adour.</p> <p>L'acquisition d'une partie des parcelles se trouvant dans l'espace de mobilité admissible du fleuve permettrait d'éviter la réalisation de protection de berge et ainsi de préserver la dynamique naturelle de l'Adour.</p>



Identification des parcelles	Enjeux et justification de la démarche
<p>Communes : Toulouzzette</p> <p>Propriétaires : M. et Mme LANNELONGUE</p> <p>Sections : ZL, C</p> <p>Numéros : 0005,0064, 0220, 0222, 0224, 0227 et 0228</p> <p>Surface totale des parcelles : 15,53 ha</p> <p>Surface à acquérir : 3,59 ha</p>	<p>Une partie des parcelles se trouve désormais en rive droite de l'Adour et dans le lit mineur de l'Adour. Les dernières crues ont intensifié les phénomènes d'érosion en rive gauche de l'Adour.</p> <p>L'acquisition d'une partie des parcelles se trouvant dans l'espace de mobilité admissible du fleuve permettrait d'éviter la réalisation de protection de berge et ainsi de préserver la dynamique naturelle de l'Adour.</p>

Commune de Souprosse

FICHE DE PROPOSITION n° 42

Compétence afférente	Gouvernance / décision
Compétences historiques	Collège « membres fondateurs »

Type d'opération :

Risques fluviaux

Intitulé de l'opération :

Confortement de l'ouvrage de protection contre les inondations « Pénich - Laburthe » sis sur la communauté de communes du Pays Grenadois

Zone d'influence :

Adour Moyen, communauté de communes du Pays Grenadois, commune de Larrivière-Saint-Savin

Description de l'opération :**Origine**

La digue de Pénich Laburthe a été classée à l'encontre de l'Institution Adour dans le cadre du décret « digues » de 2007.

Depuis la mise en œuvre de la compétence GEMAPI, la communauté de communes du Pays Grenadois s'est positionnée pour le classement de cet ouvrage en système d'endiguement.

Une délégation d'une partie de la compétence GEMAPI entre l'EPCI-FP et l'EPTB a permis aux élus de dimensionner le niveau de protection apporté par l'ouvrage et la zone de protection concernée.

Les récentes crues de l'Adour ont en outre permis de mesurer le nécessaire recul d'une partie de l'ouvrage trop fortement sollicité et fréquemment endommagé par les crues.

Buts et contenu

L'objectif de l'opération est la réalisation des confortements de la partie amont de l'ouvrage et de recul de la partie aval de l'ouvrage

Comme le prévoit la réglementation, ces travaux, d'ores et déjà dimensionnés (phases AVP ou PRO selon les secteurs) dans les études précédentes seront effectués par un maître d'œuvre agréé au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques.

Par convention entre l'EPTB et la communauté de commune du Pays grenadois il a été acté de traiter comptablement cette opération sous mandat.

NB :

Une partie de cette opération (recul de la partie aval de l'ouvrage) a déjà fait l'objet d'une décision à l'occasion de la DM de 2021 suite aux dégâts de la crue de décembre 2020 (fiche programme n° 34). Cette partie est rapportée dans la présente fiche programme.

Maître d'œuvre :

Bureau d'étude agréé au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques

Echéance - Délais :

Finalisation des travaux de confortement pour l'étiage 2022 sous réserve de la maîtrise foncière des terrains par la communauté de communes du Pays Grenadois.

Coût de l'opération : 600 000 € TTC

Recul de l'ouvrage sur la partie aval : 348 000 €

Confortement de la partie amont : 210 000 €

Maitrise d'œuvre : 42 000 €

Plan de financement prévisionnel :

Recul de la partie aval :

	Taux	Montant
Etat (Dotation solidarité intempérie)	30 % du HT	87 000 €
Région Nouvelle-Aquitaine	20 % du HT	58 000 €
Département des Landes	30 % du HT	87 000 €
Communauté de communes du Pays Grenadois	Résiduel	116 000 €
Total		348 000 €

Confortement de la partie amont et maîtrise d'œuvre : 100 % communauté de commune du Pays Grenadois

Plan de financement global (à titre indicatif) :

	Taux	Montant
Etat (Dotation solidarité intempérie)	17,4 %	87 000 €
Région Nouvelle-Aquitaine	11,6 %	58 000 €
Département des Landes	17,4 %	87 000 €
Institution Adour (<i>communauté du Pays Grenadois</i>)	53,6 %	368 000 €
Total	100 %	600 000 €

Plan de situation :

Figure 1 : Vue générale de la digue Pénich-Laburthe dans son état actuel

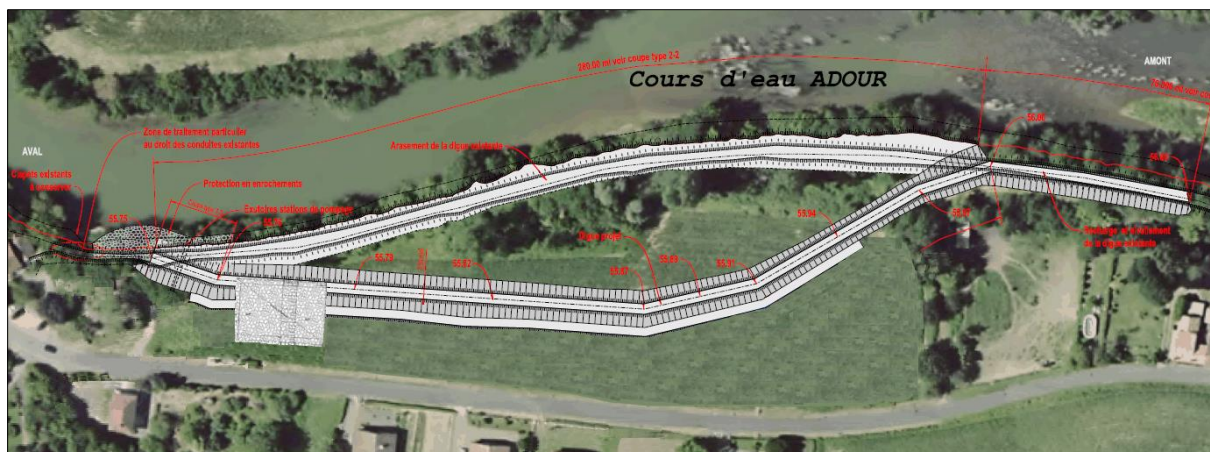


Figure 2 : Vu du projet de recul de la portion aval de la digue de Pénich-Laburthe